

1982 / 43 - 46

alternatives

1800



non violentes

Le nouveau mouvement de paix

43

8°P 6112

revue trimestrielle 15 F

Attention :

ANV a déménagé

Notez sa nouvelle adresse

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

CRAINTILLEUX

42210 MONTROND-LES-BAINS

Editorial :

Un mouvement historique ?

par Christian MELLON et Jacques SEMELIN

Le « pacifisme » est dans la rue : 300 000 personnes à Bonn, 200 000 à Bruxelles, 250 000 à Londres, 350 000 à Amsterdam, 300 000 à Rome, Madrid et Athènes... sans compter des dizaines de manifestations moins importantes. Qui aurait pu, voici un an, prévoir la surprenante ampleur de ces cortèges, l'intensité de leur protestation contre la course aux armements ?

Nos journaux y ont abondamment fait écho. Nous ne chercherons donc pas ici à raconter, à décrire, le déroulement de ces vastes démonstrations publiques. Il nous paraît plus intéressant, plus important, de chercher à comprendre ce que signifie ce qu'il nous faut bien appeler le « nouveau mouvement de paix ». D'où vient-il ? Où va-t-il ? Quels sont ses enjeux et ses chances de succès ?

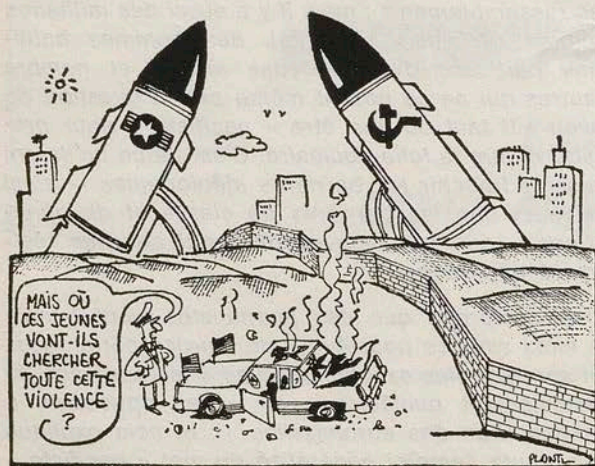
Et tout d'abord, il faut apporter un correctif à la présentation qui en a été donnée par les journalistes français : sur quoi donc peuvent-ils s'appuyer pour présenter comme « pacifistes » ceux de Bonn, de Londres, d'Amsterdam ou d'ailleurs ? Pour ne prendre que deux exemples, les Allemands n'utilisent guère le mot « pacifiste » pour désigner leur

« Friedensbewegung » (Mouvement de paix), et les Anglais de la C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament) se définissent avant tout comme des « nuclear disarmers » (partisans du désarmement nucléaire). Le mot pacifiste, lui, désignerait des partisans d'un désarmement total. Il y en a, bien sûr, parmi les manifestants et les organisateurs des rassemblements ; mais il y a aussi des militaires (comme l'Allemand Bastian), des hommes politiques partisans d'une défense armée, et nombre d'autres qui ne se posent même pas la question de savoir s'il faut ou non être « pacifiste » pour protester contre la folie nucléaire. C'est parce qu'ils ont réussi à franchir les barrières idéologiques -- ainsi d'ailleurs que les barrières de classe et de générations -- que ces mouvements sont devenus réellement populaires.

On comprend que des journalistes aient besoin de mots simples pour éviter de lourdes périphrases qui seraient plus exactes (comme « les partisans du désarmement nucléaire » ou « les opposants à l'implantation des euromissiles »), et cela explique sans doute l'emploi généralisé du mot « pacifiste »

auquel recourent même certains auteurs d'articles dans ce numéro, pour faire bref. Néanmoins, compte tenu de la connotation péjorative de ce mot dans notre culture et dans notre histoire, on peut estimer que la presse de notre pays, de gauche comme de droite, n'obéit pas seulement à une exigence pratique quand elle utilise cet adjectif avec complaisance : elle travaille aussi à dénaturer le puissant réveil populaire qui l'inquiète.

On ne peut pas dire non plus que le mouvement européen soit à proprement parler « neutraliste », si l'on entend par neutralisme le repli frileux et craintif, le désir de se retirer du jeu. Il y a au contraire une volonté de prendre la parole, d'affirmer haut et fort un refus de la politique suicidaire des supergrands. Pourquoi donc évoquer avec insistance l'esprit de Munich, synonyme de fuite et de lâcheté, à propos des manifestations contre les



euromissiles ? Nos éditorialistes feraient-ils semblant d'oublier que, depuis 1938, il y a eu Hiroshima et que l'avènement des armes nucléaires a totalement changé les données du problème ? Plus sages que bien des stratèges, les simples citoyens défilant dans les rues ont compris qu'il est absurde de prétendre protéger les peuples de l'invasion en risquant de les anéantir. Ils veulent dire leur mot sur une question dont ils ont toujours été soigneusement écartés (sauf pour alimenter par l'impôt ou le service militaire la politique de leurs gouvernants) : celle de la défense, celle où se jouent en définitive leur vie, leur mort et leur liberté.

Car, par-delà les procès d'intention politiques instruits ici et là contre le mouvement de paix, comment ne pas y reconnaître une saine réaction des opinions publiques face à la folie destructrice des Etats ? La vérité est que notre monde est malade de la violence. Inutile de chercher des échappatoires ou des boucs émissaires : ce n'est pas en accusant Moscou de manipuler les « naïfs » manifestants que l'on extirpera les racines du mal. Certes, nous sommes assez lucides pour voir que les maîtres du Kremlin se félicitent du mouvement de contestation qui crée des difficultés à leurs adversaires. Mais nous autres, occidentaux, ne sommes-nous pas également très heureux de voir les Polonais s'émanciper et affaiblir ainsi sérieusement la position du Pacte de Varsovie ? Aussi conviendrait-il de faire preuve d'un peu moins de parti-pris et d'un peu plus de lucidité. D'ailleurs, l'affaire est entendue : si vous vivez à l'Est, on vous explique que la subversion vient des sales capitalistes occidentaux ; si vous vivez à l'Ouest et que vous vous opposez aux intérêts fondamentaux des Etats, vous n'êtes bien évidemment qu'un agent, conscient ou inconscient, des manipulations du KGB. Il faut en finir avec cette vision paranoïde des rapports entre les peuples qui aliène nos esprits et fait de nous des otages de la peur.

Parmi les millions de sympathisants du mouvement de paix, certains — par conviction ou par ignorance — idéalisent effectivement l'U.R.S.S. et s'imaginent encore qu'elle est plus « pacifique » que l'Occident. Erreur dangereuse : ce n'est pas parce que le militarisme de Reagan nous effraie et nous écœure qu'il faut transformer Brejnev en philanthrope désintéressé ! Les euromissiles contre lesquels nous protestons sont les SS-20 comme les Pershing-2 et les Cruise. Et l'Europe dénucléarisée que nous voulons s'étend, comme le dit le slogan de la campagne E.N.D. (Désarmement nucléaire européen) « de la Pologne au Portugal ».

Ceci posé, il y a une différence dont il faut être conscient entre la protestation et l'action : s'il est possible de protester en tenant la balance égale entre Reagan et Brejnev, l'action, elle, est nécessairement unilatérale dans la mesure où nous ne pouvons faire pression que sur le camp dont nous sommes. C'est cette exigence pratique (commençons par lutter contre nos propres armements) que les journalistes ont souvent interprétée, à tort, comme un anti-américanisme et un pro-soviétisme. En fait, les manifestants contre les euromissiles ont simplement fait le choix d'une autre logique que celle qui sous-tend bien des débats de spécialistes : sans chercher à savoir qui a commencé, qui a l'avantage, qui a créé un « déséquilibre », ils proclament que dans une Europe où sont déjà stationnées huit mille têtes nucléaires, il leur importe peu de savoir qui en a cinq cents de plus ou de moins. L'action unilatérale est un risque, certes, mais moindre que celui de continuer de la sorte. On a tout de même le droit de refuser de vivre sur une poudrière.

Cette exigence collective d'un désarmement nucléaire en Europe semble donner raison, avec quelques années de retard, à un universitaire allemand, Egbert Jahn, qui annonçait voici trois ans que les conditions objectives d'un tel mouvement étaient réunies. Dans cet article, que nous publions ici, il

explique que le passage d'un mouvement idéologique à un mouvement de masse ne s'opère que lorsque l'idéologie rejoint l'intérêt du plus grand nombre. Si le socialisme a pu apparaître, au siècle dernier, comme l'incarnation des intérêts des masses, cette fin de XX^e siècle apporterait le temps du « pacifisme » : il ne s'agit en effet pas tant d'une idéologie de masse que d'un mouvement social cristallisant les intérêts des masses, en raison du surarmement mondial.

Si Egbert Jahn nous invite à un regard optimiste sur le long terme, d'autres contributions nous ramènent aux exigences du moment. Et d'abord à celle-ci : protester ne suffit pas. Il faut proposer des changements dans les politiques de défense. Sinon la contestation actuelle risque bien, comme celle des années 1958-1964, de s'essouffler. La présentation de l'« option zéro » par Reagan est à la fois un premier résultat du mouvement de l'automne et la première tentative pour le neutraliser. Il y en aura d'autres. Pour que ce mouvement ne soit pas un feu de paille, il faut donc qu'il trouve un débouché politique. C'est pourquoi nous présentons dans ce numéro diverses contributions qui peuvent aider à avancer des solutions nouvelles : Michael Randle présente les perspectives de la Commission qui s'est créée dans son pays, la Grande-Bretagne, pour proposer des alternatives à la défense nucléaire ; quant à Jean Van Lierde et à Pierre Arcq, ils témoignent de l'avancée en Belgique des idées de transarmement.

Car l'enjeu est bien là : il faut montrer inlassablement que la course aux armements n'est pas inéluctable, qu'une autre voie est possible, qu'une défense non exclusivement militaire est crédible. Pour que nos sociétés ne périssent pas de leur militarisation, il faudra bien qu'elles se résolvent à « civiliser » leur défense.

Le nouveau mouvement de paix :

Une perspective historique

par Egbert JAHN (*)

Le mouvement non-violent a pour but d'éliminer totalement la violence des relations existant au sein d'une société et entre les peuples ; il lutte pour cet objectif par des méthodes non-violentes. Il ne s'agit encore que d'une « secte » qui ne compte que quelques dizaines de milliers d'adhérents conscients et militants et quelques centaines de milliers de sympathisants. Y a-t-il quelque raison de croire qu'il parviendra jamais à dépasser ce niveau, aux plans quantitatif et qualitatif, pour se transformer en un mouvement puissant touchant les masses et soutenu par elles ? Quelles sont les modifications qui sont apparues ces derniers temps ? Quelles sont celles qui apparaîtront et sur lesquelles on pourrait se baser pour être optimiste et croire que des millions et des milliards de gens pourraient prendre parti pour la non-violence au cours des prochaines décennies ? Poser le problème de l'avenir du mouvement revient à examiner ses racines dans le passé et le présent.

Le mouvement non-violent n'est pas le seul à vouloir supprimer la violence dans les rapports entre les gens. Jusqu'à présent, tous les mouvements

d'émancipation qui se sont développés au cours de l'histoire se sont fixé comme objectif d'éliminer la violence, sous ses différentes formes, des relations sociales. Ce qui distingue le mouvement non-violent des autres mouvements, c'est qu'il désire créer une société non-violente en se servant uniquement de **méthodes** non-violentes.

L'importance accordée par les non-violents aux formes et aux **moyens** utilisés, ainsi que la relative indifférence qu'ils manifestent vis-à-vis des **buts** à atteindre, explique l'hétérogénéité traditionnelle du mouvement non-violent, au sein duquel coexistent les courants politiques et apolitiques les plus divers ainsi que les objectifs les plus variés.

Pour pouvoir parler réellement d'un mouvement non-violent et non d'un conglomerat de courants (minoritaires) non-violents au sein de divers mouve-

(*) Spécialiste de recherches sur la paix en Allemagne. Article publié à l'occasion de la conférence internationale sur les « Possibilités de défense civile en Europe occidentale », organisée par le Centre de Polémologie de la **Vrije Universiteit van Brussel** du 24 au 26 mars 1977.

ments sociaux et politiques, nous devons nous poser les questions suivantes : à quelle condition une politique non-violente peut-elle se justifier ? A-t-elle une base sociale qui lui soit propre ? Y a-t-il des problèmes que d'autres mouvements sociaux et politiques n'ont pas résolus et ne pourront pas résoudre ?

LES PRECURSEURS DU MOUVEMENT NON-VIOLENT.

L'histoire récente a produit trois mouvements différents ayant pour but d'éliminer la violence des rapports sociaux. Ce sont le socialisme, l'anarchisme et le pacifisme.

Les révolutions capitalistes ont créé les conditions matérielles permettant le développement de mouvements populaires **universels** : les bouleversements survenus dans les rapports de production ont eu pour effet de renverser toutes les barrières entre nations et classes. Le développement du mode de production capitaliste a permis de créer, pour la première fois dans l'histoire, l'unité contradictoire de la société internationale, réunie d'une part du fait du commerce mondial et déchirée d'autre part par les frontières entre Etats et entre classes. Le processus historique de formation de l'unité du monde capitaliste s'est échelonné sur quatre siècles, de la fin du XV^e siècle, lorsque les puissances européennes « découvrirent » le monde, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, lorsqu'elles se le furent partagé presque entièrement entre elles.

Au niveau de l'idéologie, ce processus de développement capitaliste s'est surtout exprimé par les acteurs sociaux responsables des bouleversements historiques mondiaux, c'est-à-dire par la bourgeoisie. C'est le libéralisme démocratique qui a créé les conditions idéales pour le développement du socialisme, de l'anarchisme et du pacifisme.

Lorsqu'on examine l'histoire des idées, on constate que l'anarchisme, le socialisme et le pacifisme sont trois héritiers du libéralisme démocratique : ils concrétisent sur les plans théorique et politique les trois postulats de « liberté », « égalité » et « fraternité ».

Les liens sociaux, intellectuels et personnels entre ces trois mouvements sont beaucoup plus étroits que leurs affrontements ne pourraient souvent le faire croire. (Les gardiens de l'ancien ordre violent sont souvent plus conscients de cette parenté que ne le sont les partisans des différents mouvements populaires, avec leurs groupes et leurs sectes.)

Chacun des trois héritiers du libéralisme démocratique a centré ses efforts sur le plan pratique (et par conséquent sur le plan théorique) ainsi que ses objectifs politiques sur l'une des trois revendications de la révolution bourgeoise. Le **socialisme** a pris le postulat « **égalité** », l'a radicalisé par une recherche exhaustive et approfondie des racines de la violence dans les relations sociales ; il s'est donné comme but fondamental de mettre fin à l'exploitation, à la muette contrainte des relations économiques, à l'appropriation de la plus-value aliénée. L'**anarchisme** a pris le postulat « **liberté** », l'a radicalisé, a combattu pour mettre fin à la violence organisée, à la contrainte, à la répression gouvernementale. Le **pacifisme** a radicalisé le postulat « **fraternité** », se fixant comme objectif particulier de mettre fin à la guerre destructrice et à la violence militaire.

A l'origine, la revendication de ces trois libertés fondamentales, c'est-à-dire la suppression de toute forme d'exploitation, d'oppression (répression) et de guerre (militarisme) faisait partie de l'idéologie du libéralisme démocratique. Pour quelles raisons ces revendications ont-elles cessé d'être exprimées par le mouvement libéral ? Pourquoi ces revendications ont-elles ensuite été exprimées séparément les unes des autres ?

Les démocrates libéraux s'étaient juré de supprimer l'inégalité sociale et la domination politique, ainsi que les conflits de pouvoir suscités par les seigneurs territoriaux, et cela par une révolution démocratique qui devrait éliminer la cause dernière de toutes les servitudes : l'ordre absolutiste féodal.

Cependant, au cours des années qui suivirent la révolution française, il apparut de plus en plus clairement que le renversement du système absolutiste et du féodalisme, provoqué par la révolution, n'avait en rien supprimé le système de servitude sociale, ni le régime autoritaire, ni les conflits de pouvoir, mais que ces phénomènes continuaient à déterminer la société en prenant une nouvelle tournure « libérale » et « démocratique ».

La « liberté » semblait dans un Etat qui restait vigilant jour et nuit, l'« égalité » se concrétisait par une égale exploitation de millions de gens dans les usines, et la « fraternité » ne pouvait se manifester en fin de compte que dans la fosse commune des guerres nationalistes et impérialistes du capitalisme.

Alors qu'il s'était présenté tout d'abord comme un mouvement basé sur l'idée d'Homme, sur l'association de citoyens libres, le libéralisme se révéla être l'idéologie de la classe bourgeoise, d'une petite minorité de la population.

On essaie toujours d'expliquer la contradiction entre la réalité et l'idéologie en se remémorant les origines révolutionnaires de l'idéologie dominante, avant de comprendre que cette idéologie fait partie intégrante de la réalité qui doit être modifiée. C'est ainsi qu'au cours des siècles, tous les chrétiens qui se sont opposés au « christianisme réel », à la domination de l'Eglise ou à l'autorité du Pape, se sont appuyés sur les idées d'une révolution chrétienne. De même, les radicaux-démocrates, les esprits libéraux (libre-penseurs) et les libéraux non corrompus du XIX^e siècle, quel que soit le nom qu'ils

se soient donné, ont invoqué les vieilles idées de Locke, Rousseau et Robespierre pour s'opposer à la réalité du « libéralisme réel » de type manchestérien (1). Ils enfilèrent les vêtements de 1789 et s'identifièrent à la pensée de révolutionnaires morts, afin de « perfectionner de manière créative » le libéralisme démocratique et de l'adapter aux diverses situations changeantes ainsi qu'aux problèmes qui y étaient liés. Et cette histoire se renouvelle. La Révolution d'octobre avait à peine triomphé que les premiers communistes reprochaient déjà aux nouveaux détenteurs du pouvoir d'avoir trahi les grands principes de la Révolution. Ils invoquaient les origines des idées révolutionnaires et se référaient aux « classiques », en réaction au « socialisme réel » de type moscovite.

C'est ce processus de retour permanent aux objectifs révolutionnaires du passé qui, au XIX^e siècle, a fait croître de nouvelles théories sur l'aile gauche du mouvement libéral-radical-démocrate, théories qui se sont données des formes organisées, vers le milieu du siècle, sous le nom de socialisme, anarchisme et pacifisme. Il est évident que cette séparation n'avait pas pour but de créer une nette répartition du travail entre les problèmes économiques (socialisme), les problèmes politiques (anarchisme) et les problèmes militaires (pacifisme). La ligne séparant ces trois mouvements ne tenait pas à des divergences théoriques dans leur manière d'évaluer les libertés politiques et économiques ou la libération vis-à-vis de la guerre et du militarisme. Il ne s'agissait donc pas de divergences sur les objectifs ultimes, mais de différences dans la manière de répondre à la question suivante : « **En dernière instance**, quelle est la cause fondamentale du maintien de l'actuel système de non-liberté » ?

(1) N.D.L.R. On a désigné sous le nom d'Ecole de Manchester le groupe d'économistes qui défendit le libre-échange et le fit adopter par l'Angleterre.

Pour le socialisme, la cause « en dernière analyse » (ce qui ne signifie nullement une relation linéaire monocausale) de toutes les grandes contraintes, c'est l'asservissement aux relations de production et à la propriété. L'Etat en tant qu'instrument de répression chargé d'organiser et de maintenir l'unité sociale, la guerre en tant que moyen politique pour régler les conflits entre classes et nations, ont leur origine dans les lois qui dérivent de l'histoire de la lutte des classes. Pour des socialistes, la « mort » de l'Etat et la Paix sont, d'une certaine manière, **des sous-produits de la révolution socialiste**, de la libération de toute relation d'exploitation. S'attaquer directement à l'Etat ou à la guerre en tant que tels, c'est donc, pour des socialistes, pure protestation morale, sans aucune perspective et sans vision d'ensemble des grandes lignes de l'Histoire.

Au contraire, l'anarchisme voit dans l'Etat et dans toutes les institutions organisées sur la base d'un pouvoir formel la cause dernière de l'exploitation et de la guerre ; le pacifisme, de son côté, voit la cause de l'exploitation et de la répression, gouvernementale ou autre, dans les guerres, les armements et, notamment, dans la disposition à employer la force armée.

Lorsqu'on analyse les discussions idéologiques et les différents mouvements sociaux qui sont apparus au cours du XIX^e et du XX^e siècle, on constate que ces courants de pensée se sont interpénétrés et ont formé de nombreuses alliances plus ou moins cohérentes, qu'il s'agisse de courants anarcho-communistes, anarchistes-pacifistes ou de diverses organisations socialistes pacifistes. Il est arrivé encore, plus fréquemment, que des alliances et des compromis soient conclus entre ces trois mouvements et le mouvement libéral démocratique, ce qui s'est manifesté par les multiples formes que la social-démocratie a revêtues.

Considérons les affrontements entre le socialisme, l'anarchisme et le pacifisme avec, en fond de tableau, les expériences des dernières décennies : la critique que les socialistes ont faite de l'anarchisme et du pacifisme, à savoir qu'ils sont restés stériles, historiquement, apparaît tout aussi fondée que la critique portée par les anarchistes et pacifistes contre le socialisme, notamment sous sa forme marxiste dominante : jamais en effet, dans toute l'histoire, on n'a vu de société où l'Etat ait été aussi puissant que dans le « socialisme existant » ; aucune société n'a jamais été aussi profondément armée et militarisée dans toutes ses expressions que la « société socialiste ». Jamais la bureaucratie gouvernementale n'y a été aussi puissante ; jamais n'a eu lieu un massacre barbare d'une ampleur telle que celui qui se prépare actuellement entre les Etats socialistes les plus puissants. Assurément, on ne peut affirmer avec certitude que ce massacre fratricide entre socialistes et communistes aura lieu. Mais il est plus vraisemblable qu'une guerre puisse éclater entre les pays socialistes qu'entre les grandes puissances capitalistes. On peut difficilement s'aveugler sur les réalités du conflit sino-soviétique et de l'armement de ces deux pays frères l'un contre l'autre, afin de continuer à croire que les révolutions socialistes peuvent résoudre le problème de la répression étatique et de la guerre. Il ne faut pas non plus oublier qu'il existe de nouvelles formes d'esclavage socio-économique qui ne résultent pas d'un antagonisme de classes ni de l'exploitation dans son sens traditionnel.

Si nous ne voulons pas nous limiter à **décrire** l'histoire des mouvements sociaux et des idées qu'ils véhiculent, nous devons tenter de les **expliquer** comme l'expression de contradictions sociales et de luttes de classes.

Lorsque, vers le milieu du XIX^e siècle, les pacifistes, les anarchistes et les socialistes s'organisèrent pour la première fois au niveau international, on

constata qu'il n'y avait pas moins de partisans du pacifisme et de l'anarchisme que de partisans du socialisme. Les pacifistes se réunirent lors des « Congrès pacifistes internationaux » organisés en 1848 et 1853 et des « Congrès de la Ligue pour la Paix et la Liberté », organisés en 1867 et 1879. Les anarchistes et les socialistes se groupèrent tout d'abord au sein de l'« Association Internationale des Travailleurs » (1864-1872) avant de prendre des directions différentes. Cependant, alors que les mouvements pacifistes et anarchistes ont à peine dépassé le niveau de leurs premiers débuts (en ce qui concerne aussi bien leur influence politique et théorique que le nombre de leurs adhérents), des régimes socialistes sont au pouvoir sur un tiers de la planète et englobent plus du tiers de la population mondiale ; les partis communistes comptent quelques millions de membres tandis que quelques millions d'autres se déclarent partisans d'un socialisme non orthodoxe (non lié à un parti communiste).

Quelle est donc la raison de cette stagnation des mouvements pacifiste et anarchiste d'une part, et de l'expansion du socialisme d'autre part ?

STAGNATION DU PACIFISME ET DE L'ANARCHISME. EXPANSION DU SOCIALISME.

Les mouvements sociaux qui sont apparus au XIX^e et au XX^e siècle, et qui s'étaient fixé comme but de supprimer toute forme de contrainte (qu'elle soit d'ordre économique, politique ou militaire), reposaient chacune sur des bases sociales différentes.

La violence économique pesait surtout sur la classe ouvrière, le prolétariat. Le socialisme, par conséquent, en tant que théorie de libération qui réduisait toute contrainte, en dernière analyse, aux

rapports de production, espérait que ses objectifs se réaliseraient grâce à l'action de cette classe, celle-là même qui était esclave de la violence économique, de l'extorsion quotidienne de la plus-value.

S'il est exact que l'humanité ne s'impose que des tâches qu'elle peut accomplir, la naissance du socialisme au XIX^e siècle et son expansion au XX^e siècle résultent de deux phénomènes différents. D'une part, la forme de violence économique qui s'est développée dans le système capitaliste est devenue l'une des plus barbares et des plus meurtrières. Même aujourd'hui, il y a plus de gens qui meurent chaque année de faim (mort « naturelle » dans le système capitaliste mondial) qu'il n'y en a eu annuellement de 1939 à 1945, tués de manière « artificielle » par les armes. D'autre part, le développement des possibilités scientifico-techniques et des capacités socio-politiques a permis d'envisager la possibilité d'éliminer cette forme de violence.

La bourgeoisie, qui incarnait les relations de violence économique, ne pouvait au mieux s'attaquer qu'aux excès de cette violence économique, et cela au nom de la « justice sociale » (quel que puisse être le sens de ce terme) ; mais elle ne pouvait que rester indifférente à ses racines : les rapports de production et la propriété privée. Car la lutte contre les racines de la violence économique est dirigée contre l'existence même de la bourgeoisie en tant que classe sociale.

Cependant, alors que la bourgeoisie était peu préoccupée par la violence économique dont elle était l'agent social, elle était menacée par la violence sanglante, militaire. L'aveuglement extrême de la bourgeoisie à l'égard de la violence meurtrière des rapports économiques n'a d'égal que sa grande sensibilité à l'égard de la violence immédiate du sang et des armes (et également, au tout début, à l'égard de la violence politique de l'Etat).

Pourtant, le pacifisme n'a jamais pu devenir un mouvement de masse bourgeois comme le socialisme est devenu un mouvement de masse prolétarien, car le maintien de la violence économique reste toujours entièrement dépendant du recours à la violence armée (la « Peace Research » contemporaine exprimerait cela ainsi : pas de violence structurelle sans violence directe) (2). Par conséquent, l'aversion bourgeoise vis-à-vis de la violence nue s'est trouvée constamment en contradiction avec la crainte de perdre sa propre position violente dans l'économie. Dans le conflit qui a opposé l'idée pacifiste aux intérêts de dominance économique, c'est toujours l'intérêt qui a finalement triomphé de l'idée, si bien que le pacifisme n'a jamais pu devenir l'idéologie dominante de la bourgeoisie ; il est toujours resté une idéologie marginale, dépourvue de toute importance politique.

Contrairement aux mouvements socialiste et pacifiste, le mouvement anarchiste ne recrute ses partisans dans aucune classe sociale bien particulière. Que ce soit sur le plan social ou dans ses prises de position théoriques, il constitue un mouvement intermédiaire entre le pacifisme bourgeois et le socialisme prolétarien. Etant donné qu'en attaquant le pouvoir étatique il s'en prenait aussi bien à l'instrument du pouvoir de la bourgeoisie qu'au « levier » de la révolution prolétarienne, ce mouvement n'a pu se constituer une assise populaire valable. L'anarchisme pacifiste et socialiste n'a donc jamais pu dépasser le stade des manifestations de protestation.

Si on se demande maintenant quelles sont les perspectives d'avenir du mouvement non-violent, je pense qu'on peut tirer de cette rapide analyse historique les conclusions suivantes.

(2) Sur la notion de « violence structurelle », voir les deux articles de Christian Melon dans les deux numéros 37 et 38 d'A.N.V. : *Violence des bombes et violence des structures* et *Une inflation à maîtriser : le mot « violence »*.

a) Le socialisme, sous sa forme nationaliste actuelle, ne résout pas les problèmes de la domination gouvernementale, de la guerre et du militarisme, mais les rend plus aigus. Le pacifisme ne résout pas le problème de la violence militaire, parce qu'il ignore le problème de la violence économique et ne peut le résoudre. L'anarchisme, étant incapable d'organiser une violence politique suffisante pour détruire la violence existante, ne résout pas le problème de la violence politique.

b) Il est fort probable qu'au cours des prochaines décennies le mouvement communiste célébrera encore bien des victoires sur les régimes capitalistes. Au niveau de la satisfaction des besoins élémentaires des masses, et quelles que soient les nouvelles formes qu'il ait adoptées dans chaque pays, la suprématie historique du « socialisme réel », sous sa forme bureaucratique-étatique, sur le capitalisme est manifeste. Il y a peu, il n'existait que quatorze pays communistes. Dans quelques décennies, la plupart des peuples pourraient vivre sous des gouvernements communistes.

c) S'il est exact que nous observons une évolution, au cours de l'histoire, vers une bureaucratisation et une militarisation de plus en plus poussées de la société internationale (sous des formes capitalistes et étatiques différentes suivant les pays) ; s'il est vrai que la violence économique élémentaire peut être renversée par des interventions étatiques transformant les rapports de production (et, dans une moindre mesure, par un système capitaliste réformiste), alors on peut affirmer que la violence économique passe à nouveau à l'arrière-plan, que ce soit sur le plan pratique ou théorique.

C'est la forme **militaire** de la violence qui devient peu à peu une préoccupation centrale pour l'humanité. Ceci n'est d'ailleurs pas tellement le fruit de recherches académiques (la « Peace Research »)

ni de l'activité des gens « éclairés » (le mouvement pour la Paix) ; cela résulte plutôt de notre confrontation avec le massacre barbare de millions de gens.

J'ai essayé d'expliquer ailleurs (dans « Le Communisme - et après ? ») pourquoi l'expansion mondiale d'un socialisme communiste ne peut pas résoudre le problème de la violence politique et militaire, de l'Etat et de la guerre, mais les rend plus aigus. L'idéologie de la « guerre juste » conduit le « socialisme réel » dans une impasse totale. Dans ce livre, j'essayais également de montrer pourquoi aucun renouveau du socialisme marxiste originel n'était probable, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des partis ouvriers traditionnels.

Il est peu probable que les partis communistes se renforcent dans les centres capitalistes, car le capitalisme avancé tend de plus en plus vers la bureaucratisation et la militarisation, sous la pression de sa rivalité avec l'étatisme du socialisme existant ; sous sa forme bureaucratique et militarisée, le capitalisme n'a donc aucune chance d'être vaincu. L'amalgame entre la bureaucratie capitaliste (patronat et chefs d'entreprise), la bureaucratie gouvernementale et la bureaucratie ouvrière (appareils des partis et syndicats) sera probablement moins spectaculaire dans le capitalisme que dans les systèmes étatistes ; mais il pourra cependant assurer une certaine libération vis-à-vis des formes élémentaires de la violence économique, grâce à son étatisme limité.

On a reproché à ces thèses de s'aligner sur la « théorie de la convergence ». Les théories « positives » de la convergence affirment que le communisme va s'assimiler à la démocratie bourgeoise et à l'économie de marché, à travers un processus de libéralisation, et qu'il faut soutenir politiquement cette évolution. Les théories « négatives » de la convergence font une analyse identique, mais consi-

dèrent que cette évolution vers le retour au capitalisme dans les pays socialistes est regrettable et doit être combattue.

Pour ma part, c'est une « convergence inverse » qui me semble plus probable : c'est le capitalisme qui se conforme de plus en plus à la bureaucratie et au militarisme du « socialisme existant », même si une convergence complète reste exclue. Dans ce processus, les différences entre systèmes sociaux perdent de plus en plus leur importance, devenant à peu près aussi insignifiantes que la différence actuelle entre la Monarchie anglaise et la République française.

Pourquoi donc nos contemporains perçoivent-ils ce processus comme allant en sens contraire, comme une évolution du communisme vers le capitalisme bourgeois-libéral, alors que la bourgeoisie et le libéralisme sont en voie de disparition historique et que la libre mobilité du capital est de plus en plus étouffée par la monopolisation et l'interventionnisme gouvernemental ? On peut proposer cette réponse provisoire : parce que le communisme n'est pas encore perçu comme l'idéologie nécessaire à la domination de la bureaucratie national-gouvernementale, tout comme le libéralisme mit plusieurs décennies avant de se révéler comme l'idéologie nécessaire à la domination capitaliste bourgeoise.

Cela signifie, pourtant, que l'explication de l'Histoire à partir des rapports de production (et donc à partir des relations de violence économique) est une activité qui est elle-même transitoire, historiquement. Le marxisme ne garde un rôle historique qu'aussi longtemps que la forme dominante de violence reste celle des rapports économiques. Mais du jour où — à la suite d'un processus historique dont les armes nucléaires marquent une étape nouvelle — une nouvelle forme de violence (la violence militaire) devient dominante, alors on a besoin d'une nouvelle théorie et d'une nouvelle praxis. D'où

« en dernière analyse » un motif d'optimisme pour le mouvement non-violent : même s'il ne compte aujourd'hui que quelques centaines de milliers d'adhérents, dont beaucoup n'ont aucune formation historique ni théorique, mais sont simplement poussés par une exigence morale an-historique, d'ici quelques dizaines d'années il sera victorieux du militarisme international, qui a encore aujourd'hui 20 millions de soldats et qui est soutenu par presque quatre milliards de gens. Il faudra qu'il soit victorieux : sinon, ce ne seront pas seulement quelques classes et nations mais l'humanité elle-même qui en subira les conséquences.

LA BASE SOCIALE DU MOUVEMENT « CIVILISTE » NON-VIOLENT.

Comment naissent les mouvements sociaux ? Ce n'est pas à travers la diffusion d'idées justes, ni par l'information fournie aux gens de bonne volonté. C'est d'abord à travers l'expérience de l'oppression et de la résistance ; c'est ainsi que l'on prend conscience de ses intérêts. Cependant, dans une société qui se caractérise par un haut degré de division du travail, ces expériences immédiates et spontanées ont besoin d'une médiation et d'une généralisation scientifiques : c'est seulement de cette manière qu'un mouvement social acquiert une réalité, par-delà les activités des groupes restreints.

Sur quels **intérêts** le mouvement non-violent repose-t-il aujourd'hui ? Chaque mouvement de libération se crée en invoquant l'Humanité et pour défendre les intérêts de l'Homme. Mais jusqu'à maintenant, c'étaient des classes et des groupes sociaux qui défendaient leurs intérêts propres en les identifiant aux intérêts de l'Humanité, contre la domination des intérêts d'une minorité ou d'un Etat.

Dans l'origine et le développement des mouvements sociaux, on peut distinguer deux éléments, bien qu'ils soient étroitement liés en fait :

— d'une part, un processus de prise de conscience qui peut prendre plusieurs dizaines d'années ; c'est un temps d'apprentissage à travers des expériences pratiques (formation, agitation, etc.) ;

— d'autre part, un processus d'action contre les agents de la violence dominante. Cette deuxième étape est la suite logique de la conscientisation : l'antagonisme des idées et des intérêts se manifeste dans une lutte entre des classes ou des groupes sociaux.

Le mouvement non-violent représente-t-il, comme les précédents, les intérêts spécifiques d'une classe ou d'une partie de la population contre la minorité dominante ? Malgré leur sympathie morale et intellectuelle pour le socialisme (marxiste), les grands praticiens et théoriciens de l'action non-violente ont toujours rejeté la théorie de la lutte des classes parce qu'ils refusaient l'idée que les intérêts sont déterminés socialement. Ils posaient comme principe que tout homme, quelle que soit sa condition sociale, a les mêmes intérêts et besoins fondamentaux : il faut seulement l'aider à en prendre conscience, et cela, précisément, au moyen de la lutte non-violente. Bien sûr, le marxiste, lui aussi, sait que le capitaliste est bien un être humain avec des intérêts humains : s'il est contraint d'agir de façon violente, c'est en raison de son rôle social, non d'un déterminisme génétique. Mais les marxistes ont toujours considéré les intérêts de classe comme la vraie force dominante et ils ne se sont guère souciés d'éveiller les intérêts humains du capitaliste par des appels à sa conscience (sous la forme d'endoctrinement théorique, ou d'appels moraux, ou par des actions concrètes de résistance). De toutes façons, ce ne peuvent être, au mieux, que

des **individus** de la classe dominante qui adopteront les intérêts de l'Humanité (d'ailleurs le plus souvent en se mettant à la tête des mouvements réprimés), mais jamais cette classe en tant que telle. Si donc la classe dominante ne peut pas percevoir les intérêts humains qu'on lui présente, sa domination ne pourra être brisée, si l'on en croit les leçons de l'histoire, que par la violence. Pour le marxisme c'est donc cette théorie des intérêts qui est centrale, c'est sur elle que repose la prévision et la programmation d'une révolution socialiste à caractère violent. Ses arguments classiques pour justifier le caractère probablement violent et militaire de la révolution sont les suivants :

— la classe dirigeante ne renoncera pas à sa position dominante « volontairement », ni sous une pression non-violente ;

— toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'à présent se sont appuyées sur la force des armes, soit en les utilisant effectivement, soit en menaçant de s'en servir.

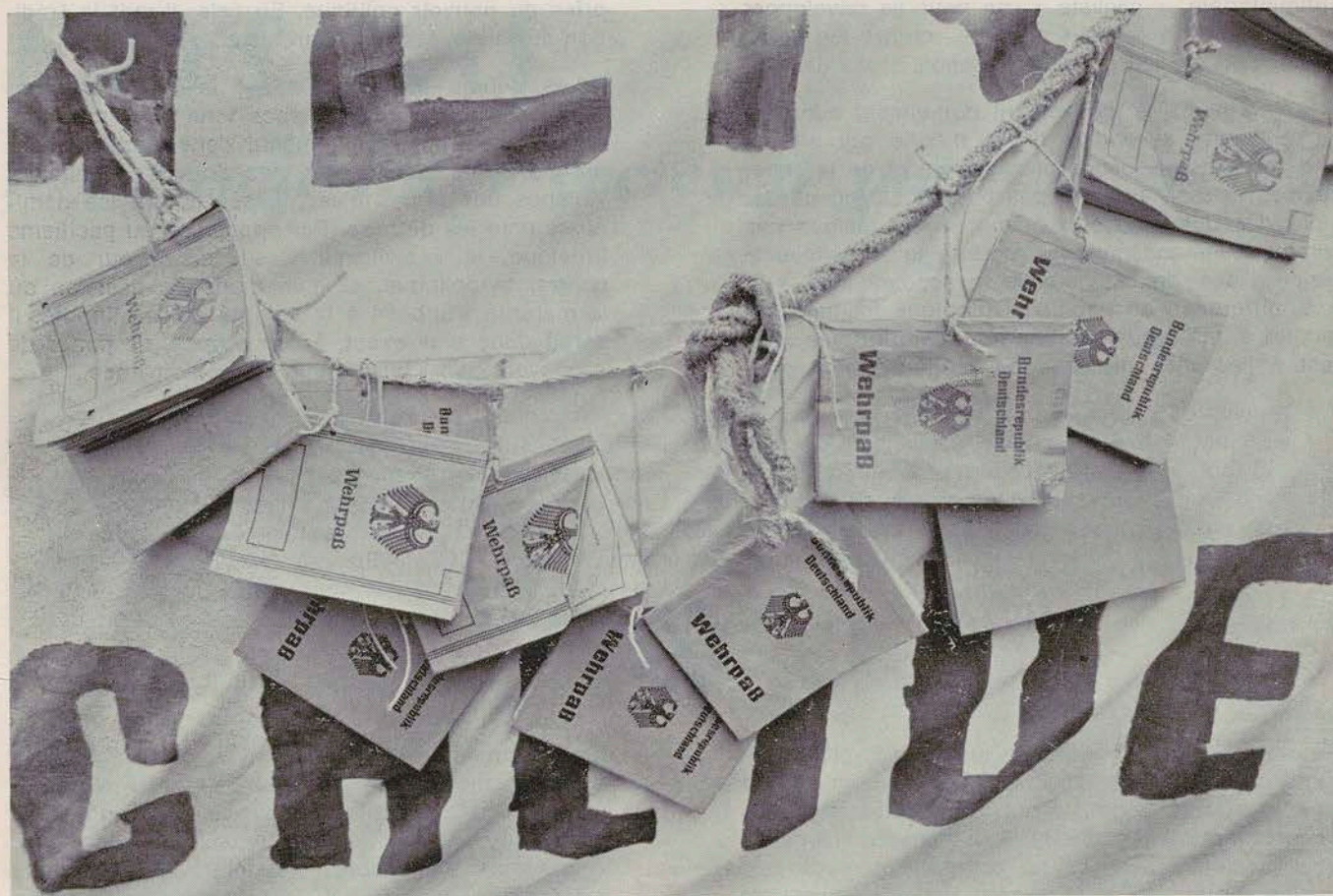
Le deuxième argument doit être absolument rejeté car l'histoire ne se répète pas nécessairement. Chaque révolution repose justement sur la volonté d'introduire certains changements dans l'histoire pour la première fois. Toutes les révolutions pré-socialistes ont eu pour résultat d'établir de nouvelles dominations de classe ; pourtant, la révolution socialiste prétend précisément bâtir pour la première fois dans l'Histoire une société sans classe, basée sur une forte coopération dans le partage du travail. On ne peut donc s'appuyer sur le caractère violent de toutes les révolutions historiques pour exclure a priori la **possibilité** d'une révolution non-violente.

La question qui demeure centrale pour le mouvement non-violent reste donc celle-ci : les classes sociales dominantes ont-elles des intérêts **histori-**

ques spécifiques qui puissent les amener à renoncer à leurs positions dominantes sans recourir à tous les moyens de violence dont elles disposent ?

En gros, je répondrai ceci : une attitude qui conduit presque certainement à la disparition des dominants eux-mêmes n'est pas « dans l'intérêt » de ces dominants ; ils sont tout à fait capables de prendre conscience de cet intérêt-là, et lorsque leur conduite s'oppose à leur intérêt, ils savent en tirer les conséquences.

Or **cet intérêt existe déjà** historiquement : le développement des forces de destruction en ayant fait des instruments d'annihilation **totale**, les dominants n'ont plus **intérêt** à employer **tous** les instruments de violence à leur disposition. C'est là un développement historique, non une prévision d'anthropologue. Mais les dominants (et aussi les dominés, en raison de l'hégémonie des dominants sur la conscience générale) n'ont pas encore une conscience historique concrète de leurs intérêts : ils ont encore l'illusion de pouvoir stopper, modérer et contrôler la dynamique de la violence pour en faire un instrument politique. On reconnaît là l'idéologie bourgeoise-clausewitzienne qui domine aussi le marxisme-léninisme institutionnel. C'est pour cela que la conscience dominante est encore une conscience militariste. Il est certain que la dislocation de cette conscience militariste ne sera que dans une faible mesure le fruit des efforts des « Peace Researchers » et des militants non-violents essayant d'« éclairer » les gens sur leurs vrais intérêts ; c'est plutôt l'action du militarisme international lui-même qui va être décisive ! Car ce n'est pas l'éternelle invocation à l'humanité de chaque homme (une tâche à la Sisyphe...) qui fonde le rôle historique et la chance du mouvement non-violent : c'est la pratique de la destruction massive de l'homme par l'homme qui démontre que **la force armée comme moyen politique** (révolutionnaire ou réactionnaire) **est dans une impasse historique.**



Le 10-10-81 - Bonn, livrets militaires (il y en avait au moins 50)

Photo : Hugues Langlois.

Cette dislocation de la conscience militariste ne commencera sûrement pas par les dominants, mais par les dominés. Il est certain que la conscience antimilitariste, « civiliste », ne peut se développer que par la lutte — sans armes — contre les dominants, non en leur faisant la leçon.

Sur ce point, le mouvement non-violent adoptera les éléments essentiels de la théorie qui affirme la détermination sociale des intérêts et de la conscience. Mais sa lutte n'a pas pour but l'anéantissement des dominants, et même ne s'y résigne pas comme à une conséquence regrettable de la violence (selon l'idée de la violence « accoucheuse »...). A la différence du pacifisme utopique militant, qui recourt à une argumentation non historique se référant à l'essence de l'homme, le mouvement non-

violent « civiliste » prône la nécessité de saisir politiquement la violence de l'Etat. Il affirme ainsi la nécessité de la **contrainte** politique et de la **prise du pouvoir** politique. En cela, il suit la tradition socialiste et non l'anarchiste.

Les débats scolastiques sur la frontière entre « Violence » et « Non-Violence » ne mènent à rien. La limite s'établit d'elle-même dans l'action, dont on peut dire qu'elle est non-violente si aucune violence des armes n'est utilisée contre les dominants pour les détruire. Par opposition au pacifisme utopique, le « civilisme » est en faveur de la contrainte politique, et d'un mode de décision où la majorité s'impose à la volonté de la minorité. Il serait donc plus exact, à son propos, de parler de « pouvoir civil » plutôt que de non-violence.



PAYS-BAS :

le conseil inter-ecclésial pour la paix

par L.-J. HOGEBRINK

Le 21 novembre 1981, Amsterdam a connu le plus grand rassemblement jamais vu en Hollande. Entre trois cent et quatre cent mille manifestants ont défilé dans la bonne humeur, sous les yeux de policiers dont certains portaient des fleurs à leur boutonnière ! Trois cents soldats prirent part à cette manifestation, en uniforme. Elle fut retransmise pres-

qu'intégralement en direct à la télévision. Le Conseil municipal d'Amsterdam avait décidé que tous les transports publics seraient gratuits ce jour-là... Autant de petits détails qui manifestent à quel point le mouvement est soutenu par une très large part du corps social néerlandais.

DANS les pays de l'OTAN, de nombreux commentateurs, dans les media, ont étiqueté « neutraliste », « pacifiste », anti-américain » ou « inspiré de Moscou » le nouveau mouvement de paix. De telles étiquettes n'aident pas beaucoup à expliquer ce qui a poussé des centaines de milliers de manifestants à descendre dans les rues des capitales ouest-européennes. Je ne peux pas généraliser et parler du nouveau mouvement européen comme d'un tout. Mais je connais suffisamment bien les efforts réalisés dans un certain nombre de pays pour affirmer qu'aucune de ces étiquettes n'est

applicable, en ce qui concerne la grande majorité de ces mouvements. En tous cas, elles ne s'appliquent sûrement pas au « Conseil inter-ecclésial hollandais pour la paix » (**Interkerkelijk Vredesberaad** que nous désignerons ici par ses initiales : IKV), mouvement qui est devenu l'une des forces essentielles du mouvement européen.

IKV est une organisation inter-ecclésiale au sein de laquelle sont représentées officiellement toutes les grandes Eglises, y compris l'Eglise catholique. Elle a été créée en 1966 pour promouvoir le travail

sur la paix dans les paroisses et communautés locales, et pour parler et agir sur les questions touchant la paix, la justice et les droits de l'homme. IKV accomplit son travail pour le compte des Eglises mais celles-ci ne sont pas liées par les positions que prend IKV. Depuis sa fondation, l'activité essentielle d'IKV a consisté à organiser chaque année une « Semaine de la Paix » dans toutes les églises locales, dans les villes et villages de tout le pays.

En septembre 1977, IKV a lancé une campagne de longue haleine contre les armes nucléaires, avec le slogan suivant : « Aidez à débarrasser le monde des armes nucléaires, en commençant par la Hollande ». Dès le début de cette campagne, lors de la Semaine de la Paix annuelle, il fut affirmé que, si son but ultime restait bien le désarmement nucléaire mondial, ses actions immédiates viseraient, comme première étape, à obtenir le retrait de toutes les armes nucléaires du sol hollandais. Depuis lors, quelque quatre cents groupes-noyaux se sont formés qui se sont engagés sur cet objectif. La course aux armes nucléaires est devenue l'une des questions les plus importantes dans la politique hollandaise. Le résultat le mieux connu, à ce jour, c'est qu'il est maintenant politiquement impossible à n'importe quel gouvernement hollandais d'accepter sur son sol les quarante-huit missiles de croisière que le plan de modernisation de l'OTAN lui a attribués.

IKV n'est pas « neutraliste ». Il ne demande pas un retrait unilatéral de l'OTAN. Ce qu'il veut, c'est que des nations autres que les superpuissances fassent des pas bien définis pour s'éloigner du précipice du désastre nucléaire. Plaider pour une nouvelle politique, ce n'est pas la même chose que « se retirer du jeu », selon l'expression utilisée par certains pour définir le « neutralisme ». IKV n'est pas non plus « pacifiste », bien que des pacifistes au sens traditionnel y collaborent. On y trouve des militaires de profession aussi bien que des pacifistes. Adopter un point de vue moral selon lequel

il y a des limites à l'usage de la violence armée, proposer une nouvelle politique à l'égard du problème des armes nucléaires, ce n'est pas la même chose que le pacifisme traditionnel. IKV n'est pas « anti-américain » bien qu'il s'oppose à la présente politique nucléaire des USA et à leur domination sur l'OTAN. Mais il s'oppose aussi aux politiques nucléaires actuelles de l'URSS, de la France et de la Grande-Bretagne... et d'ailleurs également à la politique nucléaire de la Hollande. Pourtant, personne ne nous a jamais accusés d'être anti-hollandais ! Enfin, IKV n'est pas « inspiré par Moscou ». Répondant à une campagne de calomnies de la presse hollandaise contre IKV, le ministre de l'Intérieur, chargé de la sécurité nationale et du Service de renseignements, a déclaré le 29 septembre 1981, devant le Parlement, qu'il n'y avait pas la moindre preuve d'une influence de Moscou sur IKV, et qu'il fallait que cette campagne de calomnies cesse.

Pour comprendre de quoi il s'agit dans le nouveau mouvement de paix occidental, il ne faut pas regarder les étiquettes que lui collent ses adversaires, mais ses motivations propres, ainsi que les objectifs spécifiques des divers groupes et mouvements. Je ne parlerai ici que d'IKV. En très gros, on peut définir ainsi les deux grands motifs qui ont été à l'origine de sa campagne en 1977 :

1) **Un motif « pastoral »**. Pendant des années, les gens ont été poussés, aussi bien par les Eglises que par les politiciens, à se préoccuper de la course aux armes nucléaires. Mais personne ne leur a dit ce qu'ils pouvaient faire. IKV a considéré que, d'un point de vue pastoral, il était irresponsable de continuer ainsi : le temps était passé des vagues appels généraux à « se préoccuper ». Il fallait maintenant faire une proposition **concrète** et organiser un **pouvoir** sous cette proposition.

2) **Les développements dans la course aux armes nucléaires** indiquent qu'elle entre dans une nouvelle

phase, dans laquelle le futur immédiat sera très différent du passé récent. Les facteurs essentiels en sont :

- la fin de la « dissuasion pure » et la tendance vers la bataille nucléaire ;
- la fin de l'« arms control » en tant que possibilité de mettre un terme à la course aux armements ; il apparaît que sa fonction est plus de contrôler la protestation publique que les développements des armes ;
- la fin de la non-prolifération, et donc de la dissuasion nucléaire comme système bi-polaire.

C'est tout cela qui a poussé IKV à proposer concrètement la dénucléarisation unilatérale des Pays-Bas ; du coup il a eu un grand impact sur l'opinion hollandaise, sur les Eglises, la politique, les rapports internationaux.

L'opinion publique.

IKV a lancé sa campagne en 1977 ; c'était aussi l'année du premier grand débat sur la bombe à neutrons. Une nouvelle organisation, le mouvement « Halte à la bombe à neutrons », venait de lancer une grande campagne de protestation. Comme certaines de ses têtes étaient membres du petit parti communiste hollandais, ce mouvement était très discuté ; il réussit cependant à élargir sa base assez vite. IKV contribua à cet élargissement, particulièrement dans les Eglises. Le début de la campagne d'IKV, coïncidant avec l'action contre la bombe à neutrons, a constitué une thérapie de choc pour l'opinion publique : dès lors, la course aux armements était à nouveau présente dans la conscience publique.

Il s'avéra ensuite que la bombe à neutrons n'était qu'une partie d'un programme beaucoup plus large de modernisation des armes nucléaires des USA et de l'OTAN. La décision de l'OTAN, le 12 décembre

1979, de déployer cinq cent soixante-douze missiles nucléaires d'une « nouvelle génération » en Europe de l'Ouest en fut un nouvel exemple. IKV ayant proposé d'évacuer toutes les armes nucléaires du sol hollandais et des forces armées hollandaises, il convenait d'abord d'investir beaucoup d'énergie à empêcher qu'on en installe de nouvelles. C'était une lutte très concrète, ce qui aida l'opinion à comprendre de quoi il s'agissait. Au moment où j'écris (novembre 1981), les sondages montrent que la moitié environ des Hollandais approuvent l'objectif d'IKV de dénucléarisation unilatérale des Pays-Bas, et qu'une large majorité (deux tiers environ) est opposée à tout déploiement des missiles de croisière. L'impact du mouvement de paix en Hollande est si fort que la décision de l'OTAN d'insister moins sur les justifications militaires de son programme (« contrer les SS-20 ») et davantage sur l'aspect « contrôle des armements » (« réduire les SS-20 ») n'a eu pratiquement aucun effet sur l'opinion. La plupart des gens y ont simplement reconnu l'argument, vieux comme le monde, selon lequel il faut commencer par s'armer pour pouvoir mieux négocier le désarmement : depuis trente-cinq ans, cette politique a montré sa faillite totale.

Pour influencer l'opinion publique, IKV a utilisé plusieurs méthodes : porte à porte, mise en évidence des préparatifs faits en vue d'une guerre nucléaire (par exemple les programmes d'abris anti-atomiques), lettres par milliers aux hommes politiques, création d'un mouvement spécifique aux médecins, grandes manifestations. Tout cela à travers un réseau de quatre cents groupes locaux très engagés, réseau essentiel à l'impact d'IKV.

Les Eglises.

En tant qu'organisation reliée aux Eglises, IKV a naturellement attaché la plus grande importance aux développements dans les Eglises. Le 21 novembre

1980, le Synode général de l'Eglise réformée des Pays-Bas a pris position pour un retrait unilatéral de toutes les armes nucléaires des Pays-Bas, comme première étape vers une nouvelle tentative pour renverser la course aux armes nucléaires. Cette décision avait été précédée par une année de débats à tous les niveaux de l'Eglise, alimentés par un rapport complet sur les développements récents dans le domaine des armes nucléaires, rapport proposé à la discussion de toutes les communautés à l'automne 1979. Ce rapport contenait à la fois des informations techniques et des évaluations morales. Il suscita quelque sept cents réponses écrites de la part de communautés paroissiales et de groupes de discussion, ce qui représentait des milliers de réunions locales dans les paroisses. La nouvelle position définie par le Synode général, exprimée dans une lettre à toutes les communautés, constitua un soutien très important pour IKV.

Le Synode savait très bien que sa décision serait discutée, ne serait-ce que parce que le ministre de la Défense de l'époque, Pieter de Geus, membre de l'Eglise réformée, était intervenu sans succès dans le débat. A sa demande, l'un des membres du Synode lut une lettre rédigée par M. de Geus en tant que ministre, et dans laquelle il critiquait vivement le projet de lettre pastorale. Après la décision du Synode, M. de Geus poursuivit le débat, faisant valoir que jusqu'à présent aucun citoyen hollandais n'avait été tué par des armes nucléaires et que le synode ferait mieux de s'occuper de l'avortement ou de l'alcoolisme au lieu de la course aux armes nucléaires — accusation qu'il dut rétracter ensuite.

L'Eglise réformée est la plus grande des Eglises protestantes en Hollande. La décision de son Synode pouvait donc être considérée comme une vraie percée dans la position des Eglises plus « établies », de Hollande ou d'ailleurs. A ce jour, de nombreuses Eglises dans le monde ont, à maintes reprises, exprimé leur préoccupation face à la course aux

armements nucléaires, mais elles n'ont jamais (ou très rarement) explicité les conclusions pratiques, au niveau politique, de leur préoccupation. Habituellement, elles ont adhéré aux critères de désarmement généralement admis dans le monde politique.

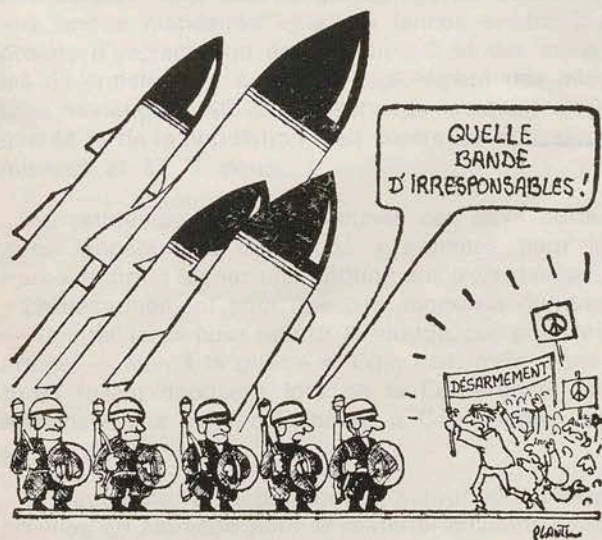
Elles devraient pourtant choisir une voie différente ; c'est ce que soutient un autre rapport, celui de Pax Christi. Présenté aux évêques hollandais peu de temps avant la décision du Synode de l'Eglise réformée, le rapport de Pax Christi allait dans le même sens : après avoir condamné l'**usage** des armes nucléaires, l'Eglise catholique devrait maintenant mettre un terme à sa « tolérance » à l'égard de la **possession** des armes nucléaires dans le contexte de la stratégie de dissuasion. L'Eglise devrait aussi développer de nouveaux critères moraux pour une stratégie de désarmement nucléaire. Pax Christi recommandait une stratégie d'initiatives unilatérales en vue d'un désarmement multilatéral, et conseillait aux évêques de soutenir la proposition d'IKV.

Ce rapport est maintenant discuté à tous les niveaux dans l'Eglise catholique de Hollande. Cependant, il est fort peu certain que les évêques parviendront à une position concrète commune.

Le débat politique.

Tout ce qui vient d'être dit suffit à faire comprendre pourquoi la politique hollandaise est bloquée dans une impasse. Le débat public qui a précédé les élections de mai 1981 a été dominé largement par la question des armes nucléaires. Mais comme aucun des grands partis n'avait adopté la proposition d'IKV, l'électorat était pratiquement sans possibilité d'exprimer son opinion par les urnes. Le parti socialiste n'avait retiré son soutien à la proposition d'IKV que parce que son leader avait menacé de rester sur la touche. Le parti en fut profondément divisé et subit de lourdes pertes aux élections.

En ce qui concerne le déploiement de nouveaux missiles, les trois partis qui devaient former une coalition étaient en désaccord. Les socialistes avaient clairement dit non. Les chrétiens-démocrates n'avaient dit ni oui ni non (essayant ainsi de cacher leurs propres divisions internes). Les libéraux de gauche avaient dit non « dans les circonstances présentes ». Les circonstances peuvent, bien sûr, changer mais c'est le « non » qui l'emporta de plus en plus. Le résultat était donc certain avant même les élections : la décision sur le déploiement des nouveaux missiles ne pourrait être que repoussée encore. Or, le gouvernement hollandais, n'ayant pu dire oui en 1979 au déploiement des missiles que l'OTAN lui attribuait, avait promis de prendre sa décision en 1981. Mais le nouveau gouvernement ne peut toujours pas dire oui : ce serait un suicide



politique ; et il ne peut pas dire un non définitif, car cela reviendrait sur la position prise par le gouvernement précédent, dont les chrétiens-démocrates faisaient partie. Car, en fait, ce gouvernement avait bel et bien accepté la décision de l'OTAN en 1979 : il avait approuvé ses raisons, avait accepté de prendre sa part des frais d'infrastructure et n'avait fait qu'une réserve, précisément à propos du déploiement sur le sol hollandais, pour le moment.

Retombées internationales.

C'est un fait politique très important, bien sûr, que cette politique d'ajournement ne puisse durer indéfiniment et que — l'OTAN le sait bien — on puisse affirmer avec certitude que jamais la Hollande n'acceptera sa « part » de quarante-huit missiles de croisière. Mais ce que veut le mouvement de paix hollandais, ce n'est pas une politique de « bonne conscience », par laquelle un gouvernement hollandais dirait son accord avec la décision de l'OTAN tout en faisant une exception pour son seul pays. Il veut une politique d'initiatives indépendantes pour bloquer tout le programme de modernisation de l'OTAN. C'est pourquoi IKV s'est associé avec les organisations de paix d'Allemagne fédérale en vue de la grande manifestation du 10 octobre à Bonn, et a participé aux préparatifs des autres manifestations de l'automne 1981 en Europe. A mon avis, l'action au niveau international devient vitale pour notre propre campagne, comme pour d'autres mouvements ailleurs. Le désir profond d'une nouvelle politique de sécurité, de nouvelles initiatives pour la détente, d'un terme à la folie nucléaire, devait se manifester — au sens littéral du terme — par la présence physique de gens par centaines de milliers dans toutes les capitales européennes. Il est très encourageant de voir que ces manifestations ont été si massives et si dignes. Pour la manifestation du 21 novembre à Amsterdam, la

plateforme demande au gouvernement hollandais de ne plus soutenir la décision de décembre 1979 et à l'OTAN de la remettre en question ; cette plateforme a reçu l'accord du parti social-démocrate et du parti libéral de gauche.

Très encourageant aussi est ce qui se passe en Europe de l'Est, bien que ce soit, naturellement, sur une échelle bien plus modeste. Par exemple, la lettre pastorale de l'Eglise réformée de Hollande dont j'ai parlé plus haut a été largement diffusée dans les Eglises protestantes d'Allemagne de l'Est ; elle a suscité une réponse d'un groupe d'études de la Fédération des Eglises évangéliques d'Allemagne de l'Est, qui propose que leur pays renonce aussi à tous les systèmes d'armes nucléaires.

Terminons par une remarque sur les pays méditerranéens, avec lesquels la communication et la coordination sont encore faibles. Le mouvement de paix ne devrait pas les considérer comme secon-

dares. Chez eux, comme en Scandinavie, me semble-t-il, les fronts se rapprochent. Ce n'est plus seulement en Europe centrale que l'Est et l'Ouest s'opposent directement, mais aussi, et de plus en plus, dans le Nord et dans le Sud. Quand l'Espagne aura rejoint l'OTAN, on peut s'attendre à une pression soviétique accrue sur la Yougoslavie. A mesure que le lien entre l'Europe et le Golfe Persique se renforce, le théâtre méditerranéen gagne en importance militaire. Le choix de la Sicile comme site des cent douze missiles alloués à l'Italie est un signe de cette orientation de l'OTAN vers le Sud. L'attitude du nouveau gouvernement français étant encore plus favorable à l'OTAN que celle de son prédécesseur, l'URSS n'en sera que plus portée à s'accrocher à ses appuis en Lybie. L'émergence d'un fort mouvement de paix en Italie est très importante, et j'en ai vu des signes encourageants.

Novembre 1981.

NORVÈGE :

l'essor étonnant du mouvement contre les armes nucléaires

par Jon GREPSTAD

DÉPUIS l'automne 1979, la Norvège a vu se développer un mouvement pour le désarmement nucléaire qui grandit très rapidement. Dès octobre 1979, une campagne spontanée, « Non aux armes nucléaires », a été lancée contre les projets d'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière, et contre le déploiement des missiles soviétiques SS-20. Un sondage indiquait alors que 44 % de la population était contre les nouveaux missiles et 37 % pour.

Au printemps 1980, les femmes des pays nordiques lancèrent la campagne « Femmes pour la Paix » et firent signer une pétition sur trois thèmes : « Le désarmement pour une paix mondiale durable. — Des milliards pour nourrir le monde, par pour les armes. — Non à la guerre ». Cinq cent mille signatures furent déposées lors de la Conférence des Nations Unies sur les Femmes, à Copenhague, en juillet 1980.

A l'automne, le débat tourna autour des bases prévues en Norvège pour le matériel militaire lourd

des USA. Pour les opposants, ces bases s'intègrent à une « stratégie de l'avant », en lien avec des doctrines nucléaires ; elles augmentent donc la tension dans le Nord. A l'automne 1980 fut également créé un comité spécial d'information sur les questions de défense.

Pendant ce temps, la campagne « Non aux armes nucléaires » (1) élargissait sa plateforme pour devenir un mouvement populaire de masse contre toutes les armes nucléaires en général. Cette campagne, qui a maintenant trois cents groupes locaux dans tout le pays, ne cesse de grandir. Son programme d'action comporte trois objectifs :

- démantèlement progressif des armes nucléaires de l'Est et de l'Ouest,
- pas d'armes nucléaires en Norvège, en temps de guerre comme en temps de paix,
- création d'une zone dénucléarisée dans les pays du Nord.

(1) Nei til 'atømvapen : Helgesensgt. 50 — OSLO 5.

Pour une zone nucléarisée dans le Nord.

Les derniers mois ont été dominés par le débat sur une zone dénucléarisée dans les pays nordiques (2), débat dont l'intensité n'aurait pu être envisagée il y a seulement dix-huit mois.

L'attitude traditionnelle des responsables politiques et militaires norvégiens sur cette question est d'affirmer qu'une zone dénucléarisée existe déjà **de facto**. Depuis vingt ans, chaque fois qu'on a reposé cette idée, les autorités l'ont écartée en faisant valoir que, en temps de paix, aucune arme nucléaire n'est déployée dans cette région ; elles ne veulent pas tenir compte du fait que, en temps de guerre, les plans alliés prévoient que ces armes puissent être utilisées depuis le territoire norvégien et que des exercices ont lieu sur ce thème.

Le Mouvement « Non aux armes nucléaires », inspiré par l'excellent manifeste de la campagne E.N.D. (European nuclear disarmament), essaie de trouver comment la Norvège pourrait contribuer à l'objectif d'une Europe dénucléarisée. Mais le débat récent a été relancé par un ancien ministre du parti travailliste. Parlant le 8 octobre 1980 devant le Congrès de la Fédération norvégienne des Travailleurs de la Chimie, M. Jens Evensen, ambassadeur et ancien ministre, a proposé qu'une zone nordique dénucléarisée constitue une étape vers une zone européenne plus grande. En raison des fonctions qu'il occupait à l'époque (haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères), cette proposition a suscité un débat d'une intensité extraordinaire. Deux mois plus tard, le bureau national du parti travailliste recommanda que la proposition

soit incluse dans le programme du parti. Le 3 avril 1981, le Congrès du même parti adopta le texte suivant : « La Norvège travaillera à l'établissement d'une zone dénucléarisée dans la région nordique, comme participation aux efforts qui sont faits pour réduire les armes nucléaires dans un contexte européen plus large ». C'est une déclaration ambiguë, sur deux points : le concept géographique de « région nordique » n'est pas défini ; et il n'est pas précisé si la création de cette zone dénucléarisée présuppose ou non des réductions en armes nucléaires ailleurs en Europe. Il y a deux raisons à cette ambiguïté : d'une part, c'est une proposition toute nouvelle, qui doit donc être élaborée plus complètement en coopération avec les autres pays du Nord ; d'autre part, il y a dans le parti travailliste des vues différentes qui s'opposent à ce sujet.

La proposition d'une zone nordique dénucléarisée a été adoptée au printemps 1981 par plusieurs partis politiques, mais fortement critiquée par les conservateurs qui y voient, à tort, une mesure unilatérale. Le 18 mai 1981, les partis sociaux-démocrates des pays nordiques se sont mis d'accord pour travailler à l'établissement d'une zone nordique dénucléarisée. Fin mai, cette question a également été soulevée lors d'une réunion des chefs de gouvernement de ces pays. D'après la presse, il semble qu'il y ait pour le moment des vues assez différentes sur la signification et sur les modalités pratiques de la création d'une telle zone. Il n'y a néanmoins aucun doute qu'un processus a été lancé. Maintenant, c'est la force des mouvements populaires dans les pays en question qui permettra que la proposition avance, devenant réaliste et faisable.

C'est également en mai 1981 que la proposition a reçu un de ses soutiens essentiels, celui des syndicats norvégiens. Le 8 mai, leur congrès national votait par cent cinquante-six voix contre cent vingt-neuf un amendement à une motion un peu vague présentée par la direction. Par cet amendement le

(2) Les « Pays nordiques » sont la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Islande, les Iles Féroé et le Groenland. Mais le débat sur une zone dénucléarisée porte en général sur les quatre premiers seulement.

mouvement syndical décidait d'agir en faveur d'une dénucléarisation des pays nordiques et demandait au Parlement de voter que les armes nucléaires ne pourraient jamais être utilisées à partir du territoire norvégien. L'amendement ne faisait en fait que reprendre mot pour mot un passage d'une pétition diffusée depuis avril par le mouvement « Non aux armes nucléaires » !

La bataille des euro-missiles.

En octobre 1979, le mouvement « Non aux armes nucléaires » était né spontanément pour faire campagne contre les projets concernant les Pershing-2 et les Cruise et contre la production et le déploiement des SS-20 soviétiques. Bien que le mouvement ait perdu la bataille de Bruxelles (puisque le gouvernement norvégien a soutenu la décision du 12 décembre), il a gagné celle de l'opinion publique. Un sondage d'août 1981 montre que 71 % des Norvégiens sont opposés au déploiement des Cruise et des Pershing-2 (21 % y sont favorables) (3). Sur les vingt conseils régionaux du parti travailliste, onze ont voté des résolutions contre les projets de l'OTAN, tandis qu'un seul votait une résolution soutenant la position du gouvernement. Les organisations de jeunesse de tous les partis (sauf les jeunes conservateurs) et les sept grandes fédérations syn-

dicales ont exprimé leur protestation. Même dans les partis soutenant les plans de l'OTAN, de fortes minorités se sont exprimées contre la décision sur les euro-missiles.

Conclusion.

Les forces de désarmement se renforcent constamment et semblent devenir un vrai mouvement populaire. Des initiatives surgissent de partout : organisations de jeunesse, mouvements de femmes, partis politiques... Une « Campagne des enfants pour la paix » vient de se lancer.

Il y a aussi des individus qui lancent des initiatives. La Marche de la Paix de Copenhague à Paris a été lancée par trois femmes : Wenche Sorang, Rachel Pedersen et Eva Nordland. Une autre femme, Birgit Dybdal, a lancé en 1980 un badge pour une Europe dénucléarisée qui s'est répandu dans tout le pays. L'ombre de la bombe a libéré la créativité et l'initiative.

Plusieurs représentants éminents des Eglises ont déclaré que les organisations chrétiennes devraient jouer un rôle plus actif dans le travail pour le désarmement. En octobre 1981 s'est tenue une conférence sur le thème de la responsabilité de l'Eglise. Cet intérêt est de bon augure pour l'avenir.

(3) Le même sondage indique aussi que 74 % des Norvégiens (contre 17 %) sont contre l'utilisation d'armes nucléaires, même en temps de guerre, à partir du sol de leur pays.

ANGLETERRE :

une commission pour une autre défense

par Michael RANDLE

Michael RANDLE, auteur de plusieurs articles publiés dans ANV (n°s 32 et 39), est le coordinateur d'une Commission de recherche qui s'est créée en Grande-Bretagne pour étudier les choix que pourrait faire un gouvernement qui parviendrait au pouvoir avec la ferme intention de renoncer aux

armes nucléaires. Dans cet article, publié en février 1981 par le bulletin de l'ADIU (Unité d'information pour le Désarmement et l'armement) de l'Université du Sussex, il explique pourquoi fut créée cette commission et présente ses perspectives de recherche.

LA guerre nucléaire est qualitativement différente de la guerre telle qu'on l'a comprise historiquement. Dans le passé, la guerre était d'abord une opposition entre des armées rivales. Les civils souffraient et mouraient, parfois en grand nombre, mais ils n'étaient pas, par définition, des cibles légitimes d'attaque. On pouvait encore distinguer la guerre du massacre.

Aujourd'hui, en cas de conflit nucléaire, il n'en irait plus de même. Dans une telle guerre, les civils sont la cible principale. Il nous faudrait un mot

nouveau pour décrire cette forme de violence totalitaire et la distinguer de la guerre au sens traditionnel. On peut concevoir que la guerre soit justifiée, en certains cas, pour l'une des parties ; mais on ne peut justifier le massacre nucléaire, ni sa préparation. C'est là un argument moral ; mais comment parler sérieusement d'une activité qui implique le meurtre d'êtres humains sans aborder le problème moral ? Les débats sur la défense qui ignorent cette dimension, ou qui la minimisent, resteront nécessairement futiles, même s'ils font intervenir des arguments techniques très complexes.

Le grand mouvement populaire contre la bombe, entre 1958 et 1964, a tiré son dynamisme de cette distinction morale entre guerre et massacre. Aujourd'hui que des développements politiques et techniques ont accru la probabilité d'une guerre nucléaire, ce mouvement renaît. Cela est très important, car avant même de réaliser son objectif, le désarmement nucléaire, ce mouvement modifie le contexte politique dans lequel les leaders prennent leurs décisions et rend donc le monde un peu moins dangereux.

Pourtant, il ne suffit pas d'avoir un vigoureux mouvement de paix agissant de façon intermittente comme un frein sur les gouvernements ; il faut aussi des changements radicaux dans la politique militaire et dans la direction politique si l'on veut assurer un avenir à l'espèce humaine. Et, pour cela, il est essentiel de développer de nouvelles approches à la question de la sécurité. Ces approches, militaires ou non, doivent cesser de reposer sur la possession des armes nucléaires. C'est seulement de cette manière que nous pouvons espérer convaincre la majorité de la population de ne plus soutenir la stratégie présente.

La Commission pour une autre défense.

Telles sont les considérations qui ont amené la création, en octobre 1980, de la Commission pour une autre défense (**Alternative Defence Commission**). Présidée par Frank Blackaby, nouveau directeur du SIPRI de Stockholm, elle a installé ses bureaux dans le Département « Peace Studies » de l'Université de Bradford, laquelle parraine le projet conjointement avec le Fonds Lansbury. La Commission comprend dix-neuf personnes : membres des partis travaillistes, libéral, nationaliste écossais, Plaid Cymru (nationaliste gallois) et écologiste, des syndicalistes, des hommes d'Eglise, des spécialistes en relations internationales ou en politique écono-

mique et sociale. Elle publiera son rapport au printemps 1982 mais, en attendant, elle compte stimuler les discussions sur ce sujet. Les syndicats, les partis politiques, les groupes religieux, les mouvements de paix, les Instituts de recherche et les spécialistes sont invités à donner leur avis sur les avant-projets et à envoyer des contributions qui pourraient être publiées en annexe au rapport proprement dit.

L'hypothèse de travail de la Commission, c'est que la Grande-Bretagne devrait abandonner toute stratégie de défense fondée sur les armes nucléaires. C'est le point de départ commun accepté par les membres de la Commission. On sait bien, cependant, que cette option est elle-même sujette à débat ; la première tâche de la Commission sera donc de présenter des arguments en sa faveur. Cette section préliminaire abordera aussi la question de la « faisabilité » et du calendrier d'un désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne. Elle posera aussi la question fondamentale : quels sont les objectifs que doit chercher à défendre un projet de défense. Par exemple, s'agit-il avant tout de repousser des envahisseurs, ou s'agit-il, plus fondamentalement, de défendre certaines valeurs ainsi que les institutions qui permettent l'expression et le développement de ces valeurs ?

De telles questions amènent à s'interroger également sur le contexte stratégique, politique et économique d'une nouvelle politique de défense. Quelles sont les menaces contre la Grande-Bretagne auxquelles une politique de défense aurait à faire face ? Comment évaluer les capacités et les intentions de l'Union soviétique ? Autre problème, plus difficile : comment évaluer l'impact d'une initiative de la Grande-Bretagne (ou d'ailleurs de l'Europe entière, si c'était le cas) dans le sens d'un important désarmement ? Si les USA sentaient que leur capacité militaire globale était sérieusement menacée par le retrait de leurs bases et de leurs systèmes de contrôle de ce pays, ne seraient-ils pas tentés d'intervenir, au moins indirectement ?

Deux autres problèmes importants : quels seraient les effets sur l'OTAN ? Et quelle position une Grande-Bretagne sans armes nucléaires devrait-elle adopter vis-à-vis de l'OTAN ? Sur ce deuxième point, une nette répudiation de toute stratégie nucléaire semblerait impliquer un retrait total de l'OTAN. Mais on ne peut ignorer l'effet d'un tel retrait sur l'équilibre politique à l'intérieur de l'Alliance. L'Union soviétique pourrait, par exemple, considérer qu'une OTAN dominée en Europe par l'Allemagne de l'Ouest constituerait une menace accrue à sa sécurité. Il faut prendre d'autres options en considération, comme par exemple l'option française d'un retrait de la structure militaire de l'OTAN, ou l'option du Canada qui reste dans l'OTAN tout en refusant que des armes nucléaires soient basées sur son territoire. De telles mesures pourraient faire partie d'un retrait de l'Alliance par étapes et pourraient s'accompagner de la mise en place d'une nouvelle force européenne non-nucléaire, ou d'une initiative diplomatique en vue de la dissolution simultanée du Pacte de Varsovie et de l'OTAN, tout en créant en Europe de nouvelles conventions de sécurité — par exemple sur les bases du plan Rapacki (1).

Il faut aussi prendre en considération les conséquences des différentes options de défense sur la politique et l'économie intérieures. Par exemple, un désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne serait-il compatible avec la poursuite d'un programme d'énergie nucléaire ? Dans quelle mesure une part plus grande faite à la défense territoriale exigerait-elle une démocratisation des structures militaires ? Les divisions sociales et politiques internes limitent-elles les options de défense possibles ? Par exemple, on soutient parfois que

le choix d'une résistance non-violente au niveau de la nation — du type de celle de la Tchécoslovaquie en 1968 — n'est possible que là où existe un haut degré de cohésion sociale. Dans le contexte d'une Grande-Bretagne sans armes nucléaires, il faudrait aussi reconsidérer la question de la Protection civile.

Quelles sont donc les alternatives à la dissuasion nucléaire ? Evidemment, elles sont nombreuses : car on peut combiner des options en fonction des types d'armes qu'on retient, de l'organisation militaire et tactique adoptée, des buts stratégiques qu'on se fixe, et en fin de compte des décisions politiques concernant le rôle de la Grande-Bretagne dans le monde. Mais la Commission, à cette étape préliminaire, classe ses recherches sous quatre rubriques principales :

- défense par les systèmes d'armes conventionnels ;
- défense territoriale ;
- défense par la résistance non-violente ;
- politique de non-résistance.

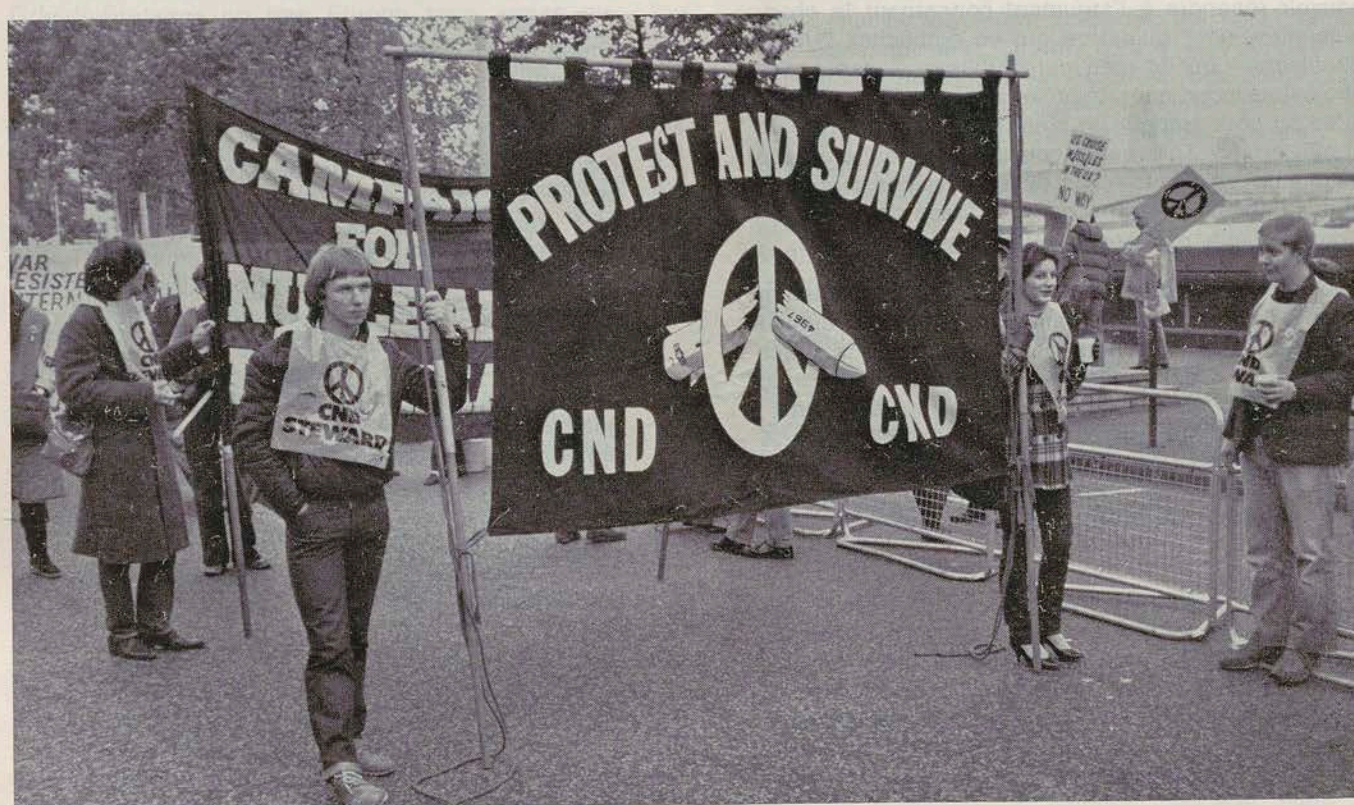
De la défense nucléaire à la défense conventionnelle.

S'en remettre aux forces conventionnelles : cette option présente à la fois les avantages et les inconvénients d'être la moins radicale des quatre. Elle peut comporter deux choix stratégiques : maintenir ou augmenter la contribution militaire britannique aux forces de l'OTAN en Allemagne afin de contribuer à repousser toute attaque soviétique le plus à l'Est possible ; ou bien replier les forces britanniques en leur confiant la mission plus étroite de défendre nos îles. La première option maintiendrait un budget militaire élevé, peut-être même plus élevé que le budget actuel ; si l'économie du pays continue à stagner, cette option pourrait être élimi-

(1) Rapacki, ministre polonais des Affaires étrangères, proposa en octobre 1957 un plan de dénucléarisation de l'Europe centrale.

née comme peu réaliste. La seconde option est possible ; elle causerait cependant des soucis aux alliés américains et européens de la Grande-Bretagne, surtout si elle s'accompagnait d'un changement radical dans sa politique de défense, impliquant le retrait des bases stratégiques américaines de ce pays.

L'option pour une défense conventionnelle n'impliquerait pas de restructuration profonde des forces armées et, par conséquent, se heurterait à une moindre résistance de la hiérarchie militaire que les autres options. Elle susciterait moins d'inquiétude chez nos alliés et partenaires. Enfin, elle serait plus facilement comprise par la majorité de la popu-



Londres, le 24 octobre 1981.

Photo : Christian Brunier.

lation. En somme, du fait qu'elle constituerait une rupture moins radicale avec la politique présente, il y aurait moins de problèmes pour la mettre en œuvre. Mais, pour les mêmes raisons, son impact politique serait plus faible et il n'est pas certain qu'elle permette de marquer une rupture assez nette avec la stratégie nucléaire.

Si nous renonçons à tout recours, direct ou indirect, à une stratégie nucléaire, nous devons pouvoir répondre à l'argument concernant le chantage nucléaire : qu'est-ce qui va empêcher l'URSS d'utiliser — ou de menacer d'utiliser — ses armes nucléaires pour nous imposer ses conditions politiques ou pour frapper un coup décisif au cours d'un conflit armé ? Telle est la considération qui a amené beaucoup de gens — qui ne sont ni des monstres ni des imbéciles — à accepter la thèse de la dissuasion mutuelle par armes nucléaires.

A mon avis, il faut reconnaître qu'il n'existe aucun moyen d'éviter complètement la menace de chantage nucléaire si l'on a renoncé unilatéralement aux armes nucléaires. C'est pourquoi il faut s'efforcer de réaliser des accords multilatéraux ou bilatéraux ; cependant, l'impératif moral — cesser de préparer le massacre de civils — nous amène à la conclusion qu'il faut désarmer unilatéralement si nécessaire. Nous sommes en face d'un choix entre plusieurs risques :

— nous pouvons continuer à nous appuyer sur la dissuasion nucléaire (tout en poursuivant nos efforts vers des accords de désarmement) et prendre ainsi le risque que cette dissuasion échoue, provoquant le plus grand massacre de l'histoire humaine (et peut-être même le dernier), dont nous serons les complices sinon les acteurs ;

— nous pouvons choisir le désarmement nucléaire unilatéral, en sachant que cela implique certains risques pour notre sécurité.

A mon avis, c'est la deuxième option qu'il faut choisir, sans épargner aucun effort, évidemment, pour convaincre des adversaires potentiels de renoncer eux aussi aux armes nucléaires. En fin de compte, l'impératif moral est incontournable. Il nous faudra de toutes façons mourir un jour ; mais nous pouvons choisir de vivre sans nous faire les complices des préparatifs qui sont faits pour détruire en masse nos compagnons humains.

Ceci dit, je dois ajouter que la renonciation aux armes nucléaires est aussi, politiquement, un choix de sagesse. On a de bonnes raisons de penser que la dissuasion mutuelle s'effondrera un jour (en raison de la prolifération des armes et de la recherche de la capacité de première frappe) ; et on ne voit aucun espoir de percée décisive du côté des négociations sur le désarmement. Par ailleurs, il convient d'évaluer proprement le risque de chantage nucléaire : c'est un outil puissant mais émoussé, dont l'usage est soumis à de lourdes contraintes politiques et morales. Si aucun des deux super-grands n'a utilisé ses armes nucléaires — ni même menacé de le faire — dans les diverses guerres auxquelles ils ont été mêlés depuis les années 50, ce n'est pas parce qu'ils ont eu peur de déclencher ainsi l'holocauste nucléaire, mais parce que les conséquences politiques et la réprobation morale — aussi bien chez eux qu'à l'étranger — suscitées par un tel acte auraient été très dommageables pour le super-grand en question. En somme, ce recours à l'arme nucléaire n'aurait permis d'atteindre aucun des objectifs politiques pour lesquels ils étaient entrés en guerre. Ni le président Johnson, ni le président Nixon n'ont été assez fous — ou assez naïfs — pour penser que le bombardement nucléaire de Hanoï — quelles que soient ses conséquences sur le Vietnam — leur permettrait d'atteindre les objectifs stratégiques et politiques généraux des USA. Et l'URSS, aujourd'hui, n'a aucune possibilité de recourir pratique-

ment à un chantage nucléaire pour mettre un terme à l'évolution polonaise, même si elle l'observe avec une grande inquiétude. Notons, à cet égard, que si la défense consiste à protéger certaines libertés essentielles, les événements de Pologne montrent comment on peut arracher ces libertés même à un régime autoritaire et soutenu par l'étranger.

Tant que les USA garderont leurs armes nucléaires, il sera encore moins vraisemblable qu'une Grande-Bretagne ou une Europe sans armes nucléaires soient soumises à un chantage ou à une attaque nucléaire soviétique ; en effet, même si on mettait fin aux accords qui lient l'Europe de l'Ouest et les USA, l'Union soviétique devrait encore redouter que ses actions ne déclenchent une guerre nucléaire globale. Cependant, nous ne devons pas tenir compte d'un tel argument lorsque nous décidons de la meilleure alternative à choisir pour notre défense. Il nous faut chercher une forme de défense qui resterait appropriée même s'il n'y avait plus **aucune** force de dissuasion à l'Ouest : il faut renoncer non seulement **de jure** mais aussi **de facto** à nous appuyer sur des armes nucléaires possédées par nos amis. De plus, la logique de l'argument moral veut que les USA renoncent eux aussi aux armes nucléaires ; même s'il est peu vraisemblable que cela arrive dans un futur prévisible, nous devons accepter les conséquences de cette logique. Enfin, nous ne pouvons pas ignorer que, dans certaines circonstances, les USA pourraient bien refuser de risquer une guerre nucléaire pour défendre une Grande-Bretagne ou une Europe qui auraient fermement opté pour une voie d'indépendance, si bien que le parapluie nucléaire américain serait retiré en pratique aussi bien qu'en théorie.

C'est pourquoi j'objecte très fortement à l'idée que la Grande-Bretagne, après avoir renoncé à toute arme nucléaire, devrait se doter d'une défense conventionnelle lourde, même en collaboration avec une OTAN qui serait devenue non-nucléaire ou avec

quelque force européenne non nucléaire. Car c'est dans le cas d'une grande guerre conventionnelle entre la Grande-Bretagne (ou l'Europe occidentale) et l'URSS que l'usage (ou la menace d'usage) d'armes nucléaires par l'URSS pourrait trouver, militairement, un début de rationalité. De plus, une guerre très sanglante et meurtrière affaiblirait les restrictions morales et politiques qui pèsent sur l'usage des armes nucléaires. N'oublions pas que c'est exactement dans de telles circonstances que des armes nucléaires furent utilisées, en 1945, contre des êtres humains. Le fait qu'il y ait, aujourd'hui encore, un débat sur la légitimité des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki montre combien la question morale peut être obscurcie lorsqu'on se trouve dans une grande guerre conventionnelle avec des morts par milliers. Tandis que lorsque l'adversaire recourt à la guérilla — comme le Vietnam contre les USA — ou à la résistance non-violente — comme la Pologne contre son régime pro-soviétique — l'usage (ou la menace d'usage) d'armes nucléaires apparaît beaucoup plus clairement comme scandaleux, et d'un intérêt militaire et politique très douteux, voire carrément contre-productif. Ses conséquences politiques globales sont telles qu'aucun homme d'Etat raisonnable ne voudrait s'y risquer. C'est donc à ces formes de défense qu'il nous faudrait désormais accorder une attention sérieuse.

La défense territoriale.

Il s'agit de la préparation militaire de pratiquement toute la population adulte et de son organisation en milices non professionnelles, en vue de résister « en profondeur » à toute invasion. Cette défense comporte un élément dissuasif dans la mesure où tout attaquant potentiel aurait à tenir compte des difficultés qu'il rencontrerait pour établir et maintenir son contrôle sur le pays occupé. Elle

peut facilement se combiner avec d'autres formes de défense comme le maintien de forces régulières ou les préparatifs en vue d'une résistance passive. En Europe, on en a des exemples avec la Suède, la Suisse et la Yougoslavie. Pendant la dernière guerre, la défense britannique avait une composante territoriale, la « Home Guard » (garde nationale).

Le débat actuel sur les options de défense a provoqué un regain d'intérêt pour la **Home Guard**. Deux choses en ressortent : d'abord c'était un corps bien plus efficace, militairement, que ne le suggèrent les parodies chansonnières sur « l'armée de papa », car elle s'appuyait sur des unités très entraînées à la guérilla, basées dans les villages de la zone côtière. Ensuite, elle est née d'une réponse populaire et spontanée à l'annonce des parachutages allemands en Hollande en mai 1940 ; dans ses débuts, elle recourait souvent aux procédures démocratiques, par exemple pour élire les officiers, et il fallut plusieurs mois au ministère de la Guerre pour en prendre le contrôle. Même par la suite, elle garda des orientations radicales et subit fortement l'influence de Tom Wintringham, un vétéran socialiste de la guerre d'Espagne, qui créa à Osterley Park, sans autorisation, une école d'entraînement de la **Home Guard**, école que les autorités essayèrent d'abord de fermer puis furent contraintes d'accepter (2).

On peut se demander dans quelle mesure un système de défense territoriale, à lui seul, serait capable de stopper une invasion soviétique décidée. Plusieurs points sont à considérer. D'abord, il se pourrait bien que le développement des obus anti-aériens et anti-tanks, très mobiles, guidés avec précision, ait rendu à la défense territoriale l'avantage sur l'attaquant, lequel arrive avec des systèmes

d'armes meurtriers mais encombrants, empêtré dans les rigides structures de commandement qui caractérisent les armées conventionnelles. Ensuite, il faut voir que, là où les plans de guérilla font partie intégrante du système de défense territoriale (comme en Suède ou en Yougoslavie), l'objectif premier n'est pas d'arrêter la progression de l'ennemi. C'est de le soumettre à un sévère harcèlement militaire pendant l'invasion et pendant l'occupation qui suit, ainsi qu'à des pressions politiques, économiques et morales, de telle sorte qu'il décide finalement que les coûts de l'opération sont trop élevés et se retire. C'est en gros ce qui est arrivé aux Américains au Vietnam. En ce sens, la guérilla s'éloigne du conflit purement militaire et se rapproche de la lutte politico-psychologique. On peut noter, à ce propos, que le gouvernement suédois a manifesté un intérêt sérieux pour les possibilités de la résistance populaire passive, dans le cadre du concept de « défense totale » en cas d'occupation.

Il faut enfin rappeler qu'aucune force britannique, conventionnelle ou territoriale, nucléaire ou non-nucléaire, ne serait capable, par elle-même, de stopper l'invasion d'une super-puissance. L'approche réaliste consiste donc à essayer de rendre les conséquences d'une invasion tellement déplaisantes — militairement et politiquement — qu'un agresseur potentiel en soit dissuadé et, si l'invasion se produit néanmoins, à exercer la pression la plus forte possible pour qu'il se retire.

La défense territoriale est donc, par bien des aspects, une option séduisante. Elle pourrait amener une démocratisation de la structure militaire et une redistribution du pouvoir, minimisant tout danger de coups d'Etat et corrigeant l'actuelle tendance à la centralisation. Enfin, ce serait une politique vraiment défensive, puisque les milices de citoyens ne sont pas adaptées au service à l'étranger et ne constituent donc aucune menace pour les voisins ou les adversaires potentiels.

(2) Sur la Home Guard, voir David Fernbach, « A new look at Dad's Army », in **New Statesman**, 24 oct. 1980.

Il y a pourtant des mises en garde à faire. D'abord, plus nous nous efforçons de créer une force de combat efficace, moderne, armée d'obus perfectionnés et d'autres armes, plus nous nous rapprochons des conditions de la guerre conventionnelle et plus, par conséquent, le danger s'accroît d'une attaque ou d'un chantage nucléaires. Et cela serait encore plus vrai si la défense territoriale devait, comme en Suède, opérer en lien étroit avec une force aérienne très moderne, et avec des préparatifs sérieux pour une guerre conventionnelle.

Ensuite, la défense territoriale représente vraiment une militarisation de la société, spécialement si les femmes s'y trouvent impliquées au même titre que les hommes — ce qui devrait être le cas, par simple souci de justice. En Suisse, chaque citoyen-soldat a son fusil chez lui ; bien que les études indiquent que cela n'a pas provoqué une augmentation de la criminalité, personne ne voudrait préconiser un tel système pour la Grande-Bretagne sans un examen attentif de ses conséquences possibles. Il faudrait donc bien réfléchir à la manière dont une milice de citoyens pourrait être organisée et armée.

Enfin, il y a la question de la conscription : si on devait la réintroduire, il serait juste que ce soit pour les femmes comme pour les hommes. Tous les pays d'Europe qui accordent une place importante à la défense territoriale ont la conscription ; et d'ailleurs la conscription est inscrite dans l'expression même « milice de citoyens ». Cependant, elle soulève des problèmes moraux et politiques fondamentaux.

On peut soutenir que le fait de tuer un autre être humain ou de se préparer à le faire n'est justifiable que lorsqu'il s'agit d'une décision entièrement libre et responsable ; il n'est pas admissible que ce soit une loi qui vous y oblige, même lorsque

cette loi prévoit la possibilité de refuser un ordre pour motif de conscience. On peut d'ailleurs se demander si la conscription est vraiment inséparable de la notion de défense territoriale et si cette dernière ne pourrait pas aussi bien s'en passer. L'enthousiasme spontané avec lequel fut créée la **Home Guard** suggère qu'un système de volontariat pourrait fonctionner. En Europe, certains avocats de la défense territoriale sont fortement opposés à la conscription : je pense en particulier à Claude Bourdet, qui a joué un rôle important dans la résistance aux nazis et qui, tout en préconisant une défense territoriale, s'oppose à la conscription et a témoigné lors de procès d'objecteurs ou d'insoumis.

La résistance non-violente.

Si la défense territoriale et la guérilla s'éloignent de la confrontation purement militaire, la résistance non-violente — ou civile (3) — représente un déplacement encore plus décisif vers l'arène politique. Il y reste un petit élément militaire, dans la mesure où l'on s'y efforce de persuader les soldats de l'adversaire de désobéir aux ordres injustes, de protester, de quitter l'armée, mais tout cela fait partie d'une campagne beaucoup plus large, de type politique, économique et moral. Les caractéristiques essentielles de la résistance civile sont :

- la non-coopération,
- la disposition à supporter les épreuves et souffrances dans la lutte,

(3) Rappelons que l'anglais dispose de deux adjectifs : « civil » et « civilian » là où le français a seulement « civil ». « Civil defence » renvoie à ce que l'on appelle généralement en France « Défense civile » (abris anti-atomiques, mesures d'évacuation ou de protection de la population, etc.) tandis que « Civilian Defence » désigne une nouvelle conception de la défense, basée sur des moyens civils non militaires. Pour plus de précisions, voir ANV n° 39, **Le défense civile en question.**

— l'imagination de moyens de pression politique et morale sur l'adversaire (4).

Le réalisme politique de la résistance civile s'appuie sur le fait qu'aucun gouvernement, aucun système économique ne peut continuer à fonctionner sans la coopération au moins passive de la population. Cette vue est partagée aussi par les théoriciens de la guérilla révolutionnaire (5).

L'adhésion à la non-violence peut être plus ou moins forte dans la résistance civile. Pour Gandhi, c'était un point très important, aussi bien pour des raisons de principe que tactiques. Les ouvriers polonais ont également reconnu qu'il était important de veiller soigneusement à éviter les émeutes et les provocations. A l'inverse, la longue campagne de non-coopération qui aboutit au renversement du Shah d'Iran était loin d'être non-violente ; néanmoins, le principal levier du changement n'y fut pas la lutte armée mais la non-coopération ; chose remarquable, cette non-coopération a continué, même en face des massacres et de la répression, d'une manière que peu de gens auraient cru possible.

Les avocats de la défense civile, ou plus exactement de la défense par résistance civile, font valoir qu'elle se distingue de la résistance spontanée que les Tchèques ont opposée à l'invasion du Pacte de Varsovie, dans la mesure où elle serait planifiée et organisée à l'avance et qu'elle constituerait un

(4) J'utilise ici le terme « pression morale » plutôt que celui de « pression psychologique », parce qu'elle repose sur la mise en évidence de la justice de la cause défendue et non, comme la propagande de guerre, sur la manipulation des faits. C'est pour cela que Gandhi appelait sa méthode de lutte *Satyagraha*, c'est-à-dire « force de la vérité ».

(5) Dans *The War of the flea*, Richard Taber présente les trappes d'une guérilla — telle que l'attaque par Castro de la caserne Moncada en 1953 — comme une sorte de « propagande par l'action » qui éveille la population aux possibilités de résistance et de non-coopération. Dans le domaine de la lutte non-violente, la marche du sel de Gandhi en 1930 a rempli une fonction analogue.

élément dans la défense globale et la stratégie de dissuasion du pays en question — ou même qu'elle remplacerait totalement la défense militaire. Une partie du travail de la Commission sera donc d'examiner les formes d'organisation que pourrait prendre une préparation à la défense civile, la dynamique qui pourrait la soutenir, et le genre de stratégie et de tactique qui pourrait s'avérer productif.

Innombrables cependant sont les difficultés pour remplacer totalement la défense militaire par la défense civile. A titre personnel, c'est l'option qui a ma préférence, mais il est peu vraisemblable, si désirable soit-elle, qu'elle soit mise en œuvre dans un futur proche, même sous un gouvernement travailliste radical. Il faudra donc examiner la possibilité d'une défense civile qui serait simplement un élément dans une politique de défense qui comprendrait, plus largement, des préparatifs militaires. Une telle combinaison susciterait des problèmes spécifiques ; on peut affirmer que, dans cette situation, il serait nécessaire de maintenir une stricte séparation entre l'organisation de la défense militaire et les préparatifs pour une défense civile.

Ceci amène à envisager un double processus : d'une part, on pourrait diminuer la composante militaire de la défense — en abandonnant la dissuasion nucléaire britannique indépendante et en refusant de déployer de nouveaux systèmes d'armes comme le Cruise et le Trident — et cela sous la pression populaire ; d'autre part, certains secteurs de la population acquerraient une expérience en ce qui concerne l'organisation de campagnes, l'action directe et la désobéissance civile. Ainsi l'expérience de résistance civile viendrait de la base. En certains pays d'Europe, l'expression « défense populaire non-violente » a été adoptée pour décrire cette croissance de la capacité de résistance à partir de la base et pour marquer la continuité entre la lutte pour la justice sociale, la sauvegarde ou l'extension des droits démocratiques dans la société

présente et la résistance à toute attaque extérieure — ou coup d'Etat intérieur — qui pourrait survenir dans le futur. Dans ce concept de défense populaire, les syndicats, les associations de quartiers, les réseaux politiques et sociaux fourniraient les bases d'organisation de la résistance.

En Suède, au Danemark et en Hollande, des projets soutenus par les gouvernements ont abordé avec un regard neuf toute cette question de la défense, prenant en compte le rôle possible de la résistance civile. Il faut donc élaborer des plans de telle manière que tout agresseur potentiel, ou tout groupe tenté d'organiser un coup d'Etat, soit mis en face de la perspective puissamment dissuasive de se trouver affronté à un peuple qui se serait préparé et organisé en vue d'une non-collaboration durable (6).

(6) Je mentionne rapidement la politique de « non-résistance » totale, dont les bases sont plutôt religieuses ou éthiques : le refus de la violence par **principe** et la détermination à ne pas se faire complice d'une politique injuste. La Commission aura à clarifier la différence entre cette attitude et la politique de résistance civile, qui recourt à la non-coopération comme stratégie **politique**.

Une des fonctions de la Commission pour une Autre Défense devrait être de susciter un intérêt sérieux pour des projets imaginatifs et radicaux, même ceux qu'il est peu probable de voir adoptés à court terme, du moins dans leur intégralité. J'espère qu'elle sera également capable de faire des propositions qui, tout en marquant une rupture nette avec la stratégie nucléaire actuelle, auraient quelques chances d'être réalisées dans les dix années à venir. Si un plan intermédiaire de cette nature réduisait le risque de guerre et rendait vigoureux aux négociations de désarmement, il mériterait d'être soutenu même par ceux qui travaillent pour des changements plus radicaux. Il pourrait aussi aider le mouvement de paix, ainsi que le processus de changement dialectique qu'il peut susciter, à ne pas retomber encore une fois.

« Se servir d'armes pour maintenir la paix, c'est
comme se servir du sexe comme contraceptif. »

(graffiti sur un mur londonien)

BELGIQUE :

une structure originale :

Le Comité National d'Action pour la Paix et le Désarmement

par Robert DEDOUAI

BRUXELLES, avec la Communauté Economique Européenne confortablement installée dans son bâtiment du Berlaumont, avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord tapie derrière ses barbelés et ses systèmes d'alerte, Bruxelles est un point de mire idéal pour les mouvements et campagnes en faveur de la paix et du désarmement qui se mobilisent chez nos voisins, les plus proches comme les plus éloignés.

Sans remonter bien loin dans le temps, lors du dernier week-end pascal, nos amis britanniques de l'« European Nuclear Disarmement » (END) et de la « Campaign for Nuclear Disarmement » (CND), rejoints par les rangs serrés des mouvements pacifistes et écologistes hollandais, alors en pleine mobilisation pré-électorale, envahissaient la banlieue quelque peu désertée de notre capitale. La marche sur l'OTAN était la clé de voûte des manifestations qui, après la décision du gouvernement britannique de déployer les euro-missiles sur son territoire, avaient vu le jour jusque dans les villes les plus conservatrices.

Plus récemment encore, la Marche des Femmes scandinaves pour la paix, partie un mois plus tôt des confins nordiques de notre continent, créait l'événement d'une période estivale peu fertile en manifestations de ce genre. Bruxelles était le premier aboutissement de leur long périple et c'est le Parlement européen qui, entre autres, les accueillit.

C'est dire que les mouvements de paix en Belgique doivent souvent faire face à de gros problèmes d'organisation et de coordination pour accueillir leurs homologues étrangers. Soit que la mobilisation en Belgique n'ait pas atteint un niveau semblable à celui qui permet aux mouvements frères, à un moment donné, de remplir les rues de Bruxelles, soit que la période choisie par nos voisins ne soit pas traditionnellement favorable en Belgique aux manifestations : il s'agit toujours de faire force avec les forces à disposition car une des tâches prioritaires pour nous est, bien sûr, de permettre aux campagnes sœurs d'atteindre leur plein épanouissement.

Dans ces circonstances, nous apprécions l'existence, chez nous, d'une structure originale car, à notre connaissance, elle n'existe nulle part ailleurs : le **Comité National d'Action pour la Paix et le Développement** ou C.N.A.P.D.

Le C.N.A.P.D. regroupe, du côté francophone du pays, plus d'une trentaine de mouvements progressistes de paix, de jeunesse et de développement. Ce qui les unit : la plateforme politique commune du C.N.A.P.D. qui est, en quelque sorte, le plus petit commun dénominateur de toutes ces organisations (1).

Discutée et remaniée en assemblée générale lorsqu'un problème international risque d'amener un désaccord entre les composantes, comme ce fut le cas lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, elle permet d'éviter, en temps normal, d'incessants débats de fond qui deviendraient paralysants. Car le C.N.A.P.D. est avant tout un organe d'action, capable de réagir au coup par coup. En cas d'urgence, une manifestation s'organise en quelques jours, comme ce fut le cas lors de l'assassinat d'un jeune immigré par un membre de l'organisation d'extrême-droite « Front de la jeunesse »,

ou encore lors du meurtre de Naïm Khader, représentant à Bruxelles de l'Organisation de Libération de la Palestine.

Il faut dire que la disponibilité à l'action des organisations membres du C.N.A.P.D. est favorisée par l'existence d'une autre structure de coordination : la Concertation Paix et Développement qui est davantage le lieu de discussions fondamentales et d'actions à long terme pour promouvoir la Paix et le Développement.

Outre la capacité de riposte, la structure du C.N.A.P.D. présente l'avantage de rassembler toutes les forces vives de progrès sur des thèmes qui peuvent n'être le propre que d'une partie d'entre elles. Les mouvements les plus concernés jouent certes un rôle de locomotive mais ils sont appuyés par les ressources matérielles et humaines de l'ensemble des autres. Ainsi, la fête des libertés du 9 mai dernier avait-elle été voulue par les organisations de jeunesse du C.N.A.P.D.

Plus que les grandes campagnes pour le désarmement ou la solidarité avec les peuples opprimés du Tiers-Monde, c'est une série d'atteintes aux

(1) Le CNAPD regroupe les organisations de jeunesse, de paix et de développement suivantes :

- AGL (Assemblée Générale des Etudiants de Louvain),
- ABJD (Association Belge des Juristes Démocrates),
- Amis de la Terre,
- Association Belgo-Palestinienne,
- C'ÉAL (Comité Europe - Amérique latine),
- CIdéPé (Comité d'Initiative pour la Défense de la Paix en Europe),
- CIDOC (Centre d'Information sur le Désarmement et l'Objection de Conscience),
- CNCD (Centre National de Coopération au Développement), animation francophone,
- Démocratie Chrétienne de Wallonie et de Bruxelles,
- Développement et Libération,
- JCB (Jeunesse Communiste de Belgique),
- JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne),
- JEC-Sup,
- JFDF (Jeunes du FDF),
- JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne),
- MJS (Mouvement des Jeunes Socialistes),

- JSC (Jeunes Sociaux Chrétiens),
- JRC (Jeunesse Rurale Catholique),
- Magasins du Monde,
- OXFAM (Organisation d'aide au Tiers Monde)
- MCP (Mouvement Chrétien pour la Paix),
- MIR-IRG (Mouvement International de Réconciliation - Internationale des Résistants à la Guerre),
- MJP (Mouvement des Jeunes pour la Paix),
- MRAX (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie),
- OXFAM-Belgique,
- RDP (Rassemblement pour la Paix et le Développement),
- MSPD (Mouvement Socialiste pour la Paix et le Développement),
- RLAT (Réseau Libre des Amis de la Terre),
- SCI (Service Civil International),
- SEE (Solidarité Etudiants Etrangers),
- UBDP (Union Belge pour la Défense de la Paix),
- UNEC (Union Nationale des Etudiants Communistes).

Adresse de contact du CNAPD : 34, rue de la Tulipe, 1050 Bruxelles. Tél. 19-32-02-511.36.99.

libertés qui avait sensibilisé les membres de ces organisations de jeunesse au problème plus général de la crise économique et sociale.

Le fichage de syndicalistes et de militants, les fameuses « micro-fiches B » de la gendarmerie, la mise en place de l'espace judiciaire européen, la reprise des poursuites en matière d'avortement, la montée du racisme et de la xénophobie constituaient des terrains de lutte sur lesquels les jeunes étaient davantage prêts à se battre.

Cette fête connut un bon succès avec son festival, ses témoignages et ses débats. C'est un type d'action qu'on ne trouverait pas au programme de l'équivalent néerlandophone du C.N.A.P.D. : le Comité d'Action Flamand contre les armes atomiques ou V.A.K.A. (Vlaams Aktie Komitee tegen Atoomwapens). Celui-ci regroupe aussi des organisations de jeunesse, de paix et de développement, mais dans un créneau d'action plus étroit : désarmement nucléaire, commerce des armes, etc.

Il va de soi que son pluralisme politique constitue la plus grande force du C.N.A.P.D. Il représente en quelque sorte cette union des progressistes dont on parle depuis plus de vingt ans en Belgique sans réussir à l'enraciner dans les pratiques politiques. Son efficacité a été particulièrement évidente dans la question des euro-missiles : en décembre 1979, les éléments les plus à droite du parti socialiste, favorables à l'implantation des quarante-huit missiles Cruise promis à la Belgique, ont dû reculer devant la pression conjuguée des courants les plus progressistes.

Toutes les grandes tendances de la vie politique belge avaient ainsi été « travaillées » et, si la bataille ne fut pas gagnée définitivement, la décision imposée au gouvernement de surseoir au déploiement des missiles tant que des négociations n'auraient pas été entreprises avec l'URSS était tout de même une grande victoire.

Aujourd'hui que se relance la bataille contre les missiles en vue de la réunion du Conseil des ministres de l'OTAN en décembre prochain, c'est aussi son pluralisme politique qui permet au C.N.A.P.D. de susciter un peu partout, en province et dans la capitale, des comités de mobilisation pour la grande manifestation qu'il a organisée le 25 octobre en collaboration avec le V.A.K.A.

Jusqu'ici, il restait essentiellement une affaire bruxelloise, à tel point que des Concertations régionales avaient vu le jour, à Namur et à Liège notamment. Aujourd'hui, on a remédié à cette faiblesse : des structures de démultiplication des efforts existent et fonctionnent : le 25 octobre a été un grand succès grâce à cela.

Ainsi, à l'heure où l'un des effets les plus évidents de la crise de société que nous vivons est de rigidifier les structures politiques et syndicales traditionnelles et d'anesthésier les consciences individuelles, le C.N.A.P.D. apparaît comme l'élément dynamique capable d'impulser les changements de société qu'appelle l'aggravation des contradictions du système capitaliste.

Il exprime et réalise sur le terrain la solidarité de toutes les luttes pour un monde de justice égalitaire aux plans économique, social et politique. Sa composition même en est la meilleure garantie, puisque jeunesse politiques et syndicales, mouvements de paix et organisations progressistes d'aide au Tiers-Monde s'unissent dans un même combat.

Du côté flamand, la mobilisation contre les euro-missiles se fait, depuis décembre 1979, à travers le V.A.K.A. (Vlaams Aktiekomitee tegen Atoomwapens). Il regroupe dix organisations : mouvements de paix, organisations de jeunesse des partis politiques, mouvements socio-culturels. Outre les manifestations de Bruxelles (décembre 1979 et octobre 1981), le VAKA a organisé une manifestation sur un site probable d'implantation des Cruise, Kleine Brogel.

VAKA, Van Elewijckstraat 35 - 1050 Brussels.

DOCUMENTS

PREMIER RAPPORT DU COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES ARMES NUCLEAIRES ET LE DESARMEMENT,

ORGANISE PAR LE CONSEIL
OECUMENIQUE DES EGLISES

(Amsterdam, 23-27 novembre 1981)

1. — La dissuasion nucléaire est une stratégie inacceptable. Après avoir entendu le témoignage des experts, nous condamnons sans réserve toute stratégie qui implique ou préconise la guerre nucléaire; une guerre nucléaire limitée ne pourrait le rester. Nous ne croyons pas que la dissuasion nucléaire soit, pour la paix, un fondement stable et acceptable et nous craignons que la doctrine d'une guerre limitée n'accentue les dangers.

2. — Les négociations et les accords de natures diverses, en vue du contrôle des armes, doivent être poursuivis et renforcés, mais nous reconnaissons que de telles négociations ont peu de chance d'aboutir à des réductions substantielles de l'armement nucléaire et à son abolition éventuelle, alors que tel doit être le but recherché. L'abolition des armements nucléaires, quoique essentielle, ne transformerait pas automatique-

ment le monde en un havre de paix et ne réduirait pas obligatoirement les dépenses d'armements. Les propositions multilatérales d'un désarmement général, acceptées dans leur principe, paraissent n'avoir eu aucun résultat pratique observable.

3. — Bien que le tableau soit sombre, il y a des signes d'espérance. Le rapport en note plusieurs :

— résistance populaire croissante à l'armement nucléaire dans plusieurs pays ;

— des efforts des Eglises pour accroître la confiance entre l'Est et l'Ouest ;

— des propositions telles que de nouvelles procédures pour les négociations internationales ; un gel des essais, du développement et de la production de toutes les armes nucléaires ; des initiatives en vue du désarmement unilatéral ; et des zones dénucléarisées dans différentes parties du monde.

4. — Bien des experts des questions nucléaires travaillent dans des cadres étroits, quelques-uns paraissent prisonniers d'un système dans lequel il est difficile de définir qui est responsable en dernier ressort. Les Eglises peuvent jouer un rôle utile en décloisonnant les différents domaines dans lesquels travaillent ces experts et en créant des possibilités de dialogue des uns avec les autres.

5. — Le lien est évident entre la course aux armements nucléaires et

les problèmes économiques, politiques et idéologiques du monde dans sa globalité, notamment tout ce qui a trait au développement. Le déséquilibre économique, accentué par l'excès des dépenses d'armement, accroît les frustrations et les injustices qui peuvent conduire à la guerre. Les armements nucléaires eux-mêmes constituent une étape nouvelle et dangereuse dans la longue histoire de la belligérance et nous devons la dénoncer comme inacceptable dans un monde racheté par le Christ. Même les structures nationales doivent être en fin de compte mises en question par les Eglises qui proclament l'unité de l'humanité.

6. — Les Eglises doivent parler et agir maintenant, même au risque de trop simplifier les problèmes, car le péril est grand. Les Eglises doivent de toute urgence envisager de dénoncer toute légitimité à la production, la possession et l'usage d'armements nucléaires, véritables crimes contre l'humanité. Elles devraient donner une priorité absolue à tout ce qui peut contribuer à la confiance entre peuples et nations et mettre en œuvre des mesures efficaces d'ordre pastoral pour surmonter le cynisme, le désespoir et l'indifférence et dénoncer l'égoïsme des nationalismes souvent camouflés sous l'apparence d'une pensée chrétienne réaliste.



Voici les textes des principaux « appels » qui ont été lancés par divers mouvements européens depuis deux ans. Bien qu'il y ait de nombreuses ressemblances, on peut voir que les accents ne sont pas toujours placés de la même manière.

APPEL DU LARZAC

L'été 1981 est un moment dramatique de relance de la course aux armements, du fait de la décision du président Reagan de produire en série la bombe à neutrons ainsi que de la poursuite des projets de déploiement d'armes nucléaires nouvelles en Europe : d'une part, les missiles SS-20 soviétiques et, d'autre part, les missiles américains Cruise et Pershing-II, qui doivent être installés dans cinq pays voisins de la France, accroissent de façon considérable les risques d'une guerre nucléaire sur le sol européen lui-même.

L'utilisation de ces armes de « bataille nucléaire » réduirait à l'état de cendres toute l'Europe, tuant directement des millions d'êtres humains et condamnant la plupart des autres à une lente agonie.

Les participant(e)s aux Rencontres Internationales du Larzac pour la Paix d'août 1981, membres de nombreux mouvements de France, d'Europe et d'autres continents, appellent instamment la population française à prendre conscience de la gravité de cette menace et à s'opposer à l'escalade en cours.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, se développent déjà de puissants mouvements contre la guerre et plus particulièrement contre l'installation de nouvelles armes nucléaires américaines.

Ainsi, en République fédérale allemande, une large opposition met le chancelier Schmidt en difficulté. Un million de personnes ont signé une pétition contre l'installation des missiles américains sur leur territoire ; cent mille ont manifesté à Hambourg contre les préparatifs de guerre. Aux Pays-Bas, la campagne du mouvement chrétien IKV a convaincu une majorité de citoyens qu'il était possible de commencer par la Hollande la dénucléarisation de l'Europe. En Grande-Bretagne, une manifestation de cent mille personnes a marqué la renaissance de la campagne pour le désarmement nucléaire, qui compte à ce jour plus de deux cent cinquante mille adhérents, lesquels animent un impressionnant mouvement de protestation au sein de plus de mille groupes locaux.

En France, les élections de mai et de juin ont représenté l'espoir populaire d'une politique nouvelle en matière de défense nationale et d'alliances militaires. Le nouveau gouvernement n'a toujours pas rompu avec les orientations prises précédemment par l'ancienne majorité. Or :

— il peut décider d'arrêter la construction de nouveaux sous-marins nucléaires et de ne pas installer de nouveaux missiles sur le plateau d'Albion, dont l'objectif est l'anéantissement massif de populations innocentes ;

— il peut mettre un terme à des projets aussi dangereux que le Super-Pluton, la bombe à neutrons et la fusée stratégique mobile SX ;

— il peut faire pression, d'une part sur les gouvernements étrangers favorables à l'installation des fusées américaines en Europe pour les amener à renoncer à ces projets, comme le souhaite de façon croissante une large part des populations concernées et, d'autre part, sur le gouvernement de l'U.R.S.S.

Une véritable politique de gauche, qui répond aux aspirations profondes des peuples, se doit de prendre des positions claires contre la stratégie des blocs et des alliances militaires et de contribuer ainsi à l'arrêt de la course mondiale aux armements.

Nous lançons donc un appel à la constitution en France d'un vaste mouvement contre la guerre et l'armement nucléaire, qui prenne sa place dans le courant européen et, avec lui, conteste vigoureusement la prolifération des armes nucléaires tant à l'Ouest qu'à l'Est.

La résistance du Larzac a permis d'arrêter l'extension d'un camp militaire : la résistance solidaire des peuples d'Europe doit permettre de stopper l'extension du péril nucléaire.

23 août 1981.



CODENE (COMité pour le
DESarmement Nucléaire en Europe)

POUR UNE EUROPE SANS ARME NUCLEAIRE

Au moment où, trente-six ans après la Seconde Guerre mondiale, nous assistons à la reprise d'une course aux armements spécifique à l'Europe — les euromissiles à moyenne portée — partout en Europe des centaines de milliers de personnes manifestent leur volonté de dénucléariser une défense suicidaire.

D'un côté, les Etats-Unis cherchent à imposer à leurs alliés de l'OTAN (décision du 12 décembre 1979) l'installation sur le territoire européen de 572 nouveaux missiles atomiques — les Pershing et les Cruise — dont l'effet destructeur s'exercerait entièrement sur notre vieux continent, y compris l'U.R.S.S.

De l'autre, les Soviétiques ont décidé d'installer des missiles SS-20 pointés sur le dispositif militaire occidental en Europe — y compris en France — et poursuivent leur développement tant qu'une négociation ne s'ouvre pas.

Il s'agit d'un duel atomique qui se « jouerait » sur la tête de millions de citoyens européens, qui met en cause l'autonomie de décision des peuples d'Europe, déjà limitée par les accords de Yalta.

Chacune de ces fusées s'ajoute à l'arsenal atomique intercontinental de « terreur » capable de détruire tout ou partie de la planète en quelques minutes.

Cette course aux armements est la conséquence directe de la logique des blocs dont le gouvernement français ne semble pas chercher à se dégager. En effet, les déclarations réitérées d'allégeance à l'Alliance atlantique, au sein de laquelle se situent les projets de modernisation de l'armement nucléaire français, restent dans la continuité de la politique de l'ancienne majorité. Elle va à l'encontre de toute politique de non-alignement et de la recherche de nouveaux rapports internationaux impliquant une véritable solidarité avec les peuples du Tiers-Monde.

Nous demandons que s'ouvre un réel débat national sur les questions de défense et de relations internationales.

Déjà l'appel du Larzac appelait cet été la population française à constituer un vaste mouvement contre l'extension du péril nucléaire.

En liaison avec le mouvement européen actuel, profondément autonome, dont le point fort a été le retentissant rassemblement de Bonn — suite à un appel signé de sept cents organisations — nous lançons cet appel pour une mobilisation de l'opinion française sur les objectifs suivants :

● Il faut appuyer le mouvement qui, en Europe, fait pression sur les gouvernements pour annuler cette nouvelle étape de la course aux armements imposée par les Etats-Unis pour 1983.

● Il faut exiger simultanément de l'U.R.S.S. qu'elle stoppe le déploiement, puis qu'elle opère le démantèlement des missiles SS-20, le gouvernement français pouvant faire pression dans ce sens avec d'autres pays européens.

● Il faut obtenir du gouvernement français qu'il ne contribue pas à cette course aux armements par le perfectionnement de sa force de frappe nucléaire — sécurité illusoire — pour arriver à terme à son démantèlement dans le cadre d'une Europe dénucléarisée, non-alignée, capable d'intervenir sur les rapports Nord-Sud, aujourd'hui enjeu fondamental de la Paix.

Octobre 1981.



APPEL DE BONN

Les années 1981 se profilent parmi les plus menaçantes de l'histoire de l'humanité. Vu l'augmentation à grande échelle des armes de toute nature, une troisième guerre mondiale devient de plus en plus vraisemblable.

Depuis plus de trente ans, les puissances de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie ont accumulé tant d'armes que chaque vie humaine sur la terre peut être anéantie plusieurs fois.

Nous sommes, en Europe, particulièrement menacés par l'installation de nouvelles armes nucléaires.

C'est pourquoi des organisations pour la paix des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne ainsi que

d'autres pays européens appellent à une manifestation à Bonn (R.F.A.) le 10 octobre 1981.

— Nous nous élevons contre l'installation de nouvelles armes atomiques en Europe.

— Nous en appelons aux gouvernements, membres de l'OTAN, pour qu'ils retirent leur accord sur le stationnement des nouvelles fusées à moyenne portée en Europe.

Ce geste permettrait d'ouvrir la voie à la réduction de l'armement nucléaire en Europe de l'Ouest et de l'Est dans la perspective de créer un processus dynamique de désarmement bilatéral complet.

— Nous prenons position pour une Europe dénucléarisée où les armes nucléaires ne seront ni fabriquées, ni stationnées, ni employées. Ceci concerne également les autres armes de destruction massive. Nos gouvernements doivent prendre des initiatives propres en vue de négociations efficaces sur le désarmement et doivent poursuivre résolument une politique de détente.

Nous sommes tous appelés à nous engager avec courage, force, créativité et à long terme contre la menace d'une guerre atomique et pour le développement d'une stratégie alternative à la politique militaire actuelle.

Cet appel et la préparation de la manifestation est le fruit de la collaboration entre organisations pacifistes des Pays-Bas et d'Allemagne fédérale.

Dans ce dernier pays, ce sont « Action de Réconciliation » et A.G.D.F. qui en sont les initiateurs.

Coordination et contact : A.G.D.F. (Aktionsgemeinschaft Dienst Für Den Frieden), Blücherstr. 14, D 5300 Bonn 1. Tél. 0228-22.91.92.

Information et coordination en France : ASF France, 8, Villa parc Montsouris, 75014 Paris. Tél. 588.38.18.

APPEL RUSSELL POUR UNE « ZONE EUROPEENNE SANS ARMES NUCLEAIRES »

Lancé au printemps 1980, cet appel a été signé par des personnalités de vingt pays d'Europe (dix de l'OTAN, quatre du Pacte de Varsovie et six neutres).

Il est à l'origine du mouvement E.N.D. : European Nuclear Disarmament.

Nous entrons maintenant dans la période la plus dangereuse de l'histoire de l'humanité. La troisième guerre mondiale n'est pas seulement possible mais de plus en plus vraisemblable. Les difficultés économiques et sociales dans les pays industriels avancés, la crise, le militarisme et les guerres dans le Tiers-Monde alimentent les tensions politiques qui entretiennent une course aux armements démentielle. En Europe, principal théâtre géographique de la confrontation Est-Ouest, de nouvelles générations d'armes de plus en plus meurtrières apparaissent.

Depuis au moins vingt-cinq ans, les forces du Pacte Atlantique et du Traité de Varsovie possèdent toutes deux suffisamment d'armes nucléaires pour annihiler leurs adversaires, et en même temps pour mettre en danger la base même de la vie civilisée. Mais à mesure que les années passent, la concurrence en matière d'armements nucléaires en multiplie le nombre, accroissant la probabilité d'un accident ou d'une faute de calcul aux conséquences dévastatrices.

A mesure que chaque camp s'efforce de prouver qu'il est prêt à se servir de ces armes afin d'empêcher leur usage par le camp adverse, de

nouvelles armes plus « utilisables » sont conçues et l'idée d'une guerre nucléaire « limitée » est présentée de manière de plus en plus plausible. La chose va si loin que ce processus paradoxal ne peut mener logiquement qu'à l'usage effectif de ces armes.

Aucune des principales puissances ne se trouve maintenant moralement capable d'exercer son influence sur les pays plus petits, pour les empêcher d'acquiescer de tels armements. L'extension de plus en plus générale des réacteurs nucléaires et la croissance de l'industrie qui les installe renforce la probabilité d'une prolifération des armes nucléaires dans le monde entier, ce qui multiplie encore les risques d'échanges de bombardements de ce type.

D'année en année, l'opinion publique a fait pression pour le désarmement nucléaire et pour la détente entre les blocs militaires-opposés. Cette pression a échoué. Une proportion croissante des ressources mondiales est dépensée pour les armements, alors que l'extermination mutuelle est déjà largement garantie. Ce fardeau économique, à l'Est comme à l'Ouest, contribue à la croissance de la tension politique et sociale, et est à l'origine du cercle vicieux dans lequel la course aux armements se nourrit de l'instabilité de l'économie mondiale et vice-versa : une dialectique mortelle.

Nous nous trouvons maintenant en grand péril. Des générations sont nées à l'ombre du danger de guerre nucléaire et s'y sont habituées. L'inquiétude a fait place à l'apathie. Cependant, dans un monde qui vit sans cesse sous la menace, la peur s'étend aux deux moitiés du continent européen. Les pouvoirs des éléments militaires et des forces de sécurité internes augmentent, on limite le libre-échange des idées et des personnes, et les droits civils des per-

sonnes d'esprit indépendant sont menacés, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Nous ne désirons pas tenter de répartir la part des responsabilités qui incombe aux chefs politiques et militaires de l'Est et de l'Ouest. Cette culpabilité incombe globalement à l'un et à l'autre camp. Tous deux ont adopté des attitudes menaçantes, et commis des actions agressives dans différentes parties du monde.

Le remède se trouve dans nos propres mains. Il faut que nous agissions ensemble pour libérer la totalité du territoire de l'Europe, de la Pologne au Portugal, d'armes nucléaires, de bases aériennes et de bases de sous-marins, et de tous les organismes qui participent à la recherche ou à la fabrication des armes nucléaires.

Nous demandons aux deux super-puissances de retirer toutes leurs armes nucléaires du territoire européen. En particulier, nous demandons à l'Union soviétique d'arrêter la production du missile SS-20 à portée intermédiaire, et nous demandons aux Etats-Unis de ne pas appliquer la décision de mettre en fabrication les missiles Cruise et Pershing II, destinés à être mis en place en Europe occidentale. Nous insistons aussi pour la ratification de l'accord Salt II, en tant qu'étape nécessaire vers la reprise de négociations effectives sur le désarmement général et complet. Simultanément, nous devons défendre le droit de tous les citoyens de l'Est et de l'Ouest de prendre part à ce mouvement d'ensemble et de participer à toutes sortes d'échanges.

Nous demandons à nos amis en Europe, de toutes convictions philosophiques ou religieuses et opinions politiques, d'examiner de manière urgente de quelle manière nous pouvons travailler ensemble pour ces

objectifs communs. Nous envisageons une campagne dans l'ensemble de l'Europe, qui comportera toutes les espèces d'échanges possibles ; dans laquelle les représentants de nations diverses et de points de vue différents discuteront ensemble et coordonneront leurs activités ; et dans laquelle on verra aussi des échanges spontanés entre universités, mouvements religieux, organisations de femmes, syndicats, organisations de jeunesse, groupes professionnels et individus en vue d'avancer vers un objectif commun : la libération de toute l'Europe des armes nucléaires.

Il faut que nous commençons à agir comme si l'Europe unifiée, neutre et pacifique existait déjà. Nous devons apprendre à orienter notre allégeance non pas vers l'Est ou vers l'Ouest mais les uns vers les autres, et nous devons négliger les interdictions et les limitations imposées par un Etat national quel qu'il soit.

Ce sera la responsabilité de la population de chaque pays d'organiser l'action pour l'expulsion des armes nucléaires et des bases du territoire européen et des eaux territoriales, et de décider de sa propre méthode et de

sa stratégie concernant son territoire. Stratégie et méthode différeront d'un pays à l'autre, et nous ne proposons pas qu'une seule stratégie soit imposée. Mais toutes doivent faire part d'un mouvement transcontinental au sein duquel toutes sortes d'échanges auront lieu.

Nous devons nous opposer à toute tentative, par les hommes d'Etat de l'Est ou de l'Ouest, de manipuler ce mouvement à leur propre avantage. Nous n'offrons aucun bénéfice, que ce soit à l'OTAN ou à l'alliance de Varsovie. Nos objectifs doivent être : sortir l'Europe de la confrontation, rendre obligatoire la détente entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et, finalement, dissoudre les deux grandes alliances.

En lançant cet appel à nos amis d'Europe, nous n'oublions pas le reste du monde. En travaillant pour la paix en Europe, nous travaillons pour la paix du monde. Deux fois au cours de ce siècle, l'Europe a renié ses prétentions à la civilisation en étant à l'origine d'une guerre mondiale. Cette fois-ci nous devons payer nos dettes au monde en étant à l'origine de la paix.

Cet appel n'aboutira à rien s'il n'est pas soutenu par une action pleine de décision et d'imagination pour amener de plus en plus de gens à le soutenir. Il faut que nous fassions se développer une pression irrésistible pour une Europe libérée des armements nucléaires.

Nous ne désirons imposer aucune uniformité au mouvement, ni influencer les consultations et les décisions des nombreuses organisations qui exercent déjà leur influence pour le désarmement et la paix. Mais la situation est urgente. Les dangers se rapprochent régulièrement. Nous faisons appel à votre soutien pour cet objectif commun, et nous serons heureux de recevoir à la fois votre aide et vos conseils.

Bertrand Russel House
Gamble Street
Nottingham NG7 4ET
England.

Traduit par M.D.P.L.
BP 2135, 34026 Montpellier.

La garantie américaine à l'égard des Européens, vue par un fonctionnaire britannique du ministère de la Défense : « **Rassurez-vous, braves alliés, nous ne vous laisserons pas tomber aux mains des Russes... vivants !** ».

Du Pacifisme au Transarmement

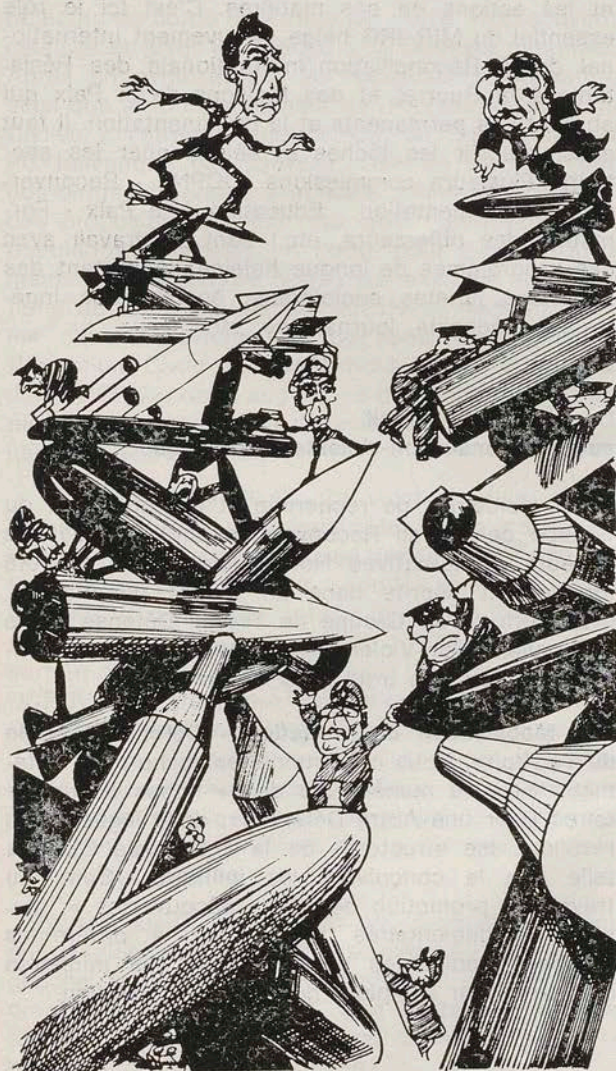
par Jean VAN LIERDE et Pierre ARQ

GENERALEMENT il ne peut arriver demain que ce qui est programmé aujourd'hui ou ce qui fut conçu hier. Il n'y a guère de spontanéité collective ou historique sans acquis culturels vécus et déjà décrits en quelque sorte. Si bien que la « Défense civile et populaire non-violente » (DCPNV) en Belgique ne pourra surgir concrètement que lorsque les **alternatives** à la défense armée seront intelligibles en devenant la réponse politique à l'actuelle voie lorsqu'elle apparaîtra sans issue aux responsables sociaux et politiques.

C'est cela qui commence à être perçu aujourd'hui par une partie de l'opinion publique. Lorsque le Parlement vote des crédits militaires de 85 milliards de francs belges pour le budget 1981 (1 FF = 7 FB environ) en refusant de les augmenter (puisque **tous** les départements sont frappés par la crise), il fixe une limite à la capacité opérationnelle de la Défense

nationale au moment même où les Etats-Majors hurlent leur dépit de n'avoir pas « les moyens de leur politique ». Corrélativement, la presse de droite ou de centre-gauche évoque sans cesse le scandale d'une armée totalement incapable de faire face à une guerre éventuelle. Plusieurs généraux, depuis des années, affirment qu'envoyer les professionnels ou les jeunes du contingent à la guerre, dans les conditions matérielles, morales ou technologiques qui sont celles de nos troupes, équivaldrait à les jeter au massacre. Or, ce scénario dure depuis vingt ans et, imperturbablement, les Chambres votent les crédits... en invoquant nos engagements au sein de l'OTAN.

Enfin, depuis décembre 1979, la question des missiles de croisière vient s'ajouter à celle de la stratégie ordinaire du parapluie nucléaire américain. L'opinion publique réagit, comme en Hollande,



'The prospects for arms control depend upon the achievement of a balance of arms.' General Haig.

car elle ressent que cette contrainte par les armes de théâtre veut transformer nos peuples en objectifs directs des SS-20 soviétiques et donc placer nos territoires dans le futur cimetière atomique d'une Europe dévastée, à l'Est comme à l'Ouest.

Le sentiment que plus aucun Etat ne maîtrise présentement la folle course aux armements, que les accords Salt, MBFR ou autres ne visent en rien le désarmement mais au contraire consolident le surarmement, tout cela finalement engendre le désarroi et la recherche d'autres voies. C'est ici que le **transarmement** et les projets de DCPNV offrent des alternatives aux stratégies et aux politiques qui doivent garantir la sécurité ou la protection des peuples.

Ces concepts ne pouvaient être discutés naguère que dans les cercles restreints des mouvements pacifistes ou dans les Centres de « Peace Research » de certaines universités, en Europe ou aux USA. Chez nous, ils commencent à être repris dans **toutes** les plateformes revendicatives des mouvements de paix et de développement et dans les coalitions ou Concertations pluralistes qui les rassemblent. Ceci est signifiant dans la mesure où ces regroupements permanents d'organisations, avec des objectifs précis relatifs à la paix, au désarmement, au Tiers-Monde, à la politique internationale, constituent chez nous le vaste réseau des Organisations non Gouvernementales (ONG) où l'on trouve socialistes, chrétiens, communistes, pacifistes, tiers-mondistes, laïques ou religieux (voir l'article de Robert Dedouai).

Un sondage d'opinion sur la défense non-violente.

Ce n'est pas tout. Lors d'un vaste colloque organisé en novembre 1980 à l'Institut Royal Supérieur de Défense (IRSD) par le Centre d'Etudes de Défense (CED) sur le thème « Vers un concept national

de sécurité », la presse a observé de profondes lignes de mutation dans l'enjeu des débats : militaires, civils, professeurs et politiciens furent un peu surpris de voir surgir la question des alternatives civiles de défense dans les carrefours ou exposés magistraux. Le CRESUP (Université de Louvain) avait effectué un sondage scientifique très neuf en posant notamment deux questions :

1) La défense du pays face à l'invasion devrait-elle être assurée par des moyens militaires ou uniquement par des moyens non-violents ?

Réponse : 55 % pour les premiers et 45 % pour les seconds.

2) En cas d'occupation étrangère, seriez-vous favorable à une résistance armée ou à une résistance par des moyens non-violents exclusivement ?

Ici, les résultats s'inversent par les réponses suivantes : 45 % et 55 %.

Par ailleurs, notre ami Johan Galtung avait également placé les militaires devant les choix de la défense civile et de sa crédibilité. Sans doute rien ne change avec des sondages et des séminaires ; mais l'irruption de nos thèmes dans le débat politico-scientifique est déjà l'élément essentiel des investissements futurs.

C'est pour ces raisons que fut également lancée une initiative en 1980, tant en Flandres qu'en Wallonie et à Bruxelles, pour obtenir la création en Belgique — lors du cent cinquantième anniversaire de l'indépendance — d'une **Fondation nationale de recherches et de propositions pour la Paix**. Des centaines de personnalités de tous les milieux avaient adhéré à cette initiative, mais la crise financière de l'Etat n'a pu jusqu'ici permettre de donner une réponse favorable à cette requête. Elle reste dans nos objectifs à court terme.

Naturellement, pour faire progresser ces idées, il convient de forger des équipes de travail dont

l'objet essentiel est de promouvoir les recherches et les actions en ces matières. C'est ici le rôle essentiel du MIR/IRG belge (Mouvement International de la Réconciliation/Internationale des Résistants à la Guerre) et des Maisons de la Paix qui abritent nos permanents et la documentation. Il faut aussi répartir les tâches et sélectionner les secteurs. Plusieurs commissions (DCPNV - Reconversion - Documentation - Education à la Paix - Formation des objecteurs, etc.) sont au travail avec des programmes de longue haleine, réunissant des historiens, juristes, sociologues, économistes, ingénieurs, médecins, journalistes, etc.

Un groupe de travail sur la défense non-violente en Belgique.

Les domaines de recherche et d'intervention du Groupe de Travail Reconversion sont connus des lecteurs d'Alternatives Non-Violentes ; ils ont été longuement décrits dans un récent numéro (1).

Les efforts du Groupe de Travail Défense Civile et Populaire Non-Violente (DCPNV) se portent essentiellement sur les trois axes suivants :

1) **Mobilisation de la Nation - Défense Globale du Territoire.** Nous continuons les recherches entamées dans le numéro 5-6 des « fiches documentaires Pour une Autre Défense », dans lequel nous révélons les structures de la « Défense Civile » telle que la conçoivent les militaires. Suite au travail de promotion de nos « découvertes », plusieurs parlementaires appartenant à différentes tendances politiques questionnaient les ministres concernés sur l'ampleur de cette militarisation.

(1) Voir « Un groupe Reconversion en Belgique », in **A.N.V.** n° 41, p. 43-46.

2) **Protection Civile.** Nous désirons redéfinir les objectifs du corps de Protection Civile, trop souvent délaissé et jusqu'ici inféodé à la Défense nationale. Après en avoir étudié les fondements législatifs, ainsi que le fonctionnement de diverses Protections Civiles à l'étranger (notamment en Suisse, car la PC helvétique est souvent citée en exemple par nos dirigeants), nous sommes à même de présenter des propositions. Il est clair qu'il faut rendre à la population sa protection civile, pour qu'elle soit à même de se défendre contre par exemple les pollutions de toute nature, les accidents nucléaires ou les chutes d'avions. En ce sens, une véritable Protection Civile fait pour nous partie intégrante d'une DCPNV. Nous suggérons donc que, par exemple, des objecteurs de conscience y aient de plus hautes responsabilités.

3) **Résistance 40-45.** Ce volet consiste en la recherche et la mise en valeur des actes individuels et collectifs de **résistance non armée** sous l'occupation nazie, trop souvent occultés par les hauts faits de la résistance armée. Bien sûr, il ne s'agit pas pour nous d'épingler certains événements, mais surtout d'en tirer des leçons pour l'élaboration d'une DCPNV. Une prochaine Monographie de la Défense Civile, décrivant l'action du « Comité de Défense des Juifs » en Belgique, sera l'illustration de cette recherche. Une autre, programmée pour l'an prochain, montrera l'évolution des positions des partis politiques et des syndicats sur la défense, pendant l'entre-deux-guerres.

Toutes nos recherches et nos propositions sont par la suite exposées et discutées au sein de la gauche belge, ainsi que dans les concertations progressistes. C'est ainsi que certaines de nos idées se retrouvent maintenant dans des plateformes ou programmes politiques !

Parallèlement, la CSCJ (Confédération du Service Civil de la Jeunesse) et le BDJ (Burgerdienst voor

de Jeugd) doivent assumer toutes les tâches relatives au service civil, à l'information sur le statut des objecteurs, à son amélioration. La Belgique est constituée de deux grandes communautés linguistiques : néerlandophone et francophone, avec une petite communauté de langue allemande. Toutes nos stratégies et perspectives doivent tenir compte de cette réalité, car les ministères de la Défense ou de l'Intérieur restent « nationaux ». Ici également, hier comme demain, le BDJ et l'IOT (Internationale van Oorlogstegenstanders) — qui est la section flamande de l'IRG — constituent des éléments essentiels du travail antimilitariste et non-violent. En Flandres aussi il y a deux concertations de paix importantes et pluralistes : l'OCV (Overleg Centrum voor de Vrede) et la VAKA (Vlaams Aktie Komitee tegen Atoomwapens) au sein desquelles nos camarades militent activement. Bien entendu, nous avons arraché en 1964, après quinze années de combat, un statut des objecteurs assez correct. Il a été amélioré en 1969 et en 1975. Dans les années 1960, il y avait moins de cent objecteurs par an ; les années 1970 enregistraient des demandes progressives de 200 à 1 000 puis à 1 200 et les années 1980 révèlent des chiffres autour de 1 400 à 1 600 objecteurs par an. Dans les budgets du ministère de l'Intérieur, l'article 12.37 réservé aux objecteurs s'accroît régulièrement et, en 1981, nous avons un montant de 192 millions de francs belges (environ 28 millions de francs français). Cela signifie que les objecteurs constituent 5 % du contingent annuel des appelés et que notre objectif est d'atteindre 10 % en 1985 ! Ceci concerne non seulement le travail de milliers d'objecteurs en service civil, mais également la coordination de centaines d'associations de droit public ou de droit privé qui les emploient. Mais, plus compliqué encore, cela implique une tentative de synthèse de ces milliers d'engagements **individuels**, plus souvent transitoires et ponctuels que résolument intégrés dans une vision concrète de changement de société.

Amorcer les premières étapes du transarmement.

C'est en effet le plus redoutable problème des années récentes et du futur. Pourquoi ? Parce qu'il y a discordance permanente entre l'éparpillement des objecteurs de conscience dans les organismes d'utilité publique et les convergences stratégiques que nous élaborons pour modifier cette réalité...

Un acte individuel de rupture avec l'armée est souvent un geste qui se suffit à lui-même et qui n'appelle pas **immédiatement** une alternative collective ou communautaire large. En refusant l'armée, sa discipline, sa hiérarchie, ses fonctions sociales ou sociétales, son apprentissage de la tuerie, l'objecteur jeune n'est pas disposé à s'inscrire **vite** dans un autre « système », décentralisé, libertaire, associatif dont l'objet serait perçu comme une autre forme de mobilisation et de combat civil. Il opère ce libre choix légal avec détermination, mais c'est au MIR/IRG à tracer la voie de l'au-delà du refus des armes. Certes, des centaines d'objecteurs accomplissent un excellent travail social, politique ou culturel en service civil, mais très peu ont conscience d'établir les jalons d'un autre type de défense.

Nous sommes ici au nœud des tâches futures. Car corrélativement à la **formation systématique** que nous voulons mettre en route pour tous les objecteurs de conscience dès leur incorporation en service civil, nous voulons poursuivre les sessions **volontaires** de recyclage avec ceux d'entre eux qui comprennent l'enjeu de ces processus. Les ministères de la Culture nous aident financièrement pour ces sessions, mais nous espérons que le ministère de l'Intérieur contribuera à la généralisation de cette formation.

Conjointement, avec les syndicats, les partis et les Eglises nous devons amorcer les premières étapes du transarmement. Cela n'est concevable que

si des objecteurs, comme des officiers, participent aux Commissions de Défense des partis et des syndicats.

Il ne s'agit plus pour nous de sauvegarder les droits à la contestation antimilitariste. Tous les objecteurs ont la liberté politique la plus totale et la législation en la matière ne souffre pratiquement aucune discrimination professionnelle. Tout le problème du transarmement réside dans le passage graduel de contestation individuelle à la gestion collective non-violente. Ici, il est impossible d'échapper à la conscience des réseaux institutionnels — publics et privés. Toute la stratégie consiste à faire porter par des **relais** associatifs — ayant de grands poids sociaux, culturels et politiques — les revendications encore minoritaires d'équipes d'action et de recherche.

Il en va de la DCPNV comme de la vie économique et sa gestion, pour laquelle la CFDT pense qu'il faut assurer « la maîtrise pratique de la fonction d'investissement dans le cadre d'une planification démocratique ».

Pour que le peuple **se réapproprie** la défense, qu'il puisse promouvoir la DCPNV, il faut une grande connaissance des rouages de la vie sociopolitique, des structures de l'Etat, du rôle de l'exécutif, du législatif, des pouvoirs subordonnés, mais aussi des ONG.

Chaque militant doit être initié aux processus de division en matière politique, avoir une vue claire des réseaux institutionnels **verticaux** et des associations ou groupes de pression **horizontaux** qui jouent sur la prise en considération des projets et propositions de loi ; qui puissent suivre leur itinéraire administratif et législatif, leur élaboration budgétaire ou juridique, le rôle des partis et des groupes parlementaires, l'effort des experts autant que celui des témoins. La DCPNV appelle aussi le contrôle

des décisions et des acquis, donc la liaison avec les fonctionnaires chargés d'appliquer les nouvelles lois ou réglementations.

Dépasser la marginalité.

Le MIR/IRG **seul** ne peut porter ces projets sans que des relais crédibles assurent leur promotion, d'où l'obsession permanente de dépasser la marginalité pour s'inscrire dans la mouvance des mouvements populaires et organisés. La course à la guerre et la militarisation de la société sont possibles grâce à la coopération des citoyens. Pour développer une désobéissance civile contre ces processus autoritaires, il faut que la non-coopération avec eux soit **aussitôt** transformée ou convertie en une coopération gestionnaire socio-politique ayant d'autres finalités. Il ne faut plus que l'Etat soit le barrage idéologique à nos investissements, au contraire, puisque c'est tout le sens de la décentralisation et de la démocratisation de ses structures qui s'inscrit dans la DCPNV.

En publiant nos **Fiches Documentaires pour une Autre Défense** et bien d'autres dossiers, en participant aux concertations et aux groupes syndicaux et politiques, nous voulons dans les années qui viennent offrir des opportunités de choix différents et attester que la défense civile peut constituer cette alternative vitale à la démence actuelle des forces de frappe et des armements conventionnels sophistiqués. Tout ceci vise non seulement une réponse à la crise de nos pays industrialisés mais ouvre des potentialités considérables pour répondre au divorce Nord-Sud et aux perspectives d'effondrement des économies du Tiers-Monde.

Enfin, il ne serait pas sérieux de ne travailler qu'au sein de son pays. Il est indispensable de répercuter ailleurs nos expériences et nos travaux. C'est pourquoi, malgré les difficultés, nous voulons poursuivre notre coopération avec les deux seules Internationales non-violentes luttant présentement dans le monde, à savoir la WRI (War Resister's International) et l'IFoR (International Fellowship of Reconciliation). Elles constituent, dans la diversité de leurs composantes culturelles et à travers leur histoire, une richesse considérable. Des dizaines de milliers d'objecteurs de conscience sont concernés par ce réseau des Internationales pacifistes, même si elles ne possèdent pas les moyens des Pentagones criminels de l'Est et de l'Ouest.

Pour conclure, le militant non-violent doit mesurer simultanément la force de ses espérances et la pesanteur de ses impuissances. Sans cesse il doit évaluer ce que la morale de l'échec lui enseigne par rapport à la morale du succès. Là aussi joue l'alternance ! S'il ne possède pas un sens approfondi de la durée et des maturations lentes, il s'épuise dans les ballottements conjoncturels. Il peut se battre **un peu** sur des épisodes parcellaires mais il faut se battre **longtemps** sur des stratégies essentielles. A courir vite vers l'accessoire, il s'essouffle, à progresser doucement sur le durable il maîtrise.

Connaîtrons-nous le temps de la **paix dans la Justice** ou le monde va-t-il sombrer dans l'apocalypse nucléaire ? Personne encore ne peut répondre pour 1990 ou l'an 2000 mais c'est **aujourd'hui** que les choix s'opèrent.

la France et les euromissiles

par Jean Marie MULLER (*)

LE 12 décembre 1979, les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Défense des pays de l'OTAN décident de déployer en Europe 572 nouvelles ogives nucléaires dont 108 Pershing II et 464 missiles de croisière sol-sol. Cette décision, dit le communiqué publié à l'issue de la réunion, a été prise pour « faire face aux besoins de l'OTAN en matière de dissuasion et de défense, pour répondre de façon crédible aux déploiements unilatéraux des forces nucléaires de théâtre (Theatre Nuclear Forces: TNF) soviétiques et pour fournir une base à la poursuite de négociations sérieuses sur les TNF » (1). Le communiqué précise par ailleurs quel est le renforcement du potentiel militaire soviétique auquel l'OTAN entend faire face: il s'agit du déploiement du missile SS-20 qui, depuis 1977, remplace le SS-4 et le SS-5 et de la mise en service, depuis 1974, du bombardier Tupolev TU-16 appelé Backfire par l'OTAN.

(1) Le texte intégral de ce communiqué a été publié par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix), dans « Le dossier des euro-missiles », Bruxelles, 1981, p. 18 et suiv.

C'est cette décision du 12 décembre 1979 qui est à l'origine de ce vaste mouvement d'opinion qui, au mois d'octobre 1981, s'est manifesté avec éclat dans les rues de toutes les capitales de l'Europe de l'Ouest.

L'argument mis en avant par l'OTAN pour justifier le déploiement de nouveaux missiles américains est que l'installation des SS-20 est venue rompre brutalement l'équilibre des forces en Europe et qu'il était donc absolument nécessaire de rétablir cet équilibre en modernisant l'armement dont disposent les pays occidentaux. Cette analyse officielle nous est présentée comme indiscutable et elle est très peu discutée en effet. Pourtant, si l'on y regarde de près, cette thèse n'est rien moins que convaincante.

D'abord, ce n'est pas un fait nouveau que les pays de l'Europe de l'Ouest se trouvent menacés par les missiles nucléaires soviétiques. Cela n'a pas

(*) Ecrivain, auteur notamment de *Stratégie de l'action non-violente*, Ed. Le Seuil, coll. « Points politiques », 1981.

commencé, comme de nombreux commentaires voudraient le laisser croire, avec l'installation des SS-20. Dans l'article du **Monde** annonçant, le 5 août 1976, le déploiement des SS-20, Michel Tatu, après avoir noté que « la vulnérabilité de l'Europe se voyait " affectée " de nouvelles charges nucléaires », fait remarquer : « Le vieux continent se trouvait déjà menacé non seulement par les fusées soviétiques à portée moyenne et intermédiaire en place depuis le début des années 60 (Krouchtchev aimait dire dès cette époque que l'Europe occidentale était un « otage » à la merci de ses forces, en gage des bonnes intentions américaines), mais encore par les armes tactiques dont a été dotée plus récemment l'Armée rouge. **La situation n'en est donc pas fondamentalement modifiée** » (2).

Dès lors, l'amiral Sanguinetti est en droit de s'étonner qu'il ait fallu attendre 1979 pour que « le chœur des experts vienne nous expliquer que les Soviétiques placent sur notre continent de nouveaux matériels à moyenne portée qui créeraient désormais un déséquilibre pour l'Occident ». « On aurait pu y songer plus tôt, fait-il remarquer, puisqu'il y a vingt ans que les Soviétiques ont mis des matériels à moyenne portée en Europe et que l'on sait depuis trois ans qu'ils les renouvellent par quelque chose de plus dangereux » (3).

La thèse du « retard à rattraper » est contestée par de nombreux experts. Parmi eux, le général ouest-allemand Gert Bastian qui affirme : « Il y a des raisons pour ne pas considérer le programme soviétique de modernisation comme une menace radicalement nouvelle qui impliquerait nécessairement de notre part une réplique active. (...) La menace des fusées soviétiques à ogive nucléaire

pour l'Europe ne date tout de même pas d'aujourd'hui. Depuis près de vingt ans, les fusées soviétiques SS-5 sont en mesure d'atteindre l'Europe jusqu'aux Pyrénées et de détruire, vu leur type de charge et leurs perfectionnements techniques, des cibles de dimension restreinte » (4). Certes, les SS-20 ont une plus grande mobilité, une plus grande portée et une plus grande précision que leurs devanciers. C'est pour cela que beaucoup considèrent qu'ils sont destinés à être utilisés au service d'une stratégie anti-forces. L'Union soviétique prendrait l'initiative d'une attaque préventive contre les forces américaines déployées en Europe et pourrait ainsi prétendre gagner une guerre nucléaire limitée. En réalité — nous le verrons tout à l'heure — une telle hypothèse n'est nullement vraisemblable ; mais, même si on la retient, la décision de l'OTAN de décembre 1979 n'est pas de nature à faire face à cette première frappe soviétique.

Une décision faible.

Ainsi, pour le général Gallois, cette décision est, « militairement parlant », une « décision faible ». Car, d'une part, la forte urbanisation des pays de l'Europe de l'Ouest ne permettra pas une grande mobilité des nouveaux euro-missiles américains et, d'autre part, les dépôts de munitions de ces missiles seront évidemment vulnérables. Ces armements, par conséquent, selon le général Gallois, « ne changeront rien à la situation » puisque les SS-20 auront toujours la possibilité de détruire préventivement les armes de l'OTAN. En revanche, le général Gallois estime que, politiquement, la décision de l'OTAN est « importante », parce qu'elle donne « les apparences d'une sécurité accrue pour les Européens

(2) **Le Monde**, 5 août 1976 (c'est nous qui soulignons).

(3) Antoine Sanguinetti, **Le devoir de parler**, Ed. Fernand Nathan, Paris, 1981, p. 20.

(4) Cité dans la brochure **Notre sécurité : des fusées ?**, Pax Christi, Bruxelles, 1980, p. 55-56.

qui ne connaissent pas les dessous des affaires militaires » (5). On appréciera à sa juste valeur une telle assertion qui, pour le reste, ne mérite aucun commentaire...

Par ailleurs, ni les Pershing, ni les Cruise ne peuvent prétendre répondre directement à la menace des SS-20 en permettant de les détruire par une frappe anti-forces. Car les SS-20 sont mobiles et la topographie du territoire soviétique offre suffisamment d'espaces — notamment les plaines à l'est de Moscou — pour que cette mobilité soit effective et opérationnelle. Si l'on s'en tient à la logique de la technologie militaire mise en avant par les Etats-majors, la seule parade aux SS-20 se trouve dans les missiles portés par des sous-marins supposés être à l'abri d'une première frappe anti-forces. Or, précisément, les Etats-Unis disposent en Méditerranée de sous-marins armés d'ogives nucléaires à têtes multiples extrêmement performants : les Poséidon. Les forces alliées occidentales possèdent ainsi plus de trois cents têtes nucléaires qui peuvent atteindre et détruire n'importe quelle ville de l'Europe de l'Est. C'est pourquoi Franck Barnaby, ancien directeur du SIPRI, estime que l'Alliance atlantique possède d'ores et déjà le « répondant » suffisant contre les SS-20 (6). Il est donc tout à fait remarquable que, dans les commentaires dont abondent nos media, il ne soit jamais fait mention des Poséidon.

Pour l'amiral Sanguinetti, il ne fait aucun doute que « l'on tente de terrifier l'Europe à partir d'un dossier truqué par omission » (7). A l'appui de ses dires, il évoque les travaux d'un colloque sur « la menace soviétique » qui s'est tenu à Berlin-Ouest du 18 au 20 octobre 1979. Dans ses conclusions,

précise l'amiral, le colloque a estimé que, d'après tous les renseignements en sa possession, la notion d'une nouvelle « menace soviétique liée aux SS-20 était une construction factice des milieux intéressés à accroître toujours davantage les armements occidentaux » (8).

C'est également l'avis d'un homme qui est orfèvre en la matière puisqu'il fut l'un des négociateurs américains pour les accords SALT, Paul C. Warnke : « On manipule les chiffres, affirme-t-il, afin de faire apparaître dans de nombreux domaines une avance des Soviétiques. Or ce prétendu avantage des Soviétiques doit simplement servir à justifier l'augmentation du budget de la défense américaine » (9).

Un déséquilibre intolérable.

Le déploiement des nouveaux missiles américains ne pourra que relancer la course aux armements en permettant aux Soviétiques d'affirmer qu'il recrée un déséquilibre des forces en leur défaveur. L'installation des Pershing et des Cruise aurait inévitablement pour conséquence de pousser les Soviétiques à se doter de nouveaux systèmes d'armes nucléaires encore plus performants que les SS-20. Le résultat serait donc un nouveau bond technologique dans l'escalade des armements, et le soi-disant équilibre qui pourrait être atteint serait encore plus précaire.

Les Soviétiques peuvent déjà faire valoir que les SS-20, qui ne peuvent atteindre le territoire américain, ne sont point des armes « stratégiques » tandis que les Pershing II et les Cruise installés en Europe peuvent être utilisés aussi bien au service d'une stratégie anti-forces que d'une stratégie anti-

(5) *France-Soir Dimanche*, 16 déc. 1979.

(6) *La Libre Belgique*, 15 avril 1981.

(7) Antoine Sanguinetti, *op. cit.*, p. 22.

(8) *Id.*, p. 23.

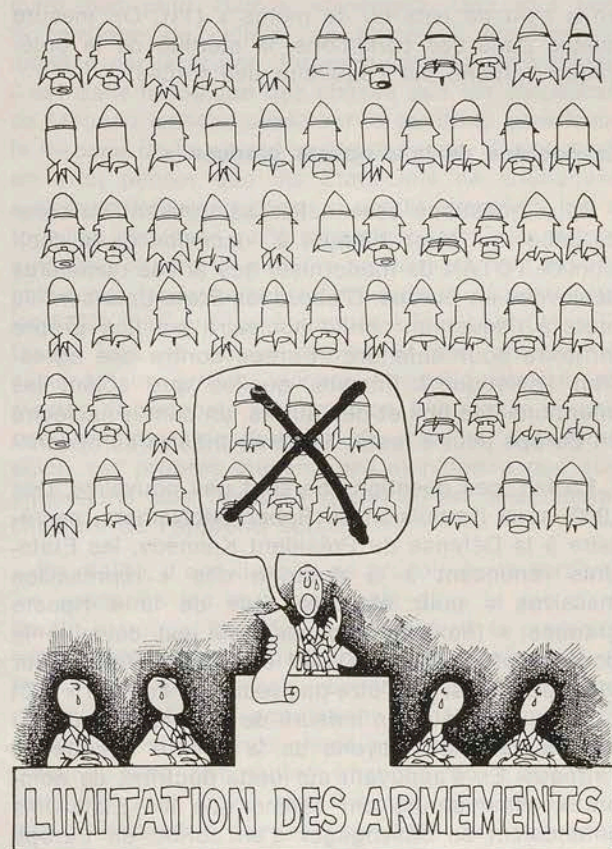
(9) *La Libre Belgique*, 15 avril 1981.

cités sur le territoire soviétique. « Les Pershing, remarque François Mitterrand, pourront atteindre Kiev en six minutes. Je comprends que les Russes s'alarment. C'est pour eux un déséquilibre intolérable » (10). Cette menace stratégique américaine, aux frontières mêmes de l'empire soviétique, ne peut qu'inciter les dirigeants de Moscou à déclencher une attaque préventive sur les bases de lancement des pays occidentaux. En cela, la décision de l'OTAN de moderniser ses euro-missiles n'est certainement pas de nature à accroître la sécurité des peuples de l'Europe de l'Ouest.

En réalité, la perpétuelle recherche de l'équilibre constitue l'un des éléments essentiels de la dynamique interne de la course aux armements. C'est toujours au nom de la nécessité de cet équilibre que chacune des deux parties justifie son propre réarmement, même quand il ne correspond à aucun besoin stratégique réel et ne revêt par conséquent aucune signification militaire. Jadis, les militaires et les politiciens n'avaient de cesse d'affirmer devant leur opinion publique qu'ils étaient les mieux armés — même si cela ne correspondait nullement à la réalité — et que par conséquent leur pays n'avait rien à craindre d'un quelconque adversaire. Aujourd'hui, les mêmes hommes n'ont de cesse d'affirmer qu'ils sont moins bien armés que leur adversaire potentiel — même si cela n'est pas vrai — et que par conséquent leur pays doit consentir de nouveaux efforts, notamment financiers, pour rattraper son retard.

Au demeurant, puisque chacun des deux camps adverses détient ce que les Anglo-saxons appellent l'**overkilling capacity**, c'est-à-dire une capacité de « sur-destruction », la notion même d'équilibre des forces n'a plus aucune signification : si l'autre peut me tuer quatre fois tandis que je ne peux le tuer

(10) François Mitterrand, *Ici et maintenant*, Le Livre de Poche, Paris, 1981, p. 247.



que trois fois, il y a peut-être un déséquilibre des forces mais on ne voit pas très bien à quel besoin réel correspond la nécessité de l'équilibre... Franck Barnaby peut ainsi affirmer : « Les chiffres en eux-mêmes ne signifient pas grand chose ; en effet, même si plus de dix mille armes nucléaires tactiques sont entreposées en Europe, quelques centaines suffiraient pour effacer le continent européen de la carte ; cela n'a donc aucun sens de demander qui

en a cent de plus ou de moins » (11). On mesure mieux, dans ces conditions, la stérilité de la polémique actuelle sur l'équilibre des forces.

La doctrine de la « riposte graduée ».

Deux questions essentielles se trouvent au cœur du débat qui s'est instauré à l'occasion de la décision de l'OTAN de moderniser ses armes nucléaires déployées en Europe. D'abord les Etats-Unis sont-ils prêts à risquer un conflit nucléaire sur leur propre territoire pour défendre l'Europe contre une agression soviétique ? Ensuite, quelles que soient les intentions des uns et des autres, un conflit nucléaire en Europe peut-il rester limité au théâtre européen ?

En fait, ces questions ne sont pas nouvelles. Dès 1960, sous l'impulsion de Robert McNamara, secrétaire à la Défense du Président Kennedy, les Etats-Unis renoncent à la doctrine des « représailles massives » pour élaborer celle de la « riposte graduée » (flexible response), qui est devenue la doctrine officielle de l'OTAN en 1967. Il s'agit, pour les Américains, de n'être pas réduits à l'option « tout ou rien » et d'être en mesure de maîtriser un conflit en adaptant les moyens de la riposte à ceux de l'attaque. En s'appuyant sur cette doctrine, de nombreux observateurs ont estimé que les Etats-Unis entendaient se désengager d'un conflit en Europe en faisant en sorte que celui-ci ne s'étende pas à leur territoire : ils laisseraient se développer la bataille sur le théâtre européen en se gardant bien de faire intervenir la menace de leurs armes stratégiques qui risquerait de mettre en danger leur propre sécurité. Certes, la thèse officielle à ce sujet n'avait pas varié ; les Etats-Unis continuaient à assurer les pays occidentaux qu'ils respecteraient en tout état de cause les engagements qui les liaient à eux au

sein de l'Alliance atlantique. Pourtant, le 1^{er} septembre 1979, Henry Kissinger, qui avait retrouvé sa liberté de parole en ne participant plus au gouvernement, déclarait à Bruxelles : « Les alliés européens ne devraient pas continuellement nous demander de multiplier les assurances que nous ne pouvons donner ou, si nous les donnons, que nous ne voudrions pas mettre à exécution car nous risquerions la destruction de la civilisation » (12). Cette déclaration fit grand bruit à l'époque. Tout le monde estima que Kissinger disait tout haut ce que les dirigeants américains pensaient tout bas, et cela malgré le démenti apporté aussitôt par Cyrus Vance, le secrétaire d'Etat, qui affirma : « La sécurité de l'Europe occidentale et celle des Etats-Unis sont indivisibles » (13).

Pour sa part, François Mitterrand prit à la lettre la déclaration de Kissinger : « Ce que l'on sait, pour le moment, affirmait-il en 1980, c'est que l'Alliance repose sur une fiction : l'intervention américaine en Europe en cas d'agression soviétique » (14).

La décision d'installer en Europe des Pershing 2 et des Cruise apparut à beaucoup comme la preuve de la volonté des Etats-Unis de sanctuariser leur territoire en le maintenant à l'abri d'un conflit sur le théâtre européen. Ronald Reagan, le 16 octobre 1981, laissa entendre qu'il envisageait effectivement une guerre limitée en Europe sans que les Etats-Unis fassent valoir l'argument de leurs forces stratégiques : « On peut envisager, fit-il remarquer, l'utilisation d'armes tactiques, des deux côtés, contre des troupes sur le champ de bataille européen, sans que cela amène l'une des grandes puissances à appuyer sur le bouton » (15). Devant les réactions suscitées en Europe par de tels propos, le Prési-

(11) Cité par le GRIP, *op. cit.*, p. 117.

(12) Cité par le GRIP, *op. cit.*, p. 169.

(13) Ibid.

(14) *Le Monde*, 31 juillet 1980.

(15) *Le Monde*, 21 octobre 1981.

dent des Etats-Unis crut devoir faire une mise au point réaffirmant la thèse officielle : « Suggérer que les Etats-Unis pourraient envisager une guerre nucléaire aux dépens de l'Europe est une tromperie délibérée. Le principe de la stratégie nucléaire américaine est qu'aucun agresseur ne doit croire que l'utilisation d'armes nucléaires en Europe pourrait raisonnablement être limitée à l'Europe » (16).

Quelques jours plus tard, dans une déclaration accordée au *Spiegel*, publiée le 2 novembre 1981, Brejnev affirme également qu'un conflit nucléaire qui éclaterait en Europe « prendrait inévitablement un caractère mondial » (17). Les discours officiels de Reagan et de Brejnev sont donc finalement en accord sur ce point : tout échange nucléaire en Europe dégénérerait en un affrontement total. On peut en effet penser que cette escalade est inscrite dans la logique même d'un conflit est-ouest.

L'illusion d'une guerre limitée.

Que la riposte puisse être graduée ne signifie pas que la guerre sera limitée. La « montée aux extrêmes » est la logique la plus vraisemblable de la graduation et elle implique la mondialisation du conflit. « Il faut affronter la réalité, écrit Franck Barnaby ; toute utilisation d'une arme nucléaire aboutirait par escalade à la guerre nucléaire mondiale pour laquelle l'ensemble des armes nucléaires disponibles, qu'elles soient tactiques ou stratégiques, seraient utilisées. Penser autrement aboutirait à supposer que des pays en guerre seraient susceptibles de capituler alors qu'ils disposeraient encore d'une partie de leur arsenal nucléaire » (18).

En réalité, un conflit limité en Europe ne serait limité que pour les Etats-Unis ; il ne le serait évidem-

ment pas pour l'Union soviétique. Dès lors que le territoire de celle-ci se trouverait directement menacé par la frappe des euro-missiles américains, il est dans la logique des choses que les dirigeants de Moscou fassent peser sur le territoire américain la menace de leurs armes stratégiques. Si l'on peut en effet penser que les Etats-Unis ne souhaitent nullement intervenir dans un conflit européen, il y a tout lieu d'estimer qu'ils y seraient entraînés malgré eux. Cela illustre de manière particulièrement significative que les armements fabriqués et déployés par les Etats finissent par échapper à leur contrôle politique. Tout se passe comme si ces armements avaient leur propre volonté et qu'ils étaient en mesure de l'imposer aux hommes. L'immense machinerie militaire fonctionnera de manière autonome selon ses propres mécanismes et n'obéira pas aux injonctions des hommes d'Etat. C'est exactement l'histoire de l'apprenti sorcier.

En réalité, il est illusoire de prévoir quels seraient les scénarios les plus rationnels dans le cas d'un conflit est-ouest à partir du moment où la première arme nucléaire — de quelque nature qu'elle soit — aurait été lancée. Les réactions des dirigeants comme celles des populations sont pratiquement imprévisibles. La seule chose qui peut être prévue, c'est qu'elles ont toutes chances de n'être pas rationnelles et, qu'en tous les cas, elles ne seront pas commandées par les prévisions des scénarios savamment mis au point par les états-majors. Toute prospective en matière de stratégie nucléaire devient très rapidement un exercice de science-fiction. Toutes les analyses théoriques tentant de définir les stratégies conçues aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest s'avèrent en fin de compte dérisoires pour la simple raison que la course aux armements ne correspond en réalité à aucune stratégie militaire ou politique.

Il reste que l'une des données constantes des analyses et des scénarios les plus vraisemblables est précisément que la destruction de l'Europe de

(16) *Le Monde*, 23 octobre 1981.

(17) *Le Monde*, 3 nov. 1981.

(18) *La Recherche*, n° 116, nov. 1980.

l'Ouest est pratiquement certaine dès lors que l'une ou l'autre des deux grandes puissances aurait décidé de recourir à l'arme nucléaire.

L'invasion de l'Afghanistan.

Mais il serait vain de considérer l'évolution militaire d'un éventuel conflit est-ouest sans se demander préalablement quels sont les scénarios **politiques** à travers lesquels un tel conflit pourrait être déclenché. Car il est plus important de discerner les probabilités politiques que d'évaluer les possibilités techniques.

La plupart des raisonnements s'échafaudent en s'appuyant sur l'hypothèse de travail selon laquelle l'Union soviétique serait déterminée à envahir l'Europe. L'un des arguments principaux utilisés pour tenter d'accréditer cette menace s'appuie sur l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge le 28 décembre 1979. Notons d'abord que cette invasion a **suivi** et non point **précédé** la décision de l'OTAN du 12 décembre d'installer de nouveaux missiles américains en Europe. Mais surtout le procédé qui consiste à prendre prétexte de l'invasion de l'Afghanistan pour avancer la preuve que l'Union soviétique menace d'envahir l'Europe relève de l'amalgame pur et simple et n'a d'autre but que de manipuler et d'intoxiquer l'opinion publique. Que l'invasion de l'Afghanistan manifeste clairement les visées expansionnistes et le caractère impérialiste du régime soviétique, c'est l'évidence même. Et c'est quelque chose que nous savons depuis toujours. Or, l'Afghanistan était depuis longtemps dans la zone d'influence de Moscou : l'intervention militaire de décembre 1979, pour injustifiable qu'elle soit, se trouve dans la logique interne à cette région. Cette intervention constituait une provocation à l'égard du monde prétendument libre, mais les Soviétiques savaient pertinemment qu'elle ne déstabiliserait pas

la situation internationale et qu'elle ne déboucherait pas sur un conflit militaire avec l'Ouest. Pour autant qu'on s'en tienne à l'analyse rationnelle des faits, la situation géo-politique de l'Afghanistan et de l'Union soviétique n'a strictement aucun rapport avec la situation géo-politique de l'Union soviétique et de l'Europe. Il faut donc être de mauvaise foi pour déduire la probabilité de la menace de l'invasion de l'Europe à partir de celle de l'Afghanistan. Et ceux-là mêmes qui organisent toute cette campagne de désinformation technique, dans le seul but de créer une psychose de guerre, le savent bien.

La situation en Pologne.

C'est le même procédé qui est utilisé lorsqu'on argumente à partir de la situation créée en Pologne. Là encore, la nature même des problèmes politiques, idéologiques, économiques et militaires qui se trouvaient posés par l'évolution de la crise polonaise n'est en rien comparable avec la nature des problèmes posés par les relations Est-Ouest. Les événements de Tchécoslovaquie en 1968 — pour ne pas remonter plus loin dans l'histoire de ces cinquante dernières années — ont montré que les Etats de l'Alliance Atlantique s'accommodaient assez bien des interventions de l'Union soviétique à l'intérieur des frontières de sa propre zone d'influence. Au demeurant, les Etats de l'OTAN n'ont point manifesté l'intention de renégocier les accords de Yalta (19).

(19) A l'heure où nous écrivons ces lignes, trois jours seulement après l'intervention de l'armée, nous ne saurions préjuger de l'évolution de la situation en Pologne. Nous ne pouvons savoir dans quelle mesure le peuple polonais pourra s'opposer par les méthodes de résistance non-violente au coup de force de l'armée. Il reste que tout recours à la violence serait désespéré. Mais l'alternative n'est pas, comme de nombreux commentateurs l'ont insinué, entre la résignation et la guerre civile. Elle est entre la résignation et la résistance par tous les moyens non-violents de non-coopération avec le pouvoir oppresseur.

Un empire éclaté.

Nous savons désormais que l'empire soviétique est « éclaté » et que son unité n'est maintenue que par la contrainte répressive d'un système policier. L'amiral Sanguinetti ne peut être démenti lorsqu'il écrit : « Si l'on croit que l'Union aurait déjà éclaté sans la vigilance coercitive du pouvoir central moscovite et que les autres nations du pacte de Varsovie ne sont maintenues dans le système que par la contrainte, alors il faut en tirer les conséquences logiques : les éléments avancés de l'armée rouge doivent être dans une position très inconfortable de troupes d'occupation. C'est une bien mauvaise base de départ pour de nouvelles conquêtes » (20).

Ainsi, le pouvoir soviétique se trouve-t-il confronté, à l'intérieur de ses propres frontières, aux tensions engendrées par le réveil des nationalismes au sein des peuples qu'il entend maintenir sous sa domination. Celle-ci a provoqué une véritable frustration nationale — y compris chez le peuple russe lui-même — et tout laisse à penser qu'un conflit est-ouest donnerait l'occasion à une large couche de la population soviétique de résister ouvertement aux dirigeants de Moscou. Il est raisonnable d'estimer que, dans une telle situation, les intérêts nationaux de chaque peuple l'emporteraient sur l'intérêt impérial de l'Etat soviétique.

Par ailleurs, on sait les difficultés économiques que connaissent les pays de l'Est — notamment dans le domaine agricole — et cela non plus n'incite pas les dirigeants de Moscou à prendre le risque d'une invasion de l'Europe de l'Ouest. Les liens commerciaux qui sont de plus en plus nombreux et diversifiés entre l'empire soviétique et le monde occidental constituent un élément de la coexistence pacifique.

(20) Antoine Sanguinetti, *op. cit.*, p. 79.

Nous sommes bien d'accord avec Jacques Julliard lorsqu'il écrit : « L'URSS est et sera de plus en plus une « stratocratie », c'est-à-dire un pouvoir militaire qui sacrifie délibérément les objectifs civils à l'accroissement indéfini de sa force dans des buts militaires » (21). Mais on peut se demander si cela ne contribue pas à affaiblir le pouvoir politique soviétique plutôt qu'à le renforcer, si cela ne concourt pas à accroître la vulnérabilité de la société soviétique plutôt qu'à la diminuer. D'ailleurs, la même analyse ne doit-elle pas être faite à propos des Etats-Unis, des Etats membres de l'OTAN et, en dernier ressort, de l'Etat français lui-même ? Mais c'est un fait que la société soviétique s'essouffle et se fatigue beaucoup plus que les sociétés occidentales pour suivre le rythme actuel de la course aux armements. Et cela donne beaucoup de crédibilité à la thèse selon laquelle les Etats-Unis veulent surtout, en relançant cette course, affaiblir l'économie soviétique et, par là-même, le pouvoir soviétique.

En outre, il faudrait tenir compte — curieusement, on oublie presque toujours de le faire — des relations sino-soviétiques. A maints égards, celles-ci sont beaucoup plus préoccupantes pour les dirigeants du Kremlin que les relations est-ouest. Les données géo-politiques rendent beaucoup plus probable — je ne dis pas certaine — une guerre sino-soviétique qu'une guerre est-ouest.

Les Soviétiques veulent-ils la guerre ?

Si l'on tient compte de toutes ces données, il devient clair que pour enlever aux dirigeants de l'URSS toute idée d'envahir l'Europe, il existe des arguments dissuasifs beaucoup plus importants que

(21) *Le Nouvel Observateur*, 29 août 1981.

l'armement occidental. Quand bien même il pourrait mener à bien l'invasion militaire des territoires des pays européens, l'Etat soviétique serait parfaitement incapable de réussir l'occupation politique à l'intérieur de ses nouvelles frontières. On peut très raisonnablement avancer que le régime soviétique aurait toute chance de se dissoudre lui-même dans une telle aventure. Il y a tout lieu de penser que les maîtres du Kremlin en ont parfaitement conscience.

Les dirigeants européens sont eux-mêmes bien obligés de reconnaître, au détour d'une déclaration ou d'un écrit, que la guerre ne figure ni dans les intentions ni dans les plans des Soviétiques. C'est ainsi qu'Helmut Schmidt déclarait en septembre 1979 : « Fondamentalement, la direction brejnevienne n'a pas pour but la guerre en Europe mais recherche le maintien d'une situation stable et sûre. Il n'y a, aussi loin que je puisse voir, aucune attitude offensive dissimulée derrière la politique russe » (22). Quant à François Mitterrand, après avoir évoqué la puissance militaire soviétique, il précise ainsi sa pensée : « Je n'en conclus pas que les Russes veulent la guerre. **Je crois même le contraire** » (23).

Il ne s'agit évidemment pas de s'installer pour autant dans une attitude de confiance naïve à l'égard de l'Union soviétique. Dans un mauvais pamphlet qui prétend stigmatiser « les aveugles de la détente », Jacques Julliard feint de croire que l'attitude de ceux qui s'opposent à la modernisation des armes nucléaires de théâtre de l'OTAN repose sur « la confiance aveugle dans les intentions pacifiques du Kremlin » et sur « un optimisme qui prétend remplacer l'analyse rigoureuse de la réalité » (24). Mais, là encore, de telles assertions ne sont pas

de nature à construire un débat, elles ne font qu'ins-truire un procès qui n'est en réalité qu'un procès d'intention. Nous ne sommes point assez sots pour entretenir cette « confiance » et pour nourrir cet « optimisme ». C'est également « l'analyse rigoureuse de la réalité » qui nous amène à n'avoir aucune confiance dans la politique militaire des Etats-Unis du président Reagan et de refuser l'optimisme simpliste qui fait croire à Jacques Julliard que l'accélération de la course aux armements, qui résulte inéluctablement des récentes décisions de l'OTAN, est capable de garantir la paix en Europe. Nous refusons de nous laisser aveugler par les bienfaits de la « Pax Americana ».

Un équilibre de plus en plus instable.

Il reste que nous devons retenir au nombre des hypothèses d'école — et donc des hypothèses de travail qui nous permettront de concevoir et de mettre en œuvre notre défense — que l'Union soviétique veuille un jour conduire des opérations militaires en direction de l'Europe de l'Ouest. A cet égard, nous pensons que la meilleure manière de dissuader les dirigeants soviétiques de s'aventurer à envahir l'Europe est de mettre en œuvre une défense populaire non-armée fondée sur les méthodes de résistance et d'action non-violentes (25).

La psychose entretenue par une certaine campagne de presse ne repose nullement sur la réalité de la menace soviétique. Elle est sans autre fondement que la manipulation des esprits à laquelle on veut procéder. Pourtant, si nous ne croyons pas à la volonté politique des dirigeants des deux blocs

(22) Cité par Antoine Sanguinetti, *op. cit.*, p. 43.

(23) François Mitterrand, *op. cit.*, p. 233.

(24) *Le Nouvel Observateur*, 29 août 1981.

(25) Sur la stratégie d'une défense populaire non-violente, cf. le Texte d'Orientation Politique du Mouvement pour une Alternative Non-Violente : « Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique », chap. IV, p. 87-119. (MAN. 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.)

de faire la guerre, cela ne signifie pas que nous estimions négligeable le risque d'une troisième guerre mondiale : ce risque est inscrit dans la logique interne de la course aux armements. Celle-ci se développe pour elle-même et par elle-même. Elle s'auto-alimente. La modernisation des armements n'est nécessaire que parce qu'elle est possible. Elle n'obéit en réalité à aucune nécessité stratégique ni même tactique, elle se fait au gré des avancées et des innovations technologiques. Or, la sophistication des armes est par elle-même un élément déstabilisateur de ce qu'on appelait naguère « l'équilibre de la terreur ». L'équilibre des forces que l'on prétend rechercher, et que l'on présente tout à fait indûment comme la garantie de la paix, est en réalité le véritable **moteur** de la course aux armements. Cet équilibre est toujours recherché vers le haut et, de ce fait, il est de plus en plus instable. Il est donc à craindre qu'à une certaine hauteur il y ait une rupture en quelque sorte naturelle de cet équilibre, et que la guerre éclate par le simple effet de la loi de la pesanteur.

La décision de déployer en Europe de nouveaux missiles américains illustre parfaitement ce phénomène. Elle constitue en réalité, par les nouveaux risques de conflit qu'elle engendre directement, un facteur de déstabilisation de l'Europe.

Le pacifisme en question.

La prise de conscience des nouveaux risques encourus du fait de l'accélération de la course aux armements nucléaires se trouve être la motivation centrale de celles et de ceux qui manifestent dans les rues des grandes villes occidentales afin d'intimer aux gouvernements l'ordre d'entendre enfin raison. Ce mouvement qui ne cesse de se développer en Europe de l'Ouest a reçu un nom : c'est le mouvement **pacifiste**.

Mais que signifie, dans notre langue et dans notre culture, ce mot de pacifiste ? Le « Petit Larousse » nous apprend que le pacifiste est un partisan de la paix, « au besoin à tout prix ». Le « Robert » qualifie le pacifiste de « partisan de la paix entre les nations », mais il ajoute : « Pris en mauvaise part, désigne un partisan de la paix à tout prix, un défaitiste ou une personne qui prétend établir la paix universelle par des moyens illusoires ». Quant au « Petit Robert », il précise que ce mot, « chez nous », est une « injure ». Force nous est de reconnaître, en effet, que l'opinion publique prend les mots de pacifiste et de pacifisme en mauvaise part et leur donne une signification essentiellement péjorative. Ces mots font partie de ceux en « iste » et en « isme » qui, dans notre langue, traduisent une malfaçon ou une perversion. Le pacifisme est à la paix ce que l'intellectualisme est au raisonnement intellectuel, ce que le simplisme est à la simplicité, ce que le sentimentalisme est au sentiment, etc.

Les mots ont une histoire qui nous impose leur signification sans qu'il nous soit loisible de la redéfinir à notre gré. Dans notre langue, le pacifiste est celui qui préfère n'importe quelle paix à n'importe quelle guerre. On l'accusera donc de préférer se rendre plutôt que de se battre. Au mieux, consentira-t-on à saluer la générosité, la bonne foi, les bons sentiments des pacifistes mais ce ne sera que pour récuser plus facilement leur attitude au nom du réalisme et de la responsabilité. Dans « L'argent, suite », Péguy a stigmatisé le pacifisme comme une faiblesse de caractère qui fait accepter toutes les redditions sous prétexte de refuser la guerre : « L'idée de la paix à tout prix, l'idée centrale du pacifisme (car je lui donne un centre) c'est que la paix est un absolu, c'est que la paix est même le premier des absolus, c'est que la paix a un prix unique, à ce point que mieux vaut une paix dans l'injustice qu'une guerre pour la justice. C'est

diamétralement le contraire du système des Droits de l'homme où mieux vaut une guerre pour la justice qu'une paix dans l'injustice » (26).

Pour l'opinion publique européenne, l'idéologie de la paix à tout prix c'est l'idéologie qui a prévalu à Munich en septembre 1938 et au nom de laquelle les démocraties occidentales, sous prétexte d'éviter la guerre avec l'Allemagne nazie, cédèrent devant Hitler et acceptèrent l'annexion des Sudètes par l'Allemagne. Le risque, en effet, est toujours grand de réduire la paix à l'absence de guerre. Ce n'est pas la paix qui est le plus important mais la justice. Si le choix n'était qu'entre la paix dans l'injustice et la guerre pour la justice, alors mieux vaudrait choisir la guerre. « Je préférerais mille fois, affirmait Gandhi, prendre le risque de recourir à la violence plutôt que de voir émasculer toute une race » (27).

Le pacifisme procède d'une vision idéaliste et moraliste de l'histoire. Le discours pacifiste est tenu en un lieu a-historique où sont absentes les contraintes de l'action. Le pacifisme condamne la guerre mais il s'avère impuissant à faire la paix. Le pacifisme est un exorcisme. « Il a cent fois démontré la cruauté et l'absurdité des guerres, écrit Gaston Bouthoul. En parlant sans cesse de leurs horreurs, il espère empêcher les gens d'y succomber. (...) Le pacifisme plaintif est toujours émouvant, mais jamais déterminant. Il réussit toujours à attendre, jamais à entraîner. Quand donc

(26) Péguy, *L'argent, suite*, œuvres en prose, 1909-1914, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1961, p. 1252.

(27) Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, Gallimard, coll. « Idées », Paris, 1969, p. 179.

Gandhi précisait ainsi sa pensée : « Je n'hésite pas à dire que là où le choix existe seulement entre la lâcheté et la violence, il faut se décider pour la solution violente. (...) J'aimerais mieux que l'Inde défendît son honneur par la force des armes plutôt que de la voir assister lâchement et sans se défendre à sa propre défaite. Mais je n'en crois pas moins que la non-violence est infiniment supérieure à la violence ». Id. p. 182-183.

le chœur des pleureuses a-t-il interrompu une bataille ? » (28).

Restant ainsi prisonnier de son refus, le pacifisme est condamné à ne s'exprimer que sur le registre de la protestation, de la dénonciation, de la lamentation et de l'anathème. Son vœu ne peut être qu'un vœu pieux. Il relève d'une morale de conviction et se trouve incapable d'atteindre une morale de responsabilité. « Si l'idéalisme pacifiste, écrit Emmanuel Mounier, est sans prise sur l'histoire, c'est qu'il se perd à imaginer un **état** de paix, au lieu de faire les **actes** de paix requis ici et aujourd'hui par le monde tel qu'il va. (...) Faire appel à une sentimentalité vague ou à des rêves utopiques au lieu de nettoyer ces forces de guerre, nous reconnaissons ici la manière dont l'idéalisme moralisant gâche les hommes et l'action dans des satisfactions de conscience et un « spirituel » sans efficace » (29).

Refuser à la fois l'esclavage et la mort.

La guerre ne mérite pas seulement une **condamnation**, elle exige une **alternative**. Et, précisément, le pacifisme n'offre point d'alternative lorsqu'il s'agit pour les peuples de défendre leurs droits face à une agression. C'est pourquoi le pacifiste est accusé d'avoir peur de se battre et d'avoir l'indignité de préférer l'esclavage à la mort. On peut d'ailleurs s'interroger sur la véritable signification de cet héroïsme supposé patriotique par lequel il conviendrait de préférer la mort à l'esclavage. Entre l'esclavage et la mort, nous ne pouvons évidemment préférer ni l'un ni l'autre mais seulement choisir de lutter contre les deux à la fois. Ensuite, on peut

(28) Gaston Bouthoul et René Carrère, *Sauver la guerre*, Grasset, Paris, 1961, v. 180-181.

(29) Emmanuel Mounier, *Manifeste au service du personnalisme*, œuvres, tome I, Le Seuil, Paris, 1961, p. 630.

raisonnablement estimer que la défaite de l'esclavage est un moindre malheur que l'échec de la mort. Car la première peut ne pas être définitive tandis que la seconde a toute chance de l'être. L'expérience ne montre-t-elle pas qu'il est plus facile de se libérer de l'esclavage que de se libérer de la mort?... En ce sens, on peut estimer saine la provocation de ceux qui proclament préférer « être plutôt rouge que mort ». C'est ce que ne semble pas avoir compris Alain Griotteray, l'un des éditorialistes du « Figaro Magazine » qui, semblant craindre que les Français ne tombent à leur tour dans les bas-fonds du pacifisme, s'interroge en ces termes : « Après tout, peut-être pour la majorité des Français d'aujourd'hui vaut-il mieux vivre à genoux que d'imaginer qu'on puisse mourir debout ? » (30).

La peur des uns ou celle des autres ?

A lire les articles que les journaux français publient pour tenter d'expliquer à leurs lecteurs le « pacifisme » qui se développe en Europe, on croirait qu'un des éléments essentiels sur lesquels repose la dynamique de ce mouvement est la peur d'une guerre nucléaire qui aurait toute chance d'être la dernière guerre mondiale. Ainsi, dans « le Figaro » du 26 octobre 1981, le député RPR Jacques Baumel croit-il pouvoir comprendre le mouvement dit pacifiste en affirmant : « La seule explication n'est ni logique, ni politique. Elle est viscérale et irrationnelle : c'est la peur, la peur de mourir. Plutôt l'occupation que la défense. Plutôt devenir rouge que mort. Le mouvement de la peur nucléaire s'étend déjà à l'Europe ». Cette explication n'a évidemment d'autre but que de porter le discrédit sur un mou-

vement qui commence à inquiéter sérieusement les partisans de l'ordre occidental. La peur, en effet, a mauvaise réputation et n'est point une motivation noble.

En outre, pareille argumentation sous-entend que les autres, c'est-à-dire ceux qui justifient l'accélération de la course aux armements, seraient indemnes de toute peur, qu'ils auraient le courage de prendre les risques nécessaires pour la sauvegarde de la liberté et de la paix. Mais si l'on prête davantage attention aux réactions des uns et des autres, on s'aperçoit que la peur est bien davantage du côté de ceux qui ont besoin de se cacher derrière des bombes atomiques pour se croire en sécurité. Ce sont précisément ceux-là qui refusent de prendre le risque de la paix et qui prennent aveuglément celui de la guerre. Nous avons déjà souligné que toute la campagne de désinformation sur la menace soviétique n'a d'autre but que de créer la peur.

Que ceux qui dénoncent l'escalade de la course aux armements aient conscience des risques encourus et du péril qui menace l'humanité tout entière, c'est certain et c'est heureux. Mais cela ne signifie nullement que c'est la peur qui les fait parler et agir. La conscience lucide du danger fait au contraire déjà reculer la peur. « En Belgique, remarque Gérard Ugeux, membre de la coordination belge anti-missiles, nous refusons de mobiliser en nous basant sur le réflexe de la peur. Nous évitons le langage de l'apocalypse ou des témoins de Jéhovah même si nous diffusons des films qui, par exemple, décrivent les conséquences concrètes, humaines, d'une attaque nucléaire. Nous essayons de prouver à la population qu'elle a son mot à dire » (31). Il ne s'agit pas de faire peur mais, au contraire, de faire prendre conscience.

(30) Le Figaro Magazine, 24 oct. 1981.

(31) Interview publiée par Non-Violence Politique, nov. 1981.

Ce n'est donc certainement pas par hasard que le mouvement de protestation contre la course aux armements est qualifié de « pacifiste ». Cette qualification procède manifestement de la volonté de le disqualifier déjà en le **nommant**. Il est vrai que certains protestataires se qualifient parfois eux-

mêmes de « pacifistes », car le mot n'a pas la même résonance dans leur langue qu'en français. Il reste que cette qualification est parfaitement impropre et qu'elle est de nature à tromper l'opinion publique en entretenant quantité de confusions, d'équivoques et de malentendus. On comprend alors



Bonn, le 10-10-81.

l'indignation de Martin Niemoeller, l'ancien prisonnier d'Hitler (32), qui affirme : « Je suis très mécontent de la façon dont les media occidentaux rendent compte de ce qui m'apparaît comme une des plus grandes promesses politiques actuelles : il ne s'agit pas, comme on le prétend, d'un courant défaitiste qui viserait à la « finlandisation » de l'Allemagne occidentale » (33).

Un mouvement orchestré par l'URSS ?

Il est constamment reproché aux « pacifistes » de se faire consciemment ou inconsciemment les instruments de la propagande soviétique en se laissant manipuler par les colombes du KGB. Les succès obtenus par le mouvement « pacifiste » seraient donc à mettre au compte du travail de sape des agents soviétiques qui auraient réussi à subvertir tous les naïfs et les faibles d'esprit que compte l'Occident. « Les grandes orgues de la propagande soviétique, écrit le général belge Robert Close, entonnent leur morceau de bravoure habituel en s'attachant à convaincre l'opinion européenne qu'il est déraisonnable sinon insensé de se donner les moyens d'une défense crédible » (34). Il est sûr que tous ceux qui, en Europe de l'Ouest, font un « bilan globalement positif » de la société soviétique n'auront point la même énergie pour dénoncer le militarisme de l'URSS que pour condamner celui des Etats-Unis. Il est dans la nature des choses que leur engagement unilatéral soit une des données du mouvement dit pacifiste. C'est un fait dont il s'agit d'être conscient afin de ne pas en être dupe. Il est non moins certain, par ailleurs, que les Soviétiques s'accommodent fort bien de

toutes ces protestations qui s'élèvent en Europe de l'Ouest contre le militarisme américain et qu'ils s'efforcent évidemment d'en faire un argument de leur propagande et de leur diplomatie. Encore un fait dont il faut être conscient pour ne pas en être dupe.

Il importe de dénoncer le **système des deux blocs** car c'est lui qui risque de conduire le monde à sa perte. Et il est trop clair que les responsabilités de l'URSS dans le maintien de ce système ne sont pas moindres que celles des Etats-Unis. A ce niveau de l'analyse, aucune préférence n'est possible et la contestation ne peut pas être unilatérale. Il reste que les peuples de l'Europe de l'Ouest ne sont pas confrontés de la même manière aux deux puissances hégémoniques en présence. Ils ont à se défendre contre l'hégémonisme soviétique mais ils ont à se libérer de l'hégémonisme américain. Les armes nucléaires américaines menacent plus immédiatement et plus sûrement la souveraineté des peuples de l'Europe de l'Ouest que les missiles soviétiques. « Ce que nous voulons, affirme Martin Niemoeller, c'est ne pas laisser notre destin national au bon plaisir des deux Grands, aux hasards d'une négociation entre eux. Nous ne voulons pas, en cette affaire, être traités par les Etats-Unis comme une simple colonie dont le sort est déterminé par une lointaine métropole » (35). Le levier dont disposent aujourd'hui les citoyens des pays occidentaux pour desserrer l'étau des deux blocs ne peut agir que sur le bloc américain. C'est le seul sur lequel ils peuvent avoir une prise directe puisque leur propre gouvernement en fait partie.

Au demeurant, dans les circonstances présentes, seule une initiative unilatérale est susceptible d'amorcer de véritables négociations sur le désarmement. Après l'échec flagrant de toutes les autres méthodes, la seule manière de briser le cercle

(32) Le pasteur Niemoeller fut l'un des principaux animateurs de la résistance au nazisme et cela lui valut d'être détenu en prison puis en camp de concentration pendant huit années.

(33) *Le Monde*, 27 août 1981.

(34) *Le Soir*, 12 déc. 1979.

(35) *Le Monde*, 27 oct. 1981.

vicieux de la course aux armements est de prendre soi-même le risque de la paix. En regard du risque imbécile de la guerre nucléaire, ce risque-là apparaît étonnamment intelligent.

La France ayant quitté les organismes intégrés de l'OTAN en 1966, elle n'a pas participé à la décision de déployer de nouveaux missiles américains en Europe et elle ne prend aucune part à sa mise en œuvre. C'est la raison pour laquelle Valéry Giscard d'Estaing s'était abstenu de toute prise de position sur cette affaire. En juillet 1980, François Mitterrand s'était dit « très étonné du silence du Président de la République sur ce sujet, qu'il semble ou ignorer ou mésestimer » (36). La France, en effet, ne saurait se réfugier dans le silence alors que se joue la sécurité de l'Europe. Si elle ne fait plus partie de l'OTAN, elle fait toujours partie de l'Europe et ne saurait rester à l'écart d'un conflit Est-Ouest qui éclaterait sur le théâtre européen.

Le nouveau Président de la République était donc en droit de s'exprimer publiquement sur la question des euro-missiles et ses propos ne peuvent être considérés comme des ingérences. En revanche, nous sommes en droit de nous étonner de la nature de ses propos.

Dès le 24 mai 1981 — quatre jours seulement après son installation à l'Élysée — François Mitterrand recevait le chancelier de l'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt. Le problème des euro-missiles fut un des principaux sujets discutés par les deux hommes d'État qui purent conclure à un accord total sur cette question. A la fin des entretiens franco-allemands du 13 juillet 1981, François Mitterrand déclarait : « Je crois chercher la charnière exacte — qui n'est pas facile à trouver — entre l'équilibre des forces Est-Ouest et la nécessité de la négociation » (37). Malheureusement, d'autres déclara-

tions du Président de la République donnent incontestablement la priorité au réarmement sur la négociation. C'est ainsi que, dans une interview donnée à l'hebdomadaire ouest-allemand **Stern**, François Mitterrand, après avoir condamné le neutralisme et réaffirmé qu'il n'acceptait pas la rupture de l'équilibre des forces dans le monde qui, selon lui, a été opérée par l'installation des SS-20, déclarait : « J'admets qu'il faille armer pour retrouver le point d'équilibre. A partir de là, il faudra négocier » (38). Voilà qui est clair et sans équivoque. On ne saurait apporter à la course aux armements une justification plus efficace. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, a confirmé cette thèse au cours de son allocution, le 14 septembre 1981, devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale. « De telles négociations, a-t-il affirmé, ne sont possibles, notamment au niveau de l'enjeu européen, que s'il existe au préalable un équilibre des forces. Si cet équilibre est rompu, ce qui est le cas aujourd'hui, il convient de le rétablir, ainsi que l'a précisé le Président de la République, avant que puisse s'engager une discussion sur le fond » (39).

« Schmidterranda ».

François Mitterrand n'a donc pas hésité à affirmer son entière solidarité avec Helmut Schmidt, plutôt qu'avec « son ami » Willy Brandt qui donne précisément la priorité aux négociations. « Schmidterranda » : c'est le quotidien **Die Welt** qui lançait la formule le 13 juillet 1981, à l'occasion de la venue à Bonn du Président de la République française, pour illustrer l'entente très cordiale de ce dernier avec le chancelier de l'Allemagne fédérale. Les dirigeants ouest-allemands n'ont pas manqué d'exploiter les

(36) **Le Monde**, 31 juillet 1981.

(37) **Le Matin**, 14 juillet 1981.

(38) **Le Monde**, 10 juillet 1981.

(39) Revue de la Défense nationale, oct. 1981, p. 20.

prises de position de François Mitterrand pour combattre les adversaires de l'installation des nouveaux missiles américains en Europe. M. Genscher, ministre des Affaires étrangères, est allé jusqu'à affirmer que si l'Allemagne fédérale adoptait la politique préconisée par les « pacifistes », cela conduirait à une confrontation « avec la France qui est notre partenaire le plus proche et le plus important » (40).

En ce qui concerne les relations Est-Ouest, François Mitterrand s'est donc purement et simplement aligné sur la position de l'OTAN déterminée par les Etats-Unis. **Le Monde**, dans son éditorial du 25 juillet 1981, notait qu'« il fallait remonter loin dans l'histoire des relations internationales (...) pour trouver tant d'harmonie entre Paris, Londres et Washington, du moins en ce qui concerne les relations avec Moscou ». Et il faisait cette remarque étrangement significative : « Les dirigeants les plus conservateurs du monde en sont d'accord ». Pour confirmer cette harmonie, **le Monde** rapporte les propos de Reagan au **New York Times**, après le sommet d'Ottawa : « M. Mitterrand a parlé comme moi » et ceux de Mme Thatcher qui s'est félicitée, devant la Chambre des Communes, de la prise de position « ardente et robuste » du président français pour le renforcement de l'alliance atlantique.

La défense des valeurs humanistes.

Dans une interview au **Nouvel Observateur**, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, justifiait l'importance fondamentale que le gouvernement français attache à son appartenance à l'Alliance atlantique par le fait que celle-ci est « la défense commune de valeurs de civilisation humaniste auxquelles nous autres socialistes sommes fondamen-

talement attachés » (41). L'histoire est là cependant pour nous faire douter que, sous la conduite des Etats-Unis, l'Alliance atlantique ait toujours mené une politique effectivement fondée sur le respect de ces valeurs humanistes auxquelles les socialistes sont attachés. Les propos du ministre des Relations extérieures donnent à penser que les socialistes ont la mémoire particulièrement sélective...

Pour mieux manifester sa solidarité avec l'Alliance atlantique, Claude Cheysson n'a pas manqué une occasion de stigmatiser le mouvement de protestation contre la militarisation américaine de l'Europe de l'Ouest. Après avoir exprimé sa « stupéfaction » devant le développement en Angleterre de ce qu'il appelle un « courant neutraliste », le ministre français affirme qu'il existe en Europe « un danger de neutralisme » : « C'est la traduction, précise-t-il, d'une volonté d'abandon, d'une fatigue immense, cela me désespère. En France, je vois beaucoup moins ce danger. C'est un signe de santé tout à fait remarquable » (42). Revenant sur ces propos le 31 mai 1981, Claude Cheysson précisera la conception qu'il se fait du neutralisme : « Ce n'est pas une politique, c'est la traduction d'un abandon, d'une lassitude, d'un mal à l'estomac, et cela est dramatique » (43). On le voit, la diplomatie socialiste française ne semble pas tout à fait en mesure de discerner la véritable signification des mouvements d'opinion qui s'expriment en Europe. Enfin, Claude Cheysson n'a pas hésité à s'ingérer directement dans les affaires intérieures de la Grande-Bretagne en affirmant, le 10 septembre 1981, à la télévision britannique, que la politique de désarmement préconisée actuellement par les travaillistes « ne pourrait jamais être appliquée, comme chacun le sait » (44).

(41) **Le Nouvel Observateur**, 4 juillet 1981.

(42) **Le Monde**, 28 mai 1981.

(43) **Ibid.**, 2 juin 1981.

(44) **Ibid.**, 12 sept. 1981.

(40) **Le Monde**, 17 juillet 1981.

On comprend, dès lors, les propos amers de Martin Niemoeller : « Les socialistes français me déçoivent profondément ; ils participent, eux aussi, de la politique de démission généralisée face au républicain Reagan et au social-démocrate Schmidt » (45).

Refuser la logique des deux blocs.

Ce qui prévaut encore dans la France socialiste officielle, c'est l'idée selon laquelle la menace pour l'Europe ne vient que de l'existence, à l'Est, du bloc soviétique et que la seule manière de faire face à cette menace est de faire partie de l'autre bloc. Cette conception de notre sécurité est parfaitement archaïque. Elle est non seulement en retard d'une guerre, elle est en retard d'une paix. Aujourd'hui, pour l'Europe, la menace est directement liée à la logique même qui régit le système des deux blocs. Et, précisément, les dirigeants socialistes français étaient, parmi les dirigeants européens, les mieux placés pour prendre des initiatives diplomatiques visant à réduire la double pression exercée sur l'Europe par les deux blocs. Pour être crédibles et opérationnelles, ces initiatives proposant une réelle maîtrise de la course aux armements en Europe devaient prendre appui sur une logique **extérieure** à celle des deux blocs, puisque c'est elle qui nous conduit aujourd'hui dans une impasse.

Faut-il, pour cela, que la France sorte de l'alliance atlantique ainsi que le préconise l'amiral Sanguinetti (46) ? La question doit être posée et une

réponse positive envisagée à moyen terme. Mais nous ne pensons pas que le départ de l'Alliance atlantique s'impose immédiatement comme un préalable à une politique visant à dégager l'Europe de l'emprise des deux blocs. Une telle décision n'aurait pas que des avantages si elle intervenait brutalement, dans la mesure où elle impliquerait une détérioration des relations franco-américaines et créerait des tensions au sein de la communauté européenne. Pour l'heure, le fait que la France ait quitté l'OTAN devrait suffire aux dirigeants socialistes pour mener une politique étrangère indépendante des deux blocs et visant à casser leur hégémonie. François Mitterrand a sans aucun doute manqué l'occasion qui lui était offerte de prendre, dès son arrivée à l'Elysée, l'initiative de convoquer à Paris une conférence pour la réduction des forces conventionnelles et nucléaires en Europe, lieu idéal pour amorcer de véritables négociations sur les euro-missiles.

Malheureusement, par son alignement sur la position du bloc atlantique, le Président de la République française s'est lui-même discrédité et il n'est plus guère qualifié pour s'entremettre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. La proposition qu'il fit, au cours de sa conférence de presse du 24 septembre 1981, d'ouvrir à Paris de « grandes négociations sur le désarmement » ne pouvait pas être de nature à susciter une nouvelle dynamique dans les relations Est-Ouest.

De l'affrontement Est-Ouest au dialogue Nord-Sud.

Une autre raison déterminante aurait dû amener le Président de la République française à refuser la logique des deux blocs qui prévaut dans les relations Est-Ouest, c'est que cette logique domine également les relations Nord-Sud. François Mitterrand a tenu à affirmer, à de nombreuses reprises,

(45) *Ibid.*, 27 oct. 1981.

(46) Antoine Sanguinetti écrit à ce sujet : « Pour nous autres Européens qui voulons la paix pour avoir beaucoup souffert dans les guerres précédentes, c'est de l'Alliance atlantique qu'il convient de sortir et c'est avec la politique des blocs qu'il faut rompre. Il faut nous dégager des deux blocs militaires qui servent aux deux Grands d'instrument de recherche de l'hégémonie mondiale », *op. cit.*, p. 47.

que la France socialiste devait parler un autre langage et conduire une autre politique à l'égard des peuples du Tiers-Monde. Des initiatives heureuses ont été prises — qu'il s'agisse de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador ou de l'appel de Mexico — qui manifestent clairement la volonté du chef de l'Etat français de se démarquer dans ce domaine de la politique menée par les USA. Il a bien exprimé, lors de son voyage à Mexico en octobre 1981, la nécessité pour les peuples dépourvus à la fois de puissance et de richesse de conquérir leur liberté et leur souveraineté et d'agir pour leur propre développement sans que leurs efforts soient entravés par les ingérences des deux blocs rivaux. « Les pays les plus faibles et les plus pauvres, a-t-il déclaré le 19 octobre 1981, ne peuvent rester, sans danger pour l'ensemble du monde, l'objet passif d'un conflit entre les très grandes puissances » (47). Et le lendemain, dans son appel de Mexico, il a affirmé : « L'antagonisme Est-Ouest ne saurait expliquer les luttes pour l'émancipation des damnés de la terre, pas plus qu'il n'aide à les résoudre » (48).

Il ne peut y avoir, en effet, de véritable dialogue Nord-Sud tant que durera l'actuel affrontement Est-Ouest. Il existe notamment un lien direct entre le surarmement des pays développés et le maldéveloppement des pays pauvres. Il ne sera possible de rendre justice à ceux-ci que si ceux-là renoncent à la course aux armements. On est donc en droit de s'étonner de la contradiction qui existe dans la politique de François Mitterrand entre l'assentiment fervent qu'il donne à Ronald Reagan dans le domaine des relations Est-Ouest et l'opposition déterminée qu'il entend lui apporter dans le domaine des relations Nord-Sud. Il y a bien contradiction dans la politique du Président français parce qu'il

y a bien cohérence dans la politique du Président américain. Le chef de l'Etat français a tenté d'expliquer, lors de sa conférence de presse du 24 septembre 1981, qu'il n'y avait aucun illogisme dans son attitude parce que tout simplement « sa logique était celle de son pays, celle de la France ». Mais, précisément, « la logique de la France » serait de s'opposer à Reagan aussi bien lorsqu'il prétend rétablir l'ordre américain en Amérique latine que lorsqu'il prétend maintenir la paix américaine en Europe.

Puissance militaire et force politique.

Comment expliquer cette erreur de François Mitterrand ? Une explication partielle peut être avancée. Il avait naguère reproché vivement à Valéry Giscard d'Estaing d'être allé rencontrer Brejnev à Varsovie et d'avoir ainsi conforté la position de l'agresseur de l'Afghanistan. Il avait estimé que cette rencontre avait été une faute parce qu'elle avait été une démonstration de faiblesse. Dès lors, le nouveau Président de la République se devait de faire preuve de fermeté et d'intransigeance à l'égard de l'Union soviétique, et il semble qu'il ait choisi l'affaire des SS-20 pour cela. Mais, ce faisant, il cédait à l'illusion selon laquelle c'est la puissance militaire qui engendre la force politique. En réalité, il fallait beaucoup plus de force politique pour prendre l'initiative d'une négociation sur le désarmement que pour justifier la course aux armements. Que le chef de l'Etat français n'ait pas eu cette force, c'est précisément ce que nous regrettons. Il s'est laissé aller à prendre la position la plus facile et c'est toujours la faiblesse qui conduit à la facilité.

A travers la question des euro-missiles soviétiques et américains se trouve également posée la question de la crédibilité des euro-missiles français. Il

(47) *Le Monde*, 21 oct. 1981.

(48) *Ibid.*, 22 oct. 1981.

est étonnant que presque tout le monde feigne de ne pas s'en apercevoir. Certes, la thèse officielle, élaborée par de Gaulle et reprise tardivement par François Mitterrand, veut que face à la menace soviétique, la dissuasion française assure elle-même la « sanctuarisation » du territoire national. La France prétend donc être totalement indépendante dans la conception et la mise en œuvre de sa défense. Le Premier ministre a clairement réaffirmé ce principe : « Conduit à rechercher une défense militaire indépendante, notre pays a mis en place une puissance nucléaire dont il n'est redevable à personne » (49).

En réalité, on ne peut imaginer le scénario d'un conflit où seuls les Français et les Soviétiques se trouveraient opposés. Pour des raisons de géopolitique élémentaire, il est dans la nature des choses qu'un conflit qui éclaterait en Europe serait généralisé. La France se trouverait donc impliquée dans les décisions politiques et militaires de l'Alliance atlantique avec laquelle d'ailleurs elle affirme toujours son entière solidarité. Dès lors, la thèse officielle d'une dissuasion nationale indépendante se dilue dans l'Alliance et perd sa consistance. François Mitterrand ne le reconnaît-il d'ailleurs pas lui-même lorsqu'il affirme : « Il y a aujourd'hui antinomie entre la stratégie fondée sur l'unique défense du sanctuaire national et la stratégie fondée sur l'Alliance » (50) ?

L'importance que les dirigeants français attachent à la modernisation des missiles américains déployés en Europe laisse penser que ceux-ci sont nécessaires à la défense même de la France. Cela est de nature à faire douter de la crédibilité de notre propre système de défense. Une réflexion que

François Mitterrand a laissé échapper est particulièrement suggestive à cet égard : « J'admets, affirme-t-il, que les Pershing soient insupportables pour les Russes. J'attends que les Russes comprennent que les SS-20 sont insupportables pour la France ». Est-ce à dire que notre force de dissuasion n'est pas en mesure de « supporter » la menace des SS-20 ? Faut-il comprendre que la France a besoin des Pershing pour se protéger elle-même des missiles soviétiques ? Faut-il comprendre que la France ne possède pas les armes nécessaires à faire subir à l'Union soviétique des destructions suffisamment importantes pour qu'elles paraissent inacceptables ?

La crédibilité de la dissuasion française mise en question.

Après avoir tenté d'établir quelle était, selon lui, la vérité sur « le rapport des forces » entre les Américains et les Soviétiques, François Mitterrand, au cours de sa conférence de presse du 24 septembre 1981, concluait son exposé laborieux par ces simples mots : « On s'y perd ». Il ajoutait : « Si l'on doit attendre pour négocier de savoir à quel moment celui-ci aura lancé la balle plus haut que l'autre, on ne négociera jamais ». Ces propos sont la sagesse même. Mais alors nous sommes en droit de nous demander pourquoi François Mitterrand lui-même tourne ostensiblement le dos à cette sagesse en faisant de l'équilibre des forces le fondement même de la paix et le préalable nécessaire à toute négociation sur le désarmement (51).

(49) Discours de Pierre Mauroy prononcé le 14 septembre 1981 devant l'IHEDN, revue de la Défense nationale, oct. 1981, p. 21.

(50) François Mitterrand, *Ici et maintenant*, op. cit., p. 233.

(51) « Le débat armement-négociation, affirme François Mitterrand, doit s'ordonner autour de cette notion fondamentale : seul l'équilibre des forces préserve la paix. » (Conférence de presse du 24 septembre 1981.) « L'équilibre des forces, déclare de son côté Pierre Mauroy, est, au minimum, indispensable pour prévenir la guerre, et surtout mieux organiser la paix. » op. cit., p. 21.

Il est certain, par ailleurs, que la France ne peut prétendre rechercher par elle-même l'équilibre des forces face à un adversaire potentiel comme l'Union soviétique. La stratégie française demeure donc celle de la « dissuasion du faible au fort », ce qui signifie que le faible peut avoir la « capacité suffisante » de dissuader le fort. La stratégie de la France repose donc ouvertement sur le déséquilibre des forces. Il existe donc un formidable paradoxe dans le fait que les dirigeants français ne cessent de répéter que la paix ne peut reposer que sur l'équilibre des forces, alors même que la stratégie française repose entièrement sur le déséquilibre des forces. Pourquoi faut-il tant s'alarmer d'un prétendu déséquilibre des forces entre l'URSS et l'OTAN alors que nous nous accommodons fort bien d'un déséquilibre incontestable entre la France et l'URSS ? Tout se passe, en fin de compte, comme si la France avait besoin des armes nucléaires américaines pour que celles-ci assurent l'équilibre des forces que nos propres armes ne peuvent pas assurer.

Dissuadés de dissuader.

Le général Gallois s'efforce de sauvegarder les apparences en affirmant, à propos de l'installation des euro-missiles américains : « La France se trouve en dehors de toute cette opération ». Il ajoute : « Mais si, par exemple, cent cinquante ogives nucléaires de SS-20 s'abattaient sur le territoire français pour détruire nos moyens de défense classiques, dont les emplacements sont connus, cela légitimerait une riposte à partir de nos sous-marins » (52). Ce que le général Gallois oublie

fâcheusement de dire, c'est que cette riposte nous vaudrait les représailles massives de l'Union soviétique : la France se trouverait vitrifiée dans le quart d'heure suivant. Nous sommes donc bel et bien pris au piège de la dissuasion et nous nous trouvons dissuadés de dissuader...

Le général Buis essaie, lui aussi, de sauver les apparences. Evoquant la bataille nucléaire livrée sur le théâtre européen et les ravages qui en résulteraient des deux côtés, il en conclut que l'Europe de l'Ouest, ne pouvant compter sur l'engagement stratégique des Etats-Unis, est « nue ». Il ajoute : « La France, qui s'est fondée en sanctuaire, regarde » (53). Mais dans l'hypothèse — laquelle, redisons-le, n'est nullement probable — où l'Union soviétique aurait décidé de s'engager dans un conflit nucléaire en Europe, il n'y a aucune raison qu'elle respecte le sanctuaire français. Contrairement à ce que laisse croire le général Buis, les dirigeants de Moscou savent très bien qu'ils n'ont pas à craindre l'engagement stratégique de la France puisqu'ils sont en mesure de le neutraliser par la menace de représailles massives capables de détruire plusieurs fois notre pays. Le député socialiste, Georges Sarre, s'illusionne donc deux fois lorsqu'il croit pouvoir écrire : « C'est tout le sens de notre force de dissuasion indépendante que d'empêcher un conflit sur notre sol. L'empêchant en France, nous avons de sérieux atouts pour l'empêcher en Europe » (54).

On voit que les logiques de nos stratèges finissent toutes par s'embrouiller et qu'en fin de compte, la seule logique cohérente est celle d'une

(52) Général Gallois, *op. cit.*

(53) *Le Nouvel Observateur*, 24 oct. 1981.

(54) *Le Monde*, 17 nov. 1981.

course aux armements qui emporte malgré elles toutes les nations vers une guerre nucléaire totale où elles périront toutes ensemble.

C'est un fait que la France n'est pas véritablement touchée par le mouvement pour le désarmement nucléaire qui se développe en Europe de l'Ouest. La raison majeure en est certainement qu'aucun euro-missile américain ne doit être installé sur notre territoire national. Le réflexe nationaliste est l'un des ressorts principaux du mouvement dit pacifiste. En demandant le désarmement, les manifestants demandent l'indépendance. Car, avant de menacer la sécurité des peuples de l'Europe de l'Ouest, les euro-missiles américains portent atteinte à leur souveraineté nationale en les mettant dans une situation de dépendance directe vis-à-vis des Etats-Unis. En France, le réflexe nationaliste ne se trouve pas provoqué par une ingérence directe des Etats-Unis dans la conduite de notre politique de défense. Il ne fait guère de doute que, si la décision prise par l'OTAN en 1979 avait impliqué l'installation de Pershing et de Cruise sur notre territoire, la gauche française se serait retrouvée unanime pour dénoncer un inacceptable abandon de souveraineté au profit de la puissance américaine. Seulement voilà, les euro-missiles installés sur notre territoire sont français et le réflexe nationaliste joue en leur faveur.

Il semble pourtant que ni les dirigeants socialistes, ni les media n'ont convaincu les Français que le mouvement dit pacifiste était condamnable. Selon un sondage publié en novembre 1981, une majorité de Français porterait sur ce mouvement un jugement positif. A la question : « Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les manifestations pacifistes qui se déroulent actuellement en Europe ? », 55 % des Français répondent qu'ils approuvent « tout à fait » (31 %) ou « plutôt » (24 %) alors qu'il ne s'en trouve

que 25 % pour désapprouver « tout à fait » (12 %) ou « plutôt » (13 %) (55).

Pour le désarmement des autres.

A vrai dire, cette sympathie envers ceux qui manifestent pour le désarmement doit être interprétée comme une sympathie pour le désarmement des autres. Dans le même sondage, 21 % seulement des Français estiment que la France doit « diminuer le niveau de son armement », alors que 32 % estiment qu'elle doit « faire un effort pour renforcer son armement » et 31 % qu'elle doit « maintenir son équipement à son niveau actuel ».

L'expression la plus significative de cette ambiguïté est la manifestation qui a été organisée à Paris le 25 octobre 1981 par le Mouvement de la Paix avec la caution politique et logistique du Parti Communiste Français. Selon le titre de cinq colonnes à la une de *l'Humanité* du 24 octobre, Paris allait « prendre le relais de la paix » pour conjurer la guerre nucléaire en Europe, par des négociations immédiates afin de réduire partout le nombre des missiles ». Le 26 octobre, quatre pages entières du quotidien communiste rendent compte de la manifestation de la veille. A longueur d'articles, la course aux armements se trouve stigmatisée comme un « mécanisme infernal » (c'est le titre même de l'éditorial de René Andrieu), comme un « gâchis monstrueux » (c'est l'expression utilisée dans le

(55) Sondage IFOP-VSD publié par VSD, 11 nov. 1981. Selon un autre sondage publié par *le Nouvel Observateur* (21 nov. 1981), 50 % des Français sont « tout à fait solidaires » (22 %) ou « plutôt solidaires » (28 %) des manifestations pacifistes alors que 34 % n'en sont « plutôt pas solidaires » (13 %) ou « pas solidaires du tout » (21 %). Ce même sondage fait apparaître que 30 % seulement des Français pensent que notre pays doit « se situer plutôt du côté des Etats-Unis » alors que 58 % pensent qu'il doit « être neutre » (3 % pensent qu'il doit se situer « plutôt du côté de l'URSS »).

message du PCF aux manifestants), comme une « démentielle escalade » et une « logique suicidaire » (ce sont des formules du discours de Pierre-Luc Séguillon, secrétaire national du Mouvement de la Paix). Même si la politique de Reagan est davantage condamnée que celle de Brejnev, on prend soin de toujours recourir à un compromis littéraire pour faire une dénonciation globale de la course aux armements et du système des deux blocs. La formule « Ni Pershing, ni SS-20 », inscrite sur la banderole de tête du cortège, est très opportunément mise en valeur. Mais pas une fois ne se trouve dénoncée la participation de la France à la course aux armements ; pas une fois, la modernisation des euro-missiles français (qui se trouve clairement affichée dans le programme redevenu commun du gouvernement de gauche) ne se trouve condamnée !

« L'utopie, déclare Pierre-Luc Séguillon, n'est pas chez nous qui ouvrons les yeux et percevons l'absurdité de cet engrenage. L'utopie, elle est du côté de ceux qui croient que c'est en ajoutant encore et encore, et encore plus et toujours plus à cet arsenal démentiel que seront assurées la sécurité et la liberté des peuples d'Europe ». Mais pourquoi le secrétaire national du Mouvement de la Paix feint-il de ne pas s'apercevoir que c'est précisément cette croyance-là qui inspire la politique militaire du gouvernement français ? Portant son argumentation jusqu'à la contradiction la plus extrême, il accuse de baisser les bras et de se laisser gagner par l'esprit de Munich « ceux qui ne font plus crédit aux instruments dont notre pays s'est doté pour assurer son indépendance » !... Ce qui, en clair, signifie que c'est en s'abritant derrière les armes nucléaires françaises que le Mouvement de la Paix dénonce la course aux armements. Pourquoi donc tous les arguments invoqués pour dénoncer « une course folle aux armements » ne s'appliquent-ils pas à la politique militaire de la France ? « Arrêtons l'esca-

lade, déclare Pierre-Luc Séguillon ; il ne faut plus ajouter de nouvelles armes nucléaires. Cassons cette mécanique folle et inversons le cours des choses : la désescalade est urgente ; il faut réduire le nombre et la puissance de ces armes ». Mais, cinq jours après cette déclaration, le 30 octobre 1981, un conseil de défense présidé par le Président de la République française décidait de construire un septième sous-marin nucléaire, de développer un nouveau missile sol-sol balistique mobile et de remplacer le Pluton par un nouveau missile nucléaire tactique. Annonçant ces décisions devant l'Assemblée nationale, le ministre de la Défense, Charles Hernu, affirmait : « Notre potentiel nucléaire devra faire l'objet de renforcement rapide, se traduisant par une montée en puissance dans les années à venir » (56). Commentant ce renforcement de l'arsenal nucléaire français, **le Monde** écrivait : « Il est indéniable aujourd'hui que le gouvernement français donne l'impression de mettre ses efforts propres de modernisation nucléaire en parallèle avec ceux de l'Alliance atlantique » (57).

Déclarer la paix et l'imposer aux Etats.

Par ailleurs, « l'Appel de Paris », qui fut proclamé lors de la manifestation de Pantin le 25 octobre, affirmait qu'il « fallait affecter dès maintenant une partie des dépenses militaires mondiales au mieux vivre et à la lutte contre la faim et le sous-développement ». Cela ne vaut-il pas également pour la France, dont le budget militaire socialiste est en augmentation de 16,3 % sur le précédent ? Pourtant, ni le Mouvement de la Paix, ni le Parti Communiste ne semblent disposés à organiser des manifestations pour protester contre la logique absurde et suici-

(56) **Le Monde**, 15-16 nov. 1981.

(57) Jacques Isnard, id.

daire qui conduit la France à vouloir figurer dans le peloton de tête de la course aux armements nucléaires. A suivre leur raisonnement, les Allemands, les Belges, les Italiens et les Hollandais devraient, à l'instar des Français, se doter eux-mêmes des instruments de leur indépendance en construisant leurs propres armes nucléaires ! Mais qui ne voit que cette dissémination de l'arme atomique à travers toute l'Europe comporterait les mêmes dangers que le déploiement des euro-missiles américains ? En réalité, ceux qui justifient le déploiement des euro-missiles français ne peuvent prétendre à aucune crédibilité lorsqu'ils veulent protester contre la course aux armements en Europe.

On peut cependant espérer que la prise de conscience qui se développe chez nos voisins ne s'arrêtera pas à nos frontières et que l'opinion publique française sortira de l'anesthésie dans laquelle elle semble plongée. Naguère, les Etats déclaraient la guerre et l'imposaient aux peuples qui se résignaient à la faire. Aujourd'hui, il appartient aux peuples de déclarer la paix et de l'imposer aux Etats. C'est la signification profonde du mouvement qui s'est développé ces derniers mois en Europe de l'Ouest. Qu'il se développe également en France, selon les particularités qui doivent lui être propres, et l'espérance redeviendra possible.

« J'aime à croire que les peuples, à la longue, feront plus que les gouvernements pour promouvoir la paix. En vérité, je crois que les peuples veulent tellement la paix que les gouvernements, un de ces jours, feraient mieux d'arrêter de se mettre en travers et devraient laisser les peuples faire la paix. »

Général Eisenhower, 31 août 1959.

PETIT DICTIONNAIRE

pour comprendre les débats sur la défense

A.B.M. (Anti - ballistic missile). —

Missile anti-missile. Destiné à détruire les missiles ennemis pendant leur vol. Par les accords Salt I, les deux Grands se sont mutuellement interdit de déployer des systèmes ABM, coûteux, peu fiables et risquant de remettre en cause la dissuasion par « destruction mutuelle assurée ».

ALLIANCE ATLANTIQUE. — Alliance scellée en avril 1949 par le Traité de l'Atlantique Nord, entre la Belgique, le Canada, le Danemark, les USA, la France, la Grande-Bretagne, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Portugal, auxquels s'adjoignirent la Grèce et la Turquie en 1951 et la République fédérale allemande en 1955. Par ce traité, les pays signataires déclarent qu'« une attaque armée contre l'une ou plusieurs des parties contractantes serait considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties ».

L'organisation politique et militaire permanente de ce traité, l'OTAN, fut créée le même jour. La France s'en est retirée en 1966, sans pour autant se retirer de l'Alliance atlantique.

ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE. — Outre les armes nucléaires, comprennent les armes bactériologiques et, dans une certaine mesure, chimiques.

ARMES NUCLEAIRES STRATEGIQUES. — Armes nucléaires avec lesquelles chacun peut frapper massivement le territoire de l'autre, soit à partir de son propre territoire (avec des missiles ou des bombardiers), soit

à partir de sous-marins. Elles visent les populations civiles (objectifs démographiques de la « stratégie anticités ») ou les bases militaires (silos, terrains d'aviation, dans la « stratégie anti-forces ») ou encore les « valeurs » économiques et politiques (selon la « directive présidentielle 59 » du président Carter, en août 1980).

Les négociations Salt n'ont porté que sur ces armes.

ARMES NUCLEAIRES TACTIQUES.

— Armes employées sur « le champ de bataille », en appui direct aux forces combattantes. Elles ont une portée réduite, mais leur puissance peut être de l'ordre de celle d'Hiroshima. Elles peuvent être tirées par des canons et des chars ou lancées par des bombardiers. Par exemple, le Pluton est une arme tactique de l'arsenal nucléaire français.

ARMES NUCLEAIRES DE THEATRE (TNF, Theater Nuclear Forces).

— Armes qui peuvent être employées sur un « théâtre d'opérations » (par exemple l'Europe), à l'exclusion des armes stratégiques. Ce concept englobe donc

— les armes tactiques,

— les MRBM (Medium Range Ballistic Missiles), missiles balistiques à portée moyenne (entre 800 et 2 400 km),

— les IRBM (Intermediate Range Ballistic Missile) : missiles balistiques à portée intermédiaire (entre 2 400 et 6 400 km).

Les « euromissiles » se classent dans ces deux dernières catégories.

Ces distinctions sont elles-mêmes sujettes à discussion entre les deux Grands. Par exemple, les Soviétiques considèrent comme « stratégiques » toutes les armes qui peuvent atteindre leur territoire, même si elles sont basées en Europe (par exemple les Pershing II et les Cruise), alors que pour les Occidentaux ce sont des armes de « théâtre ».

BACKFIRE. — Bombardier soviétique, doté d'un missile air-sol, susceptible d'être ravitaillé en vol, ce qui lui donne une portée de 4 000 km. Son vrai nom est « TU-22 M ». Considéré comme stratégique par les USA et comme tactique par l'URSS, il a fait l'objet d'âpres discussions lors des négociations Salt II.

BATAILLE DE L'AVANT. — Doctrine stratégique qui envisage une bataille (conventionnelle et/ou nucléaire) en avant du territoire national. Proposée par les partisans d'une grande intégration des forces françaises à la défense de l'Europe (notamment par Giscard et l'UDF), cette doctrine est combattue par les tenants de la « sanctuarisation » du territoire national, c'est-à-dire les gaullistes classiques, les communistes, le CERES.

BOMBE A NEUTRONS. — Arme thermonucléaire très miniaturisée, d'une puissance d'environ un kilotonne, dont les effets de chaleur, de souffle et de pollution radio-active ont été volontairement réduits et dont les effets de radiation immédiate (flux de neutrons) ont été considérablement renforcés. D'où son nom technique de

« arme à radiations renforcées ». Ces flux de neutrons entraînent une décomposition des tissus vivants. C'est l'arme nucléaire tactique par excellence, présentée par ses avocats comme purement défensive (pour arrêter une colonne de chars, par exemple). Elle suscite des polémiques à la fois morales et politiques, dans la mesure où son adoption et son déploiement signifient qu'on efface encore un peu plus la distinction entre armes nucléaires et armes conventionnelles et que l'on accepte de préparer la « bataille de l'avant » plutôt que de se reposer sur la « sanctuarisation » par les armes stratégiques. En France, le PC et les gaullistes classiques y sont opposés, l'UDF très favorable ; le PS est divisé.

CONTROLE DES ARMEMENTS ou Arms Control. — Processus mis en route à la fin des années 60 et qui a culminé dans les négociations Salt. Présenté abusivement comme un processus de « désarmement », il représente en fait la tentative des deux Grands de « gérer la course aux armements » au mieux de leurs intérêts mutuels. Ce processus est en crise depuis que l'accord Salt II a été signé mais non ratifié par les USA en 1979.

DISSUASION. — « Montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir » est un principe très ancien de la politique et de l'art militaire. C'est donc abusivement que l'on identifie la dissuasion aux doctrines stratégiques nées depuis trente ans à la suite de l'apparition des armes nucléaires. Tout système de défense, qu'il soit conventionnel, territorial ou non-violent, a pour objectif la dissuasion plutôt que l'emploi. Mais on ne peut pas opposer trop radicalement la dissuasion à l'emploi : en effet, l'efficacité dissuasive d'un système de défense, quel qu'il soit, se mesure à l'idée que

l'adversaire se fait de l'efficacité qu'il aurait s'il venait à être employé.

La dissuasion repose toujours sur un facteur très subjectif : la perception que l'adversaire a de votre force et de votre détermination à l'employer.

DISSUASION NUCLEAIRE. — Pour certains théoriciens, l'avènement des armes de destruction massive change radicalement la nature de la dissuasion. Leur emploi devenant « impensable », irrationnel par rapport à n'importe quel enjeu de conflit, leur seule utilité est de « dissuader » un agresseur potentiel. D'où l'idée d'une paix perpétuelle grâce à l'équilibre de la terreur, basée sur la croyance que l'impensable est également impossible.

DISSUASION DU FAIBLE AU FORT. — Doctrine française, dont le général Gallois s'est fait le chantre convaincu, et qui postule un « pouvoir égalisateur de l'atome ». Grâce aux armes nucléaires, la notion d'égalité avec l'adversaire potentiel deviendrait périmée ; le « faible » en effet peut dissuader le « fort » en le menaçant de « dommages inacceptables ». Ainsi la France n'aurait pas besoin d'être à égalité avec l'URSS pour la dissuader ; il suffit que l'URSS sache que si elle attaquait le « sanctuaire » français, elle subirait des dommages sans commune mesure avec l'intérêt que représente pour elle la conquête de la France.

Selon cette doctrine, il convient de se doter surtout d'armes stratégiques invulnérables (notamment les sous-marins, puisqu'ils survivraient à une attaque surprise du territoire français). Les armes tactiques n'ont de sens que pour tirer un « coup de semonce » manifestant la fermeté de nos intentions de frapper, en aucun cas pour mener une « bataille de l'avant ».

I.C.B.M. (Inter-Continental Ballistic Missile). — Missile balistique intercontinental, de portée supérieure à 8 000 ou 10 000 km. Les ICBM sont les armes stratégiques par excellence.

KANAPA (Rapport). — Texte présenté en mai 1977 par Jean Kanapa au Comité central du parti communiste français. Son adoption marqua la conversion totale du PCF à la force de frappe française.

KILOTONNE. — Unité de mesure de la puissance des armes nucléaires. 1 kt correspond à la puissance explosive de 1 000 tonnes de TNT (le plus puissant des explosifs non nucléaires). La bombe d'Hiroshima faisait 14 kt.

M.A.D. (Mutual Assured Destruction) — Destruction mutuelle assurée. Fondement de l'équilibre de la terreur et des doctrines de la dissuasion absolue, la M.A.D. désigne une situation dans laquelle les USA et l'URSS ont la capacité de se détruire mutuellement avec certitude. Même si l'une des deux tentait de détruire par surprise les forces de l'autre, il resterait toujours à l'attaqué suffisamment de vecteurs intacts pour dévaster les cités de l'agresseur. Tous les développements récents des doctrines de bataille nucléaire, de « guerre nucléaire limitée », etc. ont eu lieu sur un arrière-fond de M.A.D. qui reste l'horizon ultime de tous les scénarios. La contradiction inhérente à cette doctrine, c'est que la M.A.D. est à la fois l'absolu « impensable » garantissant la paix perpétuelle, et le dernier échelon d'une « escalade » tout à fait pensable et préparée, selon laquelle on peut passer progressivement et par paliers d'une guerre conventionnelle limitée à un échange généralisé d'armes stratégiques. Cette

contradiction, inhérente à la doctrine McNamara de la « riposte graduée » (voir ce mot), n'a jamais été résolue, même au plan théorique.

Par ailleurs, la poursuite des évolutions techniques remet en cause la M.A.D. Si l'un des deux Grands parvenait à se donner les moyens d'une « première frappe désarmante », c'est-à-dire d'une frappe par laquelle il pourrait détruire par surprise l'arsenal de son adversaire, la M.A.D. n'existerait plus : l'adversaire frappé n'aurait plus les moyens de détruire son agresseur en retour. Pour le moment, seule la relative invulnérabilité des sous-marins continue à garantir la M.A.D.

M.B.F.R. (Mutual and Balanced Forces Reductions). — Négociations sur « des réductions mutuelles et équilibrées des forces ». Entamées le 30 octobre 1973 à Vienne, ces négociations portent sur la réduction des forces conventionnelles en Europe centrale : Pologne, Tchécoslovaquie, R.D.A., R.F.A., Belgique, Pays-Bas et Luxembourg. Elles n'ont encore rien donné.

MEGATONNE. — Unité de mesure de la puissance des armes nucléaires. Une mégatonne (Mt) vaut 1 000 kilotonnes. Une bombe de 1 Mt a donc une puissance égale à 70 fois celle d'Hiroshima. Les charges des sous-marins nucléaires, les nouveaux missiles du plateau d'Albion ont des charges qui se comptent en mégatonnes. On parle de « charges mégatonniques ».

M.I.R.V. (Multiple Independently targetable Reentry Vehicle). — Missile portant plusieurs charges, dirigées vers des cibles différentes au moment

de la rentrée dans l'atmosphère. Plus familièrement : « missile à têtes multiples ». Cette technique économique (un seul lanceur pour plusieurs bombes) permet de saturer les défenses de l'adversaire s'il cherchait à se protéger par des A.B.M. Les USA ont longtemps devancé largement l'URSS dans la maîtrise du « mirvage », ce qui explique qu'ils possèdent plus de têtes nucléaires avec moins de lanceurs. Mais l'URSS rattrape rapidement son retard. Les SS-20, par exemple, sont « mirvés » (trois têtes de 150 kt chacune) alors que les SS-4 et SS-5 qu'ils remplacent ne portaient qu'une tête.

MISSILE DE CROISIÈRE (Cruise missile). — En fait, ce n'est pas un « missile » mais un petit avion téléguidé, sans pilote, volant très bas (moins de 50 m). Il est doté d'un système de guidage très perfectionné qui lui permet de suivre les contours du terrain et de changer de direction. Sa portée peut aller jusqu'à 2 500 km. Il existe trois types de Cruise : ceux qui sont lancés d'un avion (ALCM), ceux qui sont lancés d'un sous-marin (SLCM) et ceux qui partent du sol (GLCM). Ce sont ces derniers que l'OTAN a décidé d'implanter en Europe. Par ailleurs, les USA ont en projet la fabrication de 3 ou 4 000 Cruise.

MX. — Nouveau missile intercontinental américain, qui doit devenir opérationnel à la fin des années 80. Il sera mobile, donc moins vulnérable que les missiles actuels. L'administration Reagan semble avoir réduit le projet ambitieux prévu sous Carter et qui consistait à renforcer l'invulnérabilité de ce missile grâce à un réseau souterrain géant reliant entre eux plusieurs milliers de garages possibles.

PACTE DE VARSOVIE. — Signé le 14 mai 1954 pour trente ans, en riposte à l'adhésion de la RFA à l'OTAN, entre l'URSS, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA et l'Albanie. Cette dernière l'a quitté en 1960.

PERSHING II. — Missile balistique très précis, d'une portée de 1 800 km. Son installation en RFA (108 de ces missiles y sont prévus après 1983) introduirait un élément très nouveau dans le rapport Est-Ouest : Moscou ne serait plus qu'à **sept minutes** d'une base américaine.

PLUTON. — Arme tactique française, d'une puissance de 20 kt et de portée comprise entre 50 et 150 km, tirée d'un véhicule mobile. Le remplacement de cette arme par le missile **Hadès** vient d'être décidé par le Conseil de défense.

RAPACKI (Plan). — Plan de dénucléarisation de l'Europe centrale proposé en octobre 1957 par le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Rapacki. Ce plan a été reproposé, avec des variantes, en 1960 et 1966.

REPRESAILLES MASSIVES (Massive Retaliation). — Doctrine élaborée, sous Eisenhower, par le secrétaire d'Etat Dulles. Formulée en 1954, elle prévoit de répondre à toute attaque de l'URSS, même conventionnelle, par des destructions massives. Stratégie du « tout ou rien », elle perdit sa crédibilité lorsque l'URSS acquit la possibilité de frapper les USA également, vers la fin des années 50.

RIPOSTE GRADUEE (Flexible response). — Doctrine liée au nom de McNamara, secrétaire d'Etat de Kennedy. Prenant acte du fait que la doctrine de « représailles massives » n'était plus crédible, elle prévoit de répondre à chaque agression soviétique au niveau où elle se situe : conventionnel, tactique, stratégique.

S.A.L.T. (Strategic arms limitation talks). — Conversations sur la limitation des armements stratégiques. Négociations bi-latérales USA-URSS dans le but de « contrôler » (voir « Contrôle des armements ») la course aux armements stratégiques. L'accord Salt I, conclu en 1972 (Accords de Moscou) comprend deux volets :

— un traité par lequel les deux pays renoncent pratiquement à se doter de systèmes ABM,

— un accord fixant pour cinq ans des « plafonds » en-dessous desquels chacun pourra déployer ses armes stratégiques.

L'accord Salt II, signé à Vienne en juin 1979, fixe de nouveaux plafonds et gèle pour trois ans le développement de nouveaux systèmes d'armes. Il n'a pas été ratifié par les USA.

SCHLESINGER (Doctrine). — Enoncée en 1974 par le Secrétaire d'Etat américain Schlesinger, cette doctrine poursuit l'évolution amorcée par la doctrine McNamara de « riposte graduée ». Prenant acte du fait que la précision accrue des vecteurs permet une stratégie anti-forces, elle présente comme vraisemblable l'idée d'une « guerre nucléaire limitée ».

S.L.B.M. (Submarine launched ballistic missile). — Missile tiré à partir d'un sous-marin.

S.S. (sol-sol). — Missiles qui sont tirés à partir du sol vers un objectif situé au sol. SS-4, SS-5, SS-20 sont des noms de code attribués par l'OTAN aux missiles russes.

SS-20. — Missile soviétique déployé depuis 1977. Portée : 5 000 km, charge : trois têtes « mirvées » de 150 kt chacune ; lancement à partir d'une plateforme mobile. Leur déploiement est présenté par l'URSS comme la simple « modernisation » de son arsenal, alors que l'Ouest considère qu'il crée un grave déséquilibre sur le théâtre européen.

S.N.L.E. (sous-marin nucléaire lance-engins). — Terme français pour désigner les sous-marins porteurs de SLBM. La France en a cinq qui sont opérationnels, un sixième en construction et un septième « décidé » pour 1995.

STRATEGIE ANTI-CITES. — Stratégie dans laquelle les cibles des armes nucléaires sont les villes de l'adversaire. C'est essentiellement une stratégie de dissuasion qui reste la base de la doctrine française.

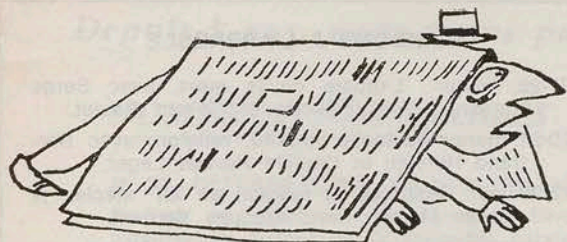
STRATEGIE ANTI-FORCES. — Stratégie dans laquelle les cibles des armes nucléaires sont les armes de l'adversaire : silos de missiles, terrains d'aviation, rampes de lancement, voire sous-marins si c'était possible... Exige un très grand nombre d'armes d'une grande précision. Chez les deux Grands, cette stratégie n'a pas remplacé mais s'est rajoutée à la stratégie anti-cités. L'aboutissement logique de cette évolution, c'est l'acquisition de la capacité de « première frappe désarmante » qui donnerait à celui qui prendrait l'initiative de l'attaque la

possibilité de détruire les forces de l'adversaire avant qu'il ait le temps de les lancer sur lui, et de détruire ainsi une proportion suffisamment forte de ces armes pour que celles qui resteraient ne puissent infliger que des représailles « supportables ».

TRAITE DE MOSCOU. — Signé le 25 juillet 1963, il interdit les essais nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans l'espace. Non signé par la France, la Chine et l'Inde. Depuis 1963, les deux Grands n'ont poursuivi leurs essais que sous terre, ce qui a tout de même permis de réduire notablement les dangers de pollution par retombées radio-actives dont le taux devenait alarmant, de l'aveu même du président Johnson.

TRAITE DE NON-PROLIFERATION. — Entré en vigueur en 1970. Résultat d'une action concertée des USA et de l'URSS pour stopper la « prolifération horizontale », c'est-à-dire l'accès au club nucléaire de pays n'en faisant pas encore partie. Prévoit que les pays non-nucléaires renoncent à le devenir et que les pays nucléaires s'engagent à ne pas fournir d'armes nucléaires à ceux qui ne le sont pas. La plupart des pays qui sont tentés par l'arme nucléaire ne l'ont pas signé.

TRAITE DE TLATELOLCO. — Signé en 1967, ce traité unique en son genre crée une zone dénucléarisée en Amérique latine. La fabrication, le stockage, les essais d'armes nucléaires sont interdits dans la zone qui va du Mexique à la Terre de Feu. Il a été signé et ratifié par vingt-deux des vingt-sept pays concernés. Mais les cinq exceptions (Cuba, Chili, Argentine, Brésil, Guyane ex-britannique) affaiblissent singulièrement la portée de ce traité.



Nous avons lu...

DIALOGUES AVEC LANZA DEL VASTO

Collection Témoins spirituels d'aujourd'hui - Ed. du Cerf.

Lanza del Vasto, « le premier dans notre pays à avoir mis en pratique les idées-forces de la pensée gandhienne, vouant à son service sa pénétration philosophique, ses dons d'artiste, son autorité morale, son goût du combat chevaleresque », est mort au début de 1981, à l'âge de 80 ans.

Ce livre, paru quelques mois auparavant, vise, à travers des conversations entre Lanza et R. Doumerc, responsable des Amis de l'Arche de Toulon, à présenter de façon systématique la pensée du fondateur de la Communauté de l'Arche. Lanza a beaucoup travaillé sur ce texte, preuve de l'intérêt qu'il portait à cette entreprise. On peut regretter que ce refaçonnage lui donne parfois un caractère un peu trop « réécrit » et que l'admiration visible de l'auteur pour son interlocuteur entrave sa spontanéité et ne facilite pas toujours une découverte sereine et raisonnée de l'homme et de son œuvre. Quoi qu'il en soit, au fil des livres qui ont jalonné la vie de Shantidas, se dessine le portrait d'un pèlerin, tout à la fois « un voyageur, un poète, un romancier, un philosophe, un exégète de l'art », et avant tout un **croquant**. Ces conversations portent essentiellement sur les racines spirituelles de la non-violence de Lanza, sur son lien avec sa foi. Le lecteur néophyte dans ce domaine aura peut-être du mal à suivre la hauteur de vue des idées sur les grandes lois de l'univers, la vie intérieure, le dialogue avec Dieu, mais il sera récompensé par la beauté limpide de phrases fulgurantes : « J'aime, donc tu es ».

Le postulat de base de la non-violence de Lanza del Vasto est que, dans les relations avec l'autre, ce sont les actes, les méfaits, qui doivent être contestés, non le malfaiteur qui, lui, est à rechercher en chacun de nous. Cela implique la nécessité d'aboutir à une non-violence

intérieure, sans laquelle la non-violence combattante ne peut avoir le poids de la vérité. « L'adversaire ne doit pas être écrasé, mais gagné ». Ainsi l'avènement d'une société non-violente demande une préparation spirituelle, une éducation pratique et une expérimentation de cette nouvelle forme de relation. Ce sont ces conditions, nécessaires à ses yeux, que Lanza et ses compagnons ont voulu mettre en pratique. Le livre répond ainsi aux détracteurs de l'Arche qui ne veulent voir, dans cette communauté laborieuse et patriarcale vivant loin du monde, qu'une désertion de la lutte aux côtés des opprimés, et donc une complicité avec les injustices. « La société sans classe, où tout le monde travaille selon ses forces, ses talents, ses goûts, et reçoit selon ses besoins, c'est nous qui l'avons faite du jour au lendemain et sans tuer personne ».

J.-F. BLANCHON.

LE DOSSIER DES EUROMISSILES

Les Soviétiques sont-ils militairement plus puissants que l'Occident ? En quoi consiste exactement la décision de l'OTAN du 12 décembre 1979 ? Quelles ont été les positions prises par les gouvernements occidentaux à ce sujet ? Les nouvelles doctrines militaires rendent-elles aujourd'hui une guerre nucléaire plus vraisemblable ? Quelles sont les chances d'un désarmement négocié ?

C'est à ces questions, et à bien d'autres, que répond le « dossier des euromissiles », édité à Bruxelles par le GRIP, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix. Excellent ouvrage, très clair, très documenté. A ce jour, le meilleur dossier d'ensemble sur la question.

A commander, pour 345 FB, au GRIP, Chaussée Saint-Pierre 141, 1040 Bruxelles. Compte : 001-0730404-70.

DEFENSE ET PAIX

Samedis d'initiation, de 15 à 22 heures.

27 février : **Objection de conscience et désobéissance civile**, avec Jean-Marie Muller.

27 mars : **Comprendre les débats sur la défense**, avec Christian Mellon.

17 avril : **Agressivité, violence, conflit**, avec Jacques Semelin.

En mai ou juin (date à préciser) : **Surarmement et sous-développement**, avec Pierre Fabre.

Inscriptions et renseignements : D. et P., 23, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 PARIS.

SESSIONS A L'ARBRESLE

27-28 février : **L'utopie ou la mort**, avec Serge Karsenty, Yves Pélicier et Gérard Raulet.

20-21 mars : **Ecologie, ruralité, religion**, avec Bertrand Hervieu et Danièle Hervieu-Léger.

22-23 mai : **Politique et religion au XX^e siècle : le cas de l'Isiam**, avec Jacques Vernant.

8-9 mai : Colloque sur **Les Droits de l'Homme en Occident**.

Renseignements : Centre Thomas-More, BP 105, 69210 L'ARBRESLE.

NON-VIOLENCE ET EVANGILE

Session organisée par Pax Christi Lyon.

Du samedi 13 février à 14 heures au dimanche 14 février à 17 heures, à la Maison Saint-André (le Prado), chemin Saint-André, 69760 LIMONEST.
Tél. (16.7) 835.14.30.

Renseignements et inscriptions : D. THEVENON, Pax Christi, 3, rue Sala, 690002 LYON.



bulletin d'abonnement :

à renvoyer à A.N.V., CRAINTILLEUX - 42210 MONTROND

Je désire m'abonner pour un an (quatre numéros)
à partir du numéro

NOM :

Prénom :

ADRESSE :

Je désire également recevoir ces anciens numéros :

Ci-joint le règlement par CCP (2915-21 U Lyon, chèque, timbres.

Abonnement : 60 F (dont TVA 2 F 30)

Etranger : 75 F (dont TVA 2 F 90)

Soutien : à partir de 90 F

Depuis 3 ans, nous avons publié...

NUMÉROS DISPONIBLES

N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE

Peut-on se défendre sans armes ? Diverses expériences historiques (Prague 68) permettent de penser que oui. Et des gouvernements commencent à y penser... (6 F).

N° 34 DESOBEISSANCE CIVILE

Le droit de désobéir - Apprendre à l'organiser collectivement contre tous les arbitraires (réédition mise à jour) (15 F).

N° 35 LA POLITIQUE DE LA PEUR

Comment l'Etat gère la peur pour mieux administrer sa sécurité (10 F).

N° 36 CHRISTIANISME ET VIOLENCES

L'hypocrisie des Eglises face aux différentes formes de violences (militaire, politique...). Débats sur la non-violence avec René GIRARD (15 F).

N° 37 SURARMEMENT ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Sous les termes officiels de désarmement et de développement, la réalité : course aux armements, militarisation sociale, exploitations économiques du Tiers Monde... On en parle comme des plaies à guérir, on s'en sert comme outils de domination (15 F).

N° 38 VIOLENCES BANALES

Mieux comprendre ces « petites violences » quotidiennes dont nous sommes les témoins, les victimes... ou les acteurs. Un dialogue Michel Bosquet et Serge July (15 F).

N° 39 LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION

Diverses études françaises et étrangères sur la défense civile et la militarisation. Un dossier essentiel sur la grève de la faim en Bolivie en 1978 (15 F).

N° 40 FEMMES ET VIOLENCES

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes (15 F).

N° 41 LES TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT

Quelle reconversion ? Une table ronde CFDT MDPL MAN et Mouvement de la Paix (15 F).

N° 42 GREVES DE LA FAIM

Des analyses et des témoignages sur la grève de Lyon contre les expulsions de jeunes immigrés en avril 1981. La grève des prisonniers irlandais. La grève des paysans andalous (15 F).

N° 44 à paraître : **Les voies du désarmement.**

alternatives non violentes

Crainvilleux
42210 MONTROND

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Christian DELORME
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Jacques SEMELIN

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN
15, rue du Commerce, 75015 PARIS
Christian MELLON
15, rue R.-Marcheron - 92170 VANVES

sommaire

Editorial : UN MOUVEMENT HISTORIQUE ? Christian Mellon, Jacques Semelin	1
★ Le nouveau mouvement de paix : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE Egbert Jahn	4
PAYS-BAS : le conseil inter-ecclésial pour la paix L.J. Hogebrink	15
NORVEGE : l'essor étonnant du mouvement contre les armes nucléaires Jon Grepstad	21
★ ANGLETERRE : une commission pour une autre défense Michael Randle	24
BELGIQUE : une structure originale : le Comité national d'Action pour la Paix et le Désarmement - Robert Dedouai	34
DOCUMENTS : rapports du Conseil Œcuménique des Eglises. Appels du Larzac, du CODENE, de Bonn, Russel	37
★ DU PACIFISME AU TRANSARMEMENT Jean Van Lierde - Pierre Arq	42
★ LA FRANCE ET LES EUROMISSILES Jean-Marie Muller	48
PETIT DICTIONNAIRE pour comprendre les débats sur la défense...	71

numéro 43
Hiver 82